



Manuel Herrero Sanchez, *El acercamiento hispano-neerlandés 1648-1678*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2000, 427 p., 24,04 €

Alain Hugon

DANS **REVUE D'HISTOIRE MODERNE & CONTEMPORAINE** 2003/4 n^o50-4 , PAGES 172 À 174
ÉDITIONS **BELIN**

ISSN 0048-8003

ISBN 270113434X

DOI 10.3917/rhmc.504.0172

Date de mise en ligne : 01/10/2005

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2003-4-page-172?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Comptes rendus

GÉRARD LABROT,

*Sisyphes chrétiens. La longue patience
des évêques bâtisseurs du royaume
de Naples (1590-1760),*

Seysssel, Champ Vallon, 1999, 252 p., 24,39 €.

Après son magistral ouvrage *L'image de Rome, une arme pour la Contre-Réforme*, Gérard Labrot, s'était déjà penché sur le royaume de Naples dans les *Études napolitaines, villages, palais, collections (XVI^e-XVIII^e s.)*.

Il réunit donc ici ses principaux centres d'intérêt, avec cet examen de la Contre-Réforme dans le royaume de Naples.

Les rapports qui devaient être adressés au pape tous les trois ans par les évêques, et qui donnent une vision d'ensemble de l'état des diocèses du royaume et de l'action des prélats constituent la source principale de cette étude. Malgré la très grande disparité de ces comptes-rendus, et la grande hétérogénéité des ressources des évêques et de leurs diocèses, Gérard Labrot montre les très nombreuses difficultés auxquelles étaient confrontés les prélats, considérés comme des intrus dans une vie locale focalisée sur la personne du seigneur local. Les évêques, dans ces diocèses démunis, souvent frappés par les raids côtiers des Turcs et les tremblements de terre, apparaissent en fait comme des « combattants perpétuels » contre le clergé local et les feudataires, tout en essayant d'améliorer la vie religieuse de la population. En évoquant la « mer de difficultés » auxquelles étaient confrontés les évêques, l'auteur va ainsi exposer clairement le rôle réel de ces prélats dynamiques qui réussirent à rechristianiser ce royaume, à y appliquer les principes essentiels prônés lors du Concile de Trente.

Leur premier acte fut d'ajuster les paroisses aux évolutions démographiques tout en restaurant ou réaménageant les églises « indécentes » (parfois avec leurs propres deniers) pour leur donner une « noblesse » inhérente à leur fonction. Ces campagnes furent conduites à la fin du XVII^e et dans la première moitié du XVIII^e siècle, beaucoup plus tardivement qu'en France, donc. Parallèlement, pour venir à bout des prêtres qui étaient trop intégrés dans la société civile, ils créèrent des séminaires grâce à une partie des bénéfices. Mais G. Labrot souligne que cette action fut toujours très progressive, lente voire discontinuée. Les principes conciliaires étaient donc appliqués efficacement par les évêques du royaume. Par ailleurs, dans les constructions et reconstructions des églises paroissiales, les prélats « orchestraient les initiatives diocésaines » du clergé, des grandes familles de laïcs (Carafa, Orsini, Gonzague...), ainsi que des communautés de fidèles et des multiples confréries ; ils pouvaient aussi œuvrer directement, surtout quand ils étaient issus de familles importantes. Outre le monumental, les prélats redynamisaient aussi la foi en accentuant l'aspect miraculeux du christianisme (mise en valeur des reliquaires, inventions de corps saints par des fouilles...). L'Église installait donc le fidèle « dans un espace complexe, hiérarchisé », la paroisse, tout en réaffirmant le rôle clef de la cathédrale et sans négliger celui des chapelles. En fait, seuls les réguliers s'avaient peu contrôlés par les évêques, puisque les prélats n'avaient un droit de regard que sur les monastères de moins de 12 personnes depuis 1625. Pourtant, une remise en ordre de bon nombre de couvents n'aurait pas été superflue, surtout pour ceux installés dans des villes importantes, et dans lesquelles des jeunes filles nobles étaient conduites.

Outre son action sur le terrain, l'évêque devait aussi veiller à exhiber la dignité épiscopale en soulignant son pouvoir temporel, le palais épiscopal en étant le signe le plus manifeste ; la construction d'un palais épiscopal permettait, aussi, de laisser un souvenir grandiose à la postérité... Le prélat devait parallèlement magnifier la cathédrale, symbole

religieux par excellence du diocèse. Il devait essentiellement appliquer les principes borroméens (*Instructiones fabricae...*) et veiller à la présentation de l'édifice avec notamment une attention soutenue à la présence de sépultures qui pouvaient causer des problèmes olfactifs... Les évêques restaurèrent également leur édifice, le modernisèrent avec des plafonds à caissons, des stucs tout en donnant des conseils pour l'emplacement des autels mineurs. Dans tous ces cas de figures, ils manifestèrent la volonté de conserver l'édifice ancien, pour «montrer la longévité de l'institution». Cette préoccupation est donc très proche de celles des prélats français, qui conservèrent, restaurèrent voire reconstruisirent en gothique au cours des Temps modernes.

Mais la connaissance des édifices ne serait pas complète sans une étude sur les équipements et décors, objet du dernier chapitre. G. Labrot met alors en évidence d'une part l'importance de la sacristie, véritable écrin – par son très riche décor de marbre, peinture, stucs – des ornements liturgiques et des objets précieux du culte, et d'autre part, il souligne la richesse du siège épiscopal et du maître autel, installé dans le chœur à proximité des chanoines. Une fois encore nous retrouvons les principes-clefs du Concile de Trente avec l'affirmation du caractère premier de l'Eucharistie et la suprématie du chef de diocèse.

À l'aide de sources peu connues mais de première importance, cette brillante synthèse permet donc de dresser un panorama complet d'un domaine trop souvent ignoré et de mieux apprécier la situation religieuse du royaume de Naples, tant du point de vue monumental qu'au niveau de l'organisation religieuse elle-même. Dans cette synthèse passionnante et inédite sur ce type de sujet, le rôle des évêques, ces véritables sisyphes religieux des Temps modernes, est parfaitement démontré grâce à une écriture précise ponctuée de petites conclusions intermédiaires qui permettent au lecteur de toujours suivre l'idée de l'auteur, tout en intensifiant l'intelligence des propos. On peut cependant regretter l'absence d'une carte des diocèses du royaume de Naples qui aurait permis de mieux comprendre la situation géographique et politique de certains prélats.

La lecture de cet ouvrage devrait inciter d'autres chercheurs à se pencher sur les mentalités religieuses dans le royaume de Naples, ou encore, à mener une étude similaire sur les autres provinces à l'aide de sources identiques à celles utilisées par l'auteur.

HÉLÈNE ROUSTEAU-CHAMBON

OLIVIER BONFAIT,

Les tableaux et les pincesaux.

La naissance de l'école bolonaise,

Rome, École Française de Rome, 2000, 519 p.

L'ouvrage d'Olivier Bonfait, issu de sa thèse, porte sur la naissance et la constitution de l'école bolonaise de peinture entre 1680 et 1780. Si l'auteur rappelle dans son avant-propos que son travail fut d'abord guidé par

un «manque» sur cette école oubliée par Francis Haskell dans *Mécènes et peintres. L'art et la société au temps du baroque italien*, il apparaît rapidement que ce livre ne se contente pas d'exhumer des artistes méconnus, mais qu'il propose une démonstration originale et ambitieuse, à rebours des schèmes traditionnels de l'historiographie récente sur l'autonomisation du champ artistique, l'émancipation de l'artiste et la naissance d'un droit d'auteur à l'époque moderne. Refusant cette perspective linéaire et progressiste, l'auteur revendique une «évolution régressive» (p. 2), et lie la naissance de l'école bolonaise de peinture au collectionnisme de la noblesse de la cité. Au tournant du siècle, l'appropriation de la peinture par la noblesse, qui affirme symboliquement son statut social, conduit à l'unification stylistique à l'origine de l'école bolonaise du Seicento. Dès lors,

l'auteur montre que les mondes de l'art à Bologne passent d'une structure tripolaire vers 1630, à l'époque du Guerchin et de Guido Reni, où la réputation des peintres dépend des lettrés et d'un forum critique, à une structure bipolaire vers 1700 qui met face-à-face le peintre et son patron.

Tout en revendiquant son appartenance « humaniste » à la discipline de l'histoire de l'art, ce livre s'inscrit aussi dans une stratégie d'intégration méthodologique avouée. Au service d'une histoire formelle de l'art, l'auteur utilise des travaux d'histoire sociale et culturelle (Simona Cerutti, Roger Chartier) aussi bien que ceux des sociologues de l'art, comme ceux de Howard Becker auquel il reprend les notions de « monde de l'art », « convention », « création collective », ou de Harrison White. À cette diversité des apports théoriques répond la multiplicité des sources utilisées, parmi lesquelles 350 inventaires après décès de commanditaires et d'artistes, 40 contrats de commande et un livre de comptes.

L'ouvrage se présente en deux parties. L'auteur met d'abord en valeur la naissance du collectionnisme bolonais et l'investissement symbolique de la noblesse dans la peinture au tournant du siècle ; il se place ensuite du côté des artistes pour étudier la constitution de l'école bolonaise de peinture. Dans un premier temps, il montre comment se met en place un univers symbolique de tableaux dans les palais nobles de Bologne vers 1690-1700, en s'appuyant principalement sur une lecture statistique des inventaires après décès. Il note ainsi la croissance forte du nombre de tableaux dans les intérieurs bolonais, et particulièrement celle de la demande nobiliaire, multipliée par deux entre 1690 et 1790, et leur part croissante dans la valeur mobilière. Signe de la naissance d'une collection, on passe de « l'accumulation d'images-objets » (p. 25) à la collection de tableaux, où l'art de la représentation prime. Ce gain symbolique de l'image se traduit par la place nouvelle des tableaux dans le salon ou la galerie des palais, liée à l'aménagement noble de l'habitat, mais aussi par un dispositif nouveau, le cadre doré, qui donne au tableau toute sa valeur. Cette lecture culturelle des inventaires après décès révèle l'évolution du regard que l'on posait sur l'œuvre, et Olivier Bonfait se livre alors à une « petite histoire anthropologique du regard » (p. 59) dans la lignée des travaux de Michaël Baxandall.

Dans les années 1630, l'image – souvent portrait de famille – servait à l'héroïsation de la lignée ; à la fin du siècle, en revanche, les tableaux marquent la participation et l'identification de la noblesse à des valeurs universelles représentées dans des tableaux d'histoire, et la collection de tableaux n'est plus un phénomène marginal pour la noblesse bolonaise. Cette appropriation de la peinture tient peut-être à la perte de prestige de la noblesse dans les années 1690-1700, que cette dernière cherche à compenser par de nouveaux modes de représentation, et trouve dans la collection « le symbole d'une vertu : la noblesse » (p. 123). Au même moment, on constate une normalisation des collections, comme le montre bien l'exemple des négociants Monti. Leur intégration au patriciat bolonais en 1719 passe par une réorganisation de la collection, où règnent désormais l'Histoire et les peintres du Seicento bolonais, et dont sont expulsés les peintres étrangers.

Avec deux tiers de tableaux bolonais, l'investissement massif de la noblesse dans les collections entre 1680 et 1730 est centré sur l'école bolonaise contemporaine, mais il ne dure pas. Dès la seconde moitié du XVIII^e siècle en effet, les commandes aristocratiques baissent et les collections changent d'aspect avec l'introduction du panthéon artistique international qui réduit les artistes locaux contemporains à un rôle décoratif, d'un goût nouveau pour les arts graphiques (dessins et estampes), et l'importance

accrue de l'original par rapport à la copie – alors que jusque dans les années 1740, original et copie faisaient bon ménage, participant également au patrimoine visuel du palais. L'accroissement de la demande picturale nobiliaire au tournant du siècle permet l'apparition d'une école bolonaise de peinture. Ainsi, la reproduction des « valeurs de l'aristocratie à travers les mêmes héros et les mêmes gestes » (p. 241) favorise l'homogénéisation de la production picturale et la théorisation du bon goût.

La deuxième partie du livre détaille la constitution de l'école bolonaise autour de Franceschini, Pasinelli, Creti et Dal Sole. Le rétrécissement du marché à un petit nombre de nobles locaux, et la territorialisation de la demande resserrent les liens entre le peintre et son patron. La codification de la rhétorique picturale et de la théorie du bon goût telle qu'elle est développée par Zanotti, secrétaire de l'Académie Clémentine, participe de cette unification de l'école bolonaise. Olivier Bonfait ouvre sa démonstration par l'analyse détaillée du livre de comptes de Franceschini (1648-1729), peintre méconnu mais qui, pour Zanotti, « est le peintre qui incarne le mieux les nouvelles conventions esthétiques, artistiques et morales de l'école bolonaise, de ce nouveau monde de l'art qui, en 1706-1710, réussit à fonder l'académie » (p. 251). La comparaison de cette source, abordée de manière très neuve, avec le livre de comptes du Guerchin (1591-1666) permet à l'auteur de dégager le passage d'un marché public du temps du Guerchin, dont les revenus sont assurés à 40 % par des commanditaires issus de la bourgeoisie, à un réseau restreint d'aristocrates intéressés par des tableaux d'histoire. À la logique de marché se substitue une logique de service, dans laquelle le commanditaire n'est plus le client mais le patron du peintre. La disparition d'un marché public a des conséquences importantes sur la formation de la valeur et sur les modes de rétribution, comme le montre l'auteur dans de très belles pages. La « comune e pubblica estimazione » du Guerchin n'est plus qu'un mythe du temps de Franceschini ; désormais la rémunération est le fruit d'un rapport de forces toujours singulier entre le peintre et son patron. Surtout, derrière la logique de service se profile une logique de la reconnaissance, où l'on récompense la *virtù* du peintre et non plus son travail. Franceschini apparaît alors comme un peintre de cour, payé par le prince de Liechtenstein d'une médaille d'or à son effigie.

Autre conséquence directe du rétrécissement du marché de la peinture, les contrats entre artistes et commanditaires se développent, alors qu'ils étaient inconnus du temps du Guerchin ou du Guide (1575-1642). En 1660, la mention d'un dessin préparatoire à la commande est dans la quasi-totalité des contrats, ce qui montre bien le poids grandissant du commanditaire dans l'invention de l'œuvre, et Crespi (1665-1747), qui résiste à ce contrôle serré du commanditaire, fait figure d'exception. Ainsi naissent les « temps des conventions » et l'école bolonaise. Participent de ce mouvement les premiers traités de codification du bon goût, notamment celui de Malvasia en 1686 – qui invite à soumettre le talent créateur, ou *genio*, de l'artiste, au *giudicio* –, et surtout la fondation de l'Académie Clémentine en 1709. Loin d'être une étape dans l'autonomisation du champ artistique, comme l'affirme l'historiographie récente sur le sujet, aveuglée par le récit de fondation largement mythique qu'en fait Zanotti, l'Académie « constitue en fait, pour les artistes, un espace de représentation honorifique de leur « *virtù* » qui compense la perte de leur talent créateur, et un lieu idéal pour tenter une régulation plus contrôlée du marché et une unification des manières : elle est l'instrument de l'école. » (p. 4). En mettant fin aux conflits d'atelier entre Reni, l'Albane, Dominiquin et Guerchin, l'Académie Clémentine devient le symbole de la nouvelle école bolonaise unifiée autour de Franceschini, et identifiée au territoire de la cité.

Cette forte thèse convainc par la rigueur de sa démonstration et s'appuie sur un traitement original des sources ; on peut lire ainsi des pages remarquables sur la construction de la réputation à partir de la comparaison faite entre le livre de comptes de Franceschini, étudié comme document économique et culturel, et la biographie de l'artiste écrite par Zanotti. La qualité de la démonstration est également servie par la richesse des matériaux étudiés, largement inédits. Ainsi l'horizon visuel de la Bologne du XVIII^e siècle s'éclaire grâce aux nombreuses visites qui sont faites dans les intérieurs bolonais et l'étude précise de la carrière du peintre Franceschini permet de comprendre l'évolution du statut de l'artiste et du marché de la peinture à Bologne.

Pareille profusion des informations, qui étoffe le propos de l'auteur, rend parfois ardue la lecture de l'ouvrage, pour un lecteur peu familier avec la quantité des maîtres et des commanditaires bolonais évoqués tout au long du livre ; d'autant que les annexes, qui constituent par ailleurs un outil de référence sur la peinture bolonaise au XVIII^e siècle, n'intègrent pas les notices biographiques de l'ensemble des peintres cités. Ceci n'enlève rien à la qualité d'un ouvrage qui s'impose comme référence et qui propose une lecture nouvelle des rapports entre création et consommation artistique, à contrecourant de l'historiographie traditionnelle du champ artistique.

Charlotte GUICHARD

JACQUES BLAMONT,
Le lion et le moucheiron.
Histoire des marranes de Toulouse,
Paris, Odile Jacob, 2000, 464 p.

La recherche généalogique est un passe-temps à la mode qui débouche rarement sur des travaux historiques dignes de ce nom. Il est d'heureuses exceptions, telles que le livre de Jacques Blamont. L'auteur, astrophysicien

de renom, n'avait, au départ de son entreprise que le banal souci de retrouver la trace de ses ancêtres. Une des nombreuses branches l'ayant conduit dans les archives d'Amsterdam, il tomba, neuf générations en arrière, sur un Toulousain nommé Roque de Léon. Poussant plus avant ses investigations, il découvrit que ce dernier avait été condamné à mort par contumace, avec dix-sept autres marranes, par le Parlement de Toulouse en 1685. Voulant en savoir plus sur cette affaire assez ténébreuses, il donna à sa recherche un tout autre tour. Quinze années plus tard, après avoir balancé entre les facilités du roman – ouf ! – et les exigences plus austères de l'essai, Jacques Blamont nous présente un ouvrage qui excède très largement les limites locales de son sous-titre. Car si Toulouse constitue une sorte de nœud vers lequel convergent les multiples protagonistes de cette étude, pour s'en éloigner dans une tragique précipitation, c'est, à travers ce cas d'espèce, le destin d'une partie de la diaspora juive à l'époque moderne qui est le véritable objet du livre.

Tous ceux qui s'intéressent aux communautés marranes en France – Bayonne, Bordeaux, Nantes, Rouen, Languedoc et Provence... –, en Europe – Espagne, Portugal, Londres, Hollande... – et même dans les « Isles », tireront ainsi un grand profit de ce travail. Avec patience, l'auteur, a sillonné la plupart de ces lieux, accumulant une masse de documents inédits, particulièrement bien mis en valeur dans le texte comme dans les annexes : l'index comporte plus d'un millier d'entrées, seize tableaux généalogiques présentent les ramifications et alliances des principaux acteurs, depuis leurs origines ibériques au XVI^e siècle jusqu'à leur situation au XVIII^e siècle... Enfin, et ce n'est pas le moindre de ses mérites, le livre propose dans le corps des chapitres comme à la fin de chacun d'eux des tableaux synoptiques et analytiques des principaux documents cités et étudiés.

Bien qu'expulsés de France en 1394, les juifs, ou plutôt les convertis « marranes », trouvèrent, de la fin du XV^e au début du XVII^e siècle, un refuge relativement accueillant dans les ports du Pays Basque et à Bordeaux. Chassés d'Espagne et du Portugal, ils s'installèrent dans ces villes, protégés par des privilèges royaux (Louis XI, Henri II). Leurs activités commerciales et bancaires les hissèrent souvent à des niveaux de fortune élevés et conduisirent certains dans les grandes cités du bassin de la Garonne. À Toulouse, par exemple, Antoinette, fille de Pierre de Louppes (en réalité Lopes) qui fit souche et devint capitoul, se maria à Pierre Eyquem, seigneur de Montaigne et eut pour fils Michel... D'autres, tels le médecin et philosophe Francisco Sanchez, firent une brillante carrière à l'université. Toutefois, il s'agissait de personnalités isolées, dont la notabilité favorisa l'intégration aux milieux dirigeants.

Le groupe qu'étudie plus particulièrement Jacques Blamont présente un profil différent. Il fait irruption dans la capitale du Languedoc dans les années 1645-1650, alors que cette dernière traverse une longue période d'atonie économique. Les ressorts de sa prospérité se sont brisés vers 1560 avec la crise du pastel. La bourgeoisie locale, anoblée par le capitoulat ou les offices parlementaires, vit confortablement de ses rentes foncières et délaisse désormais les viles occupations du commerce. Dans ce contexte morose, une seule activité marchande de grande ampleur subsiste : l'importation des laines d'Espagne. Un Portugais, Pierre Soares Rivière (*alias* de Ribera), associé dans une compagnie bordelaise à Gaspard Gonzalles, commence à vendre ces produits à Toulouse avant de s'y installer en 1647. Très rapidement, l'affaire prend de l'ampleur : en une dizaine d'années, dans un rayon qui excède les deux cents kilomètres – d'Auch à Montpellier, de Cahors à Pamiers, de Saint-Flour à Castelnau – la plupart des grandes et moyennes cités, sont en relation commerciale avec lui. De la laine, le trafic s'élargit à une gamme diversifiée de textiles mais aussi au crédit : prêt de numéraire ou escompte de lettres de changes qui témoignent de contacts avec les principales places de France et même Anvers. Pierre achète plusieurs maisons à Toulouse et installe deux sœurs et un frère. Dans le même temps, Gaspard Gonzalles et ses deux fils ont développé leurs propres activités dans la ville et se consacrent au commerce garonnais. Vers 1660, alors que s'achève cette phase de mise en place d'une tête de pont bordelaise à Toulouse pour rayonner sur le Haut Languedoc, arrive un autre marrane, d'origine probablement madrilène, Jean Lopes Alvin. Puis c'est le tour de François Pereire de Louzade... Toulouse, ville au catholicisme farouche, semble alors faire preuve d'une tolérance inhabituelle : non seulement elle accueille parmi les professeurs de la faculté de médecine un converse judaïsant échappé des griffes de l'Inquisition espagnole, Balthazar Orobio de Castro, mais encore elle ne se montre guère regardante pour autoriser le règlement de la succession de Soares à sa mort en 1660. Il est vrai que rien de tout cela ne contrevient aux objectifs du tout puissant Colbert, qui soutient Riquet dans son ambitieux projet de canal des Deux Mers. Plus sensible aux résultats qu'aux considérations confessionnelles, le ministre a pleinement conscience de l'apport essentiel des juifs à la croissance du commerce et de la banque, dans cette région comme dans tout le royaume et ses colonies.

Au cours de la décennie qui s'ouvre alors, l'expansion des affaires attire et fixe à Toulouse une petite communauté d'une vingtaine de familles. En plus des laines espagnoles, ce sont des marchandises anglaises ou hollandaises transitant par Bordeaux que ces négociants diffusent dans une large aire qui couvre le sud du Massif Central et l'ensemble du Languedoc. En retour, sont drainés vers le port d'Aquitaine, blé, bétail ou huile de ce vaste *hinterland*. Appuyées d'une part sur un réseau de correspondants marranes implantés à Lisbonne, Bayonne, Rouen, Londres ou Amsterdam et, de l'autre, sur

un maillage de revendeurs et colporteurs locaux, les compagnies toulousaines contrôlent les circuits d'échange des produits et le crédit. Les clans Roque de Leon, Silva Moreno, Mirande ou Cardoze dominent le système lorsque celui-ci atteint son apogée vers 1675. Leur implantation dans la ville semble solide : ils commencent à se constituer une assise foncière et ont aisément trouvé des appuis dans la noblesse parlementaire.

Trompeuse sécurité. Au début des années 1680, sous l'influence de Louvois et de la Maintenon, la question religieuse redevient prépondérante. Certes, les protestants sont les premiers visés, mais, par contrecoup les marranes sont pris, eux aussi, dans la tourmente. C'est la bourse des marchands de Toulouse, où leur enrichissement a suscité bien des jalousies, qui lance l'offensive dès le début de 1685 : accusés de judaïser, les principaux chefs de familles marranes sont déclarés de prise de corps. Prévenus à temps, les accusés et leurs proches ont fui en abandonnant tous leurs biens. Quarante-vingt domestiques témoignent de la réalité de pratiques clandestines interdites, tandis que divers ornements et objets de cultes, découverts à l'occasion de perquisitions, ne laissent planer aucun doute sur le caractère trompeur de leur conversion au christianisme. Deux procès, aussi rapides que vains, règlent par contumace le sort des prévenus et de leurs familles. En quelques semaines, quatre décennies d'effort se trouvent anéanties et leurs promoteurs dispersés à jamais.

Que sont-ils devenus ? Les traces de nombre d'entre eux semblent perdues. Plusieurs enfants de condamnés peuvent être identifiés à Bordeaux ; ils ont été recueillis par des proches. Les Mirande se sont établis à Londres, où ils ont participé à l'édification de la synagogue de la ville et ont fait fortune dans la banque. Quant à Roque de Leon, considéré à Toulouse comme le « rabbe » de la communauté, il a rejoint de la famille à Amsterdam où il se rejudaise avec ses enfants, fonde une maison de commerce et finit ses jours en 1715.

Toulouse est-elle passée à côté d'une chance de redevenir une grande cité d'affaires ? L'auteur le pense. Ses arguments ne sont certes pas négligeables et on doit lui savoir gré d'avoir fait resurgir, à partir d'une documentation inconnue (il a découvert et étudié, par exemple, 725 actes notariés pour les seules affaires de Roque de Leon), une part bien ignorée de l'activité commerciale et financière de la ville. La dispersion de cette communauté entreprenante de marranes a de toute évidence été préjudiciable à sa prospérité. Mais ce petit groupe mal intégré était-il capable, à lui seul, de secouer une torpeur dont les racines socio-économiques étaient profondes ? D'autant que l'intolérance à l'égard des juifs est loin d'être un épiphénomène dans les sociétés d'Ancien Régime, tandis que les cas de Bordeaux et de Bayonne font plus figure d'exceptions que de règle !

Didier FOUCAULT

JOSEPH PÉREZ,

De l'humanisme aux Lumières.

Études sur l'Espagne et l'Amérique,

Madrid, Casa de Velázquez, 2000, 449 p., 33,54 €.

Ce bel ouvrage de la Collection de la Casa de Velázquez rassemble vingt-neuf articles, contributions et comptes rendus de lectures, en français et en espagnol, publiés par Joseph Pérez entre 1962 et 1998 dans diverses revues

et actes de colloques. Ils sont regroupés en trois parties : Du Moyen Âge aux Temps modernes ; Littérature et société ; Les Indes, de la découverte à l'émancipation. Certains textes courts jettent une lumière vive sur un personnage ou une œuvre, parfois peu connus (« Luis Zapata », 1979, « Le Voyage en Turquie », 1994), sur un épisode ayant laissé dans les archives des traces un peu éparpillées (« Moines frondeurs et sermons subversifs », 1965),

ou au contraire sur une question déjà largement documentée et débattue (« Conquête et colonisation : la querelle des justes titres », 1986). D'autres en revanche, sont destinés à faire le point sur des problématiques en cours de constitution ou de renouvellement, à l'époque de leur première publication, et fournissent au lecteur d'aujourd'hui de passionnants éléments de compréhension de certaines évolutions historiographiques (« L'idéologie de l'État », 1989, « Des *alumbrados* aux *chuetas* », 1974, « Vitoria, Sepúlveda, Las Casas et les problèmes de la conquête et de la colonisation », 1972).

C'est que dans le domaine de l'hispanisme, Joseph Pérez a participé activement au défrichement de nombreux champs, depuis abondamment labourés par l'ensemble de la communauté scientifique et qui, pour poursuivre la métaphore agricole, donnent actuellement de bien beaux fruits. Dans le cadre de ses travaux sur l'humanisme espagnol, et de l'investissement considérable des humanistes dans les controverses déclenchées par la prise de possession des Indes espagnoles, il utilise et il cite les différentes chroniques officielles commandées et financées par les souverains, textes parfois peu accessibles, peu publiés, partant peu consultés. Or, à l'occasion de la célébration des centennaires de la naissance de Charles Quint (2000) et de la mort de Philippe II (1998), le thème de l'historiographie officielle des rois Habsbourg, un temps traité par certains érudits français au début du siècle¹, a pris un tout nouvel essor. Les rares connaissances disponibles sur ce thème ont fait l'objet de tentatives de systématisation qui ont éclairé d'un jour particulièrement novateur le rapport de la société espagnole du XVI^e siècle, et tout particulièrement de sa monarchie, à l'histoire et au traitement de l'histoire², ainsi que la longue bataille menée pour la maîtrise de l'histoire des Indes³.

Ainsi qu'en témoignent les titres de nombreux articles repris dans ce volume, Joseph Pérez s'attache avec constance à présenter et à définir l'humanisme espagnol, ses rapports avec la scolastique, l'influence des humanistes sur le processus de nomination et d'appropriation des Indes occidentales. Il est aussi tout particulièrement attentif à ce qu'il appelle « l'histoire spirituelle de l'Espagne », dans ses manifestations les plus orthodoxes comme dans les moindres signaux de déviance, voire d'hérésie, et il suit en cela avec minutie les traces de l'Inquisition et des travaux sur l'Inquisition. Dans un article proposant la synthèse de plusieurs comptes rendus d'ouvrages touchant tous, de près ou de loin, à la question de l'illuminisme espagnol (« Des *alumbrados* aux *chuetas* »), il nous offre ainsi un vertigineux panorama de thèmes d'histoire religieuse et sociale dont le traitement sera par la suite repris et affiné par différents chercheurs en histoire, en littérature et en anthropologie. Il donne enfin toute sa mesure d'historien de l'Espagne du XVI^e siècle avec deux solides synthèses, « La couronne de Castille » et « L'idéologie de l'État », toutes deux parues dans le volume, qui a fait date, sur *Le premier âge de l'État en Espagne* (CNRS-éditions), offrant ainsi aux néophytes comme aux chercheurs plus aguerris une peinture rigoureuse de l'organisation politique et institutionnelle de la monarchie, et annonçant les grandes réussites que seront ses histoires générales de l'Espagne.

1. Par exemple, Alfred MOREL-FATIO, *Historiographie de Charles Quint*, suivie des *Mémoires de Charles Quint*, Paris, Honoré Champion, 1913.

2. Alfredo ALVAR, « Sobre historiografía castellana en tiempo de Felipe II (Unas biografías comparadas: Sepúlveda, Morales y Gariba) », *Torre de los Lujanes*, 1996, p. 89-106 et Id., (coord.), *Las imágenes históricas de Felipe II*, Madrid, 2000; Richard KAGAN, *La historia y los cronistas del rey*, dans *Philippus II Rex*, et *Los cronistas del emperador*, dans *Carolus V Imperator*, Madrid, 1998, p. 87-119 et 1999, p. 183-211.

3. Jorge CAÑIZARES-ESGUERRA, *How to Write the History of the New World. Histories, Epistemologies, and Identities in the Eighteenth-Century Atlantic World*, Stanford, 2001.

Cependant si les travaux de Joseph Pérez ont gardé toute leur fraîcheur au fil des années, c'est principalement grâce à la vigueur de l'écriture et à l'ampleur du style, ainsi qu'au souci constant d'une pédagogie remarquablement efficace. Les démonstrations sont simples et enthousiastes, imprimant à la langue, qu'il s'agisse de l'espagnol ou du français, un rythme vif, qui tient toujours éveillée l'attention du lecteur. L'auteur n'hésite pas à livrer ses impressions et tente de nous transporter avec lui dans un XVI^e siècle qu'il décrit avec une familiarité parfois surprenante. Il nous fait nous en sentir si proches qu'il s'agit là sans conteste du plus grand succès du livre : apporter un tel plaisir de lecture sur des sujets certainement bien austères est un exploit dont il faut souligner ici la rareté.

Mireille PEYAVIN

MANUEL HERRERO SÁNCHEZ,
El acercamiento hispano-neerlandés
1648-1678,

Madrid, Consejo Superior de Investigaciones
Científicas, 2000, 427 p., 24,04 €

De 1648 à 1678, le tiers de siècle étudié ici couvre une période originale de l'histoire européenne. De la paix de Münster à la paix de Nimègue, les alliances traditionnelles sont défaits et les prétentions à la suprématie mondiale sont transformées. Sur le conti-

nent, la puissance des Habsbourg d'Espagne est ruinée, d'autant que la guerre hispano-portugaise dure jusqu'en 1668. Les ambitions hégémoniques se sont déplacées pour s'incarner dans la volonté de grandeur de Louis XIV. Sur mer, les Provinces-Unies apparaissent comme les grands bénéficiaires des derniers conflits, mais l'Angleterre de Cromwell et de la Restauration mène une même politique maritime : celle des Actes de Navigation qui conduisent aux trois guerres anglo-néerlandaises.

Ainsi, l'hostilité radicale des États-Généraux envers l'ancienne puissance espagnole se mue progressivement en une alliance politique et économique. Ce processus de rapprochement s'étend sur près de trois décennies, que l'auteur s'attache à comprendre afin d'en reconstituer les éléments caractéristiques et d'en noter les principaux jalons. Clairement énoncée dans l'introduction, la problématique souligne que l'Espagne et les Provinces-Unies représentent des puissances conservatrices, au sens où la péninsule ibérique vit une époque de « reféodalisation » (vénéralité des charges, vente du patrimoine royal), et la République, une période de domination d'un capitalisme commercial étroitement lié à une structure économique pré-capitaliste. Entre ces deux formations sociales, une alliance antagonique se met en place entre les élites marchandes et bourgeoises des Provinces-Unies et les aristocraties méridionales (italiennes et espagnoles).

Pour étayer ses affirmations, l'auteur allie l'histoire politique à l'histoire économique, s'inspirant de ses maîtres, Jonathan Israël et José Alcalá-Zamora y Queipo de Llano, dont il faut noter la réédition du remarquable ouvrage : *España, Flandes y el mar del Norte (1618-1639). La última ofensiva europea de los Austrias madrileños* (Centro de estudios políticos y constitucionales, Madrid, 2001). La rigueur du travail de M. Herrero Sánchez se manifeste par l'abondance et la variété des sources utilisées, par les nombreuses références bibliographiques puisées à des sources géographiques diverses, ce qui explique les multiples notes de bas de page fort utiles au chercheur. On peut regretter l'hommage excessif et polémique rendu par l'auteur à son maître néerlandais, Jonathan Israël, hommage qui sert très souvent à villipender d'autres historiens. D'autre part, du point de vue de l'édition, l'absence d'index est fâcheuse pour un ouvrage de cette ampleur.

Afin d'analyser le rapprochement hispano-néerlandais, l'étude s'articule autour de quatre parties successivement consacrées aux éléments de convergence (I) et aux

obstacles (II) à la coopération hispano-néerlandaise ; puis, afin de vérifier ces notions de complémentarité et d'opposition, elle s'attache à deux zones sensibles des relations bilatérales : les Pays-Bas espagnols, d'une part (III), le monde méditerranéen, d'autre part (IV). Dès la paix de Münster, les éléments de convergence entre les anciens belligérants de la guerre de 80 ans sont manifestes. La conjoncture favorise le règlement politique : d'un côté, la sécession portugaise de 1640 permet à Madrid de reconnaître les implantations hollandaises au Brésil ; de l'autre, l'avance française sur les frontières septentrionales (prise de Dunkerque en 1646) représente une menace pour les possessions espagnoles, mais aussi pour les Provinces-Unies qui prennent peu à peu conscience du danger émanant d'un possible voisinage avec l'allié français. Les clauses de la paix sanctionnent des rapports de force : la fermeture des Bouches de l'Escaut montre bien que les Provinces-Unies ne veulent pas d'une concurrence des Pays-Bas méridionaux ; le commerce anversois continue à en pâtir. Pourtant, et l'auteur l'indique à juste titre, certains articles ouvrent la porte à plus de souplesse dans les relations bilatérales, comme l'article 23 qui atténue le monopole espagnol dans les Indes et autorise la halte des navires des Provinces-Unies en cas d'avarie. Cette complémentarité s'exprime aussi par la dépendance espagnole à l'égard de leur ancienne possession. Dès 1649, des navires néerlandais suppléent à la marine anglaise pour acheminer des troupes espagnoles en Flandres afin de lutter contre l'ennemi français. En 1656-1657, ces mêmes navires accompagnent les flottes et les galions ibériques pour échapper aux attaques anglaises, ce qui permet de maintenir la *Carrera*. Les fournitures hollandaises à la marine espagnole augmentent, même si la production péninsulaire reste encore majoritaire. Avec la fin de l'*asiento* portugais, Curaçao joue un rôle croissant dans l'approvisionnement des Indes occidentales en main-d'œuvre africaine, alors que, jusqu'en 1662, le gouvernement espagnol ne donne que des licences. Il passe ensuite deux *asientos* avec des Génois, derrière lesquels l'auteur reconnaît la main de marchands hollandais. En 1685, l'*asiento* est conclu avec la maison Balthasar Coymans. Enfin, l'approvisionnement en épices, interrompu à la suite de la rupture avec Lisbonne, s'effectue dorénavant par l'intermédiaire de négociants hollandais. Ces liens économiques sont complétés par l'établissement de consulats dans les deux pays et par l'échange de diplomates. Les agents du roi d'Espagne obtiennent le concours d'informateurs précieux (dont le fils de De Witt, certes, pensionné par plusieurs puissances), et les diplomates néerlandais bénéficient de l'écoute bienveillante du marquis de Velada et du comte de Peñaranda, l'ancien négociateur de Münster.

Une seconde partie évoque les divergences politiques, économiques et religieuses qui freinent la coopération bilatérale et rappellent les antagonismes passés. Ainsi, le paiement des dettes envers le prince d'Orange, après qu'un accord a été trouvé pour le dédommager des confiscations espagnoles, est l'occasion de disputes. Les litiges frontaliers sur l'outre-Meuse (autour de Maastricht) ou les plaintes néerlandaises à l'encontre des corsaires mayorquins, ostendais et basques attisent une animosité latente. Dans ce cadre, l'auteur précise le réel rapport de force : « l'étroite capacité de manœuvre de Madrid contrastait avec la dureté des mesures de rétorsion prises par les États-Généraux » (p. 96), et il cite le cas, comme riposte à la course en 1669, de la prise de navires de la flotte de la mer océane à Flessingue, alors sous protection néerlandaise. Si, à partir de 1648, les Néerlandais ont le quasi-monopole de la contrebande sur les marchés ibériques, par le biais des Flamands, de leur côté, les responsables espagnols ne cessent de déplorer cette activité que l'exigence de certificats d'origine est bien loin de contenir. Même en-dehors de cette contrebande, la participation des Hollandais à la *Carrera de India* augmente grâce à l'emploi de prête-noms, à l'octroi de faveurs, et par

l'achat de licences, d'autant que la guerre opposant l'Angleterre et l'Espagne entre 1655-1660, accélère la pénétration hollandaise en Amérique. Enfin, quand les Provinces-Unies demandent l'autorisation d'extraire le sel (de très bonne qualité) d'Araya, au Venezuela, elles se heurtent à un refus systématique de Madrid, bien que ce marché, fortement perturbé par divers conflits (avec le Portugal pour le sel de Setubal, avec la France pour celui de Brouage), soit indispensable à l'économie hollandaise. Périodiquement, des querelles religieuses réapparaissent, sur la liberté de culte, sur le contrôle tatillon des négociants néerlandais par l'Inquisition, ou sur la présence d'importants communautés sefardim. La monarchie catholique refuse de reconnaître l'identité de ces négociants alors qu'elle les accepte quand ils empruntent un pseudonyme christianisé; c'est ainsi qu'Antonio Lopes Suasso adopte le nom de Willem del Monte et devient un des principaux facteurs de Charles II, finançant l'expédition de Ruyter à Messine (1675), puis celle des délégués à Nimègue. En remerciement de ses services, il obtient le titre de baron d'Avernas-le-Gras l'année suivante. Là encore, l'opposition se transforme en complémentarité.

L'auteur consacre sa troisième partie aux Pays-Bas. Il réfute l'idée d'une partition qui aurait entraîné une coupure complète entre Provinces-Unies et Pays-Bas espagnols; il insiste sur leur situation économique et sociale (ch.8 et ch.9), nuancant la portée de la fermeture des bouches de l'Escaut. La Belgique apparaît progressivement, telle une marge qui s'autonomise, face aux Provinces-Unies et à l'ennemi français. En même temps, elle constitue un glacis protecteur pour la République devant les avancées françaises (ch.7). Si le front septentrional a pu résister jusqu'en 1659, ce n'est plus le cas ensuite. Au cours de la guerre de Dévolution, Madrid en appelle aux États Généraux contre Louis XIV, puisque cette guerre franco-espagnole se double d'un conflit économique entre les Provinces-Unies et la monarchie du Roi-Soleil (le tarif de 1667). Cependant, ce moment est celui du plus grand isolement politique de l'Espagne; à partir de 1670 et du traité de Garantie avec l'Angleterre, les Provinces-Unies et la Suède, Madrid joue à nouveau un rôle international et commence à jouer de sa meilleure arme – sa faiblesse – pour obliger ses alliés à prendre parti et à la soutenir: c'est ce que sanctionne en 1678 la politique de la Barrière, véritable garantie à la conservation des Flandres. En Méditerranée, la coopération hispano-néerlandaise est manifeste, par exemple dans la lutte contre la piraterie, et jusque dans le désastre naval face à la marine française au large de la Sicile en 1676 (ch.14). Pourtant, Madrid contrôle encore le bassin occidental, via Gibraltar, Messine, Piombino et Naples, et elle conserve des points d'appui dans le Maghreb, avec Ceuta, Peñon de Velez, Melilla, Mazalquivir et Oran, auxquels s'ajoute la conquête d'Alhucemas en 1673, mais Tanger est perdue en 1643. Cependant, les moyens s'avèrent largement insuffisants, surtout à partir des années 1670, en regard de l'armement français et de l'essor commercial des puissances anglo-saxonnes (ch.10, ch.12 et ch.13). L'auteur souligne aussi les tensions qui régissent les relations entre Madrid, son ancien bailleur de fonds génois et le dynamisme économique néerlandais (ch.11).

Ce livre confirme la nécessité de nuancer la portée du déclin espagnol puisque, au cours de la minorité de Charles II, Madrid demeure un des acteurs essentiels de la scène politique et économique du vieux continent, en dépit d'une «périphérisation» de l'économie méditerranéenne. D'autre part, le maintien du patrimoine territorial Habsbourg durant ce même règne ne s'effectue pas contre les possessions, mais bien en accord avec les élites de celles-ci, ce qui contribue à expliquer la longue résistance de l'empire ibérique.

Alain HUGON

ALAIN AYATS,

*Louis XIV et les Pyrénées catalanes de 1659
à 1681. Frontière politique
et frontières militaires,*

Canet, El Trabucaire, 2002, 876 p., 35 €.

Ce gros livre est l'édition d'un doctorat consacré à la défense du Roussillon d'après 1659, soutenu à Montpellier en 1990. Le texte n'a pas été vraiment retouché et la bibliographie nullement mise à jour.

L'auteur explique son choix en disant que l'histoire militaire roussillonnaise n'a pas suscité de vocations depuis 1990, et que le XVII^e siècle roussillonnais reste « quasiment inconnu » (p. 8 et 12). Or, les recherches sur le Roussillon se sont développées au cours de la dernière décennie. Du reste, l'auteur connaît la bibliographie récente, pour en avoir utilisé certains titres dans son livre sur la révolte des Angelets (*Les guerres de Josep de la Trinxeria (1637-1694). La guerre du sel et les autres*, Canet, El Trabucaire, 1997). Et bizarrement, quelques travaux récents ont été intégrés dans certaines notes, sans que la bibliographie générale en ait profité. Les sources sont essentiellement constituées de documents du Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT), série A1 (correspondance du secrétariat d'État à la guerre), systématiquement dépouillée pour la période 1659-1681, et ponctuellement complétée par les archives du Génie (Vincennes) et de l'Intendance de Roussillon (série C des Archives départementales des Pyrénées-Orientales).

Dans l'introduction, l'auteur expose son but : voir comment une province, frontalière et nouvellement conquise, s'intègre dans le système défensif d'un État « archétype de l'absolutisme », qui affirme son rang européen face à l'Espagne à qui le territoire a été soustrait. Cet objectif affiché devrait permettre d'éclairer un des multiples aspects de l'intégration du Roussillon et être matière à comparaisons. La période choisie correspond justement aux vingt-deux premières années de l'installation française dans la province, à partir du traité des Pyrénées (7 novembre 1659) jusqu'à la bénédiction de Mont-Louis (27 octobre 1681), pièce maîtresse du dispositif défensif mis en place par les Français. L'auteur considère qu'il y a eu une « métamorphose » de la défense roussillonnaise durant cette période, au rythme de la prise en compte de la vulnérabilité et de l'intérêt stratégique de la province par la monarchie. Il pense que les multiples propositions d'échanges du Roussillon avec les Pays-Bas ne signifient pas que la France veuille abandonner ce territoire frontalier mais que, une fois les Pays-Bas acquis par échange, il serait facile de reconquérir le Roussillon.

Alain Ayats explique qu'un plan thématique n'aurait pas pu rendre la complexité des problèmes. La chronologie est donc au centre de ce travail qui aurait pu en être une réhabilitation. Cela dit, l'auteur ne donne aucune justification de ses choix de périodisation : 1659-1668-1673-1678-1681. « Ce travail se présente donc souvent comme une espèce de chronique », écrit-il (p. 14), « nous avons eu peut-être trop tendance à donner à notre travail la forme d'un recueil de textes ». De fait, cette thèse se révèle un travail essentiellement narratif, une chronique, souvent très détaillée et répétitive, d'opérations ou d'inactions militaires, suivant un rythme annuel, de projets et décisions, de visites de chantier, etc. Qui plus est, cette chronique est le plus souvent une suite de longues citations. Donner la parole aux acteurs se conçoit, mais qu'ils la monopolisent semble bien excessif. Si la source exploitée par l'auteur est riche (parfois trop riche) d'informations, elle aurait mérité un autre traitement, et en premier lieu une critique, et le livre aurait gagné à ce que les apports aient été synthétisés autour de démonstrations claires. Des faits décrits dans le livre, quelques thèmes nous ont paru émerger, à maintes reprises.

Le Roussillon, issu des comtés catalans de Roussillon et Cerdagne, est une « Province conquise ». Une fois annexée, et alors que tous les points ne sont pas totalement réglés

avec les Espagnols, la province reçoit une organisation administrative nouvelle. Par les édits de juin 1660, un Conseil Souverain est créé qui remplace certains organes administratifs et judiciaires catalans sur lesquels les Français avaient pu s'appuyer avant le traité de 1659. Dans ce Conseil, les charges sont occupées par des Catalans, la plupart réfugiés du sud, à cause de leur attitude ouvertement pro-française au cours du soulèvement de 1640, et ainsi récompensés. Ce groupe mériterait d'être mieux étudié : quel est l'itinéraire de ces individus ? Comment se sont-ils fait accepter en Roussillon ? Quel est leur rôle réel dans la politique d'intégration ? L'édifice administratif est renforcé, en novembre 1660, par la création de l'Intendance de Roussillon – une des moins étendues du royaume – et de la charge de gouverneur militaire qui restera dans la famille de Noailles jusqu'à la Révolution.

La question des frontières reste très importante. Le Roussillon qui était un nord pour les terres catalanes devient un sud ; mais sa frontière septentrionale avec le Languedoc ne disparaît pas puisque, si elle n'est plus politique, elle reste économique. Militairement, la province doit assurer la défense de la nouvelle frontière pyrénéenne de la monarchie ; les autorités françaises s'aperçoivent très vite que la Cerdagne partagée entre France et Espagne ouvre les territoires français aux armées espagnoles, qui n'y rencontrent aucun obstacle naturel. Le contrôle de la Cerdagne devient une priorité ; d'où le choix du site de la citadelle de Mont-Louis qui, non seulement contrôle les routes d'Espagne vers le Conflent (et de là vers Perpignan) et vers le Capcir (et de là vers le Languedoc par la vallée de l'Aude), mais aussi la Cerdagne bien au-delà de la frontière politique. Les frontières ne sont pas uniquement politiques et militaires. Les limites religieuses ont posé des problèmes, d'une part car le concordat de Bologne ne s'appliquait pas dans la province où le clergé était tridentin et ultramontain, adepte d'une liturgie baroque, mais aussi parce que le clergé régulier dépendait de provinces espagnoles et que la Cerdagne appartenait au diocèse de la Seu d'Urgell. Tout cela a suscité des conflits de juridiction, des luttes pour la distribution des bénéfices, ces derniers étant utilisés comme instrument d'assimilation d'une partie de l'élite. La volonté de créer une frontière culturelle sur la frontière politique, en coupant les Catalans du Roussillon des Catalans du sud, se traduit dès septembre 1661 par l'interdiction d'aller étudier en Catalogne du sud et par l'introduction des Jésuites dont le collège perpignais sera le fer de lance de l'enseignement en français.

Évidemment, c'est le poids du fait militaire et de la guerre qui domine. Que nous soyons en région de frontière avec l'Espagne, dans une province récemment conquise, aggrave la situation. Dès les premières années, selon les chiffres donnés par Alain Ayats, on peut estimer la présence militaire à un soldat pour environ 24 habitants. Le livre est jalonné par les problèmes récurrents, qui ne sont pas propres à la zone, du logement des gens de guerre et des quartiers d'hiver, de l'approvisionnement, des incidents entre soldats et particuliers et entre soldats eux-mêmes, des désertions, des maladies, du financement des fortifications. On aurait aimé mieux savoir qui tire profit, et dans quelles proportions, du ravitaillement. Quel est le poids réel des contributions et du logement sur les habitants ? Quelles en sont les conséquences sur la vie économique de la province ? Au fil des pages se révèlent, toutefois, le poids des dépenses engagées pour renforcer les défenses et en créer de nouvelles, et les efforts humains et financiers importants déployés par la monarchie pour contrôler le pays, tant vis-à-vis de l'extérieur que face à la résistance de la population à l'intérieur de la province. Même s'il manque un véritable effort pour synthétiser les informations et en tirer des conclusions, on voit bien, çà et là, que les habitants sont sollicités, que la milice catalane (*le sometent*)

est même levée pour assurer la défense, que la monarchie française fait appel aux troupes supplétives de Miquelets, que des révoltes (révoltes du Sel et des Angelets entre 1663 et 1675 après l'introduction de la gabelle transformant en contrebande le commerce « traditionnel » du sel) et conspirations (en 1674 à Perpignan et Villefranche de Conflent) ont lieu, que le commerce est remis en question par la guerre. L'époque étudiée est, pour les Pyrénées catalanes, celle d'un changement puisque la montagne s'érige en frontière politique mais aussi mentale, comme Peter Sahlins l'a montré pour la Cerdagne (*Frontières et identités nationales* [1989], Paris, Belin, 1996) et comme l'auteur pourrait l'avoir aussi démontré en mettant en relation divers éléments qu'il apporte, sur la participation des populations locales à la défense armée de cette nouvelle frontière, ou sur le rejet des Français dans le Catalogne au sud des Pyrénées – dû à leur présence militaire presque constante au cours des guerres de Louis XIV et aux sacrilèges d'églises auxquels ils se livraient (p. 476, 477, 600) –. Mais, malgré le contrôle absolu de Louvois auquel l'auteur accorde beaucoup d'importance – au point d'y consacrer une grande partie de sa conclusion –, le Roussillon conserve une grande originalité; Michel Brunet parle même d'une « sorte de protectorat » (*Le Roussillon, une société contre l'État (1780-1820)*, Perpignan, El Trabucaire, 1990, p. 535) et la région se révèle finalement attachée à sa catalanité de longue durée, comme l'a montré Raymond Sala (*Dieu, le roi, les hommes. Perpignan et le Roussillon (1580-1830)*, Canet, El Trabucaire, 1996).

Patrice POUJADE

PATRICE BRET (DIR.),

L'Expédition d'Égypte, une entreprise des Lumières, 1798-1801. Actes du colloque international 8-10 juin 1998,

Paris, Techniques et Documentation, 1999, 436 p.

M.-N. BOURGUET, D. NORDMAN,

V. PANAYOTOPOULOS, M. SINARELLIS (DIR.),
Enquêtes en Méditerranée. Les expéditions françaises d'Égypte, de Morée et d'Algérie,

Athènes, Institut de recherches néohelléniques,

F.N.R.S., 1999, 349 p.

Ces deux ouvrages font écho au grand chantier en cours sur l'histoire des expéditions scientifiques. Les actes du colloque organisé par l'Académie des inscriptions et belles lettres et l'Académie des sciences constituent un état des lieux très complet sur les recherches actuelles sur l'expédition d'Égypte. Il est impossible ici de rendre compte des 27 contributions, mais il faut souligner leur qualité et la cohérence de l'ensemble, fait rare dans les publications d'actes de colloque.

Le projet était de rendre compte de la diversité et de la pluridisciplinarité des recherches actuelles sur l'expédition d'Égypte, en regroupant des spécialistes internationaux, égyptologues, historiens des sciences, historiens de la médecine, arabisants et ottomanistes, sémiologues, historiens des techniques, et en se penchant sur un corpus à la fois textuel et graphique. La *Description de l'Égypte* constitue ici un objet et un horizon qui rassemble une grande partie des articles, et la richesse de la publication transparaît dans la variété des propos que suggère le document.

Fidèles à l'esprit de l'expédition, alliant la philosophie et les armes, ces actes, réunis par Patrice Bret, retracent à la fois l'histoire politique et militaire de l'expédition, en interrogeant cette nouvelle pratique du voyage, donnant naissance aux expéditions scientifiques et militaires du XIX^e siècle. Une attention particulière a été portée au regard égyptien, analysé en miroir. Il faut noter aussi d'emblée la volonté des organisateurs de résister à la tentation de la célébration (le colloque s'est tenu pour le bicentenaire de l'expédition), ce à quoi ont parfaitement répondu les communications, et notamment celles qui portent sur le contexte politique de l'expédition.

Dans la première partie, joliment intitulée «Les passeurs de Lumières : politique, savoirs et idéologie», on retiendra, pour donner une idée de la variété des points de vue adoptés, l'article d'André Raymond qui s'interroge sur la réception de la politique des Lumières par les Égyptiens. L'auteur s'appuie sur les écrits de l'historien égyptien Jabarti, membre du Divan de Menou, pour montrer la faiblesse de l'empreinte institutionnelle des Français, même dans l'élite égyptienne. Les Égyptiens ont d'abord vu l'entreprise comme une opération de conquête. L'influence intellectuelle et scientifique ne s'exercera que beaucoup plus tard.

Le second ensemble de communications est réuni sous le titre «L'invention de l'Égypte pharaonique : Antiquités». Patrice Bret y étudie notamment les travaux du physicien et aérostater Coutelle qui, par ses travaux archéologiques, ethnologiques et techniques, symbolise à lui seul l'expédition. Ses recherches sur les techniques de construction des pyramides et son rapport sur le transport de l'obélisque de Luqсор comportent en effet les fondements d'une méthode archéologique nouvelle, alliant les compétences d'ingénieurs, de dessinateurs, de chimistes, de mécaniciens et de topographes. L'auteur montre bien, aussi, à partir de cet exemple l'ambiguïté fondamentale de cette archéologie mêlant une haute scientificité et la tradition des trophées. Un autre pan de l'archéologie en Égypte est décrypté par Claude Traunecker, qui s'attache à relever les utopies construites à partir de la réalité archéologique de l'Égypte. Les planches et les textes de la *Description* font ainsi des forêts de colonnes de Karnak le signe d'un gouvernement équilibré, puissant, vertueux et intègre. La dimension idéologique de l'archéologie, à la recherche d'une grandeur passée et motivée par une vision utopiste, apparaît ici de manière tout à fait convaincante.

La troisième partie est consacrée à l'un des thèmes majeurs de l'étude de ces expéditions scientifique, celui de l'invention du territoire, et des enjeux qui accompagnent la description des terrains d'expédition, notamment dans le domaine de l'histoire naturelle. Ghislaine Alleaume détaille les conditions de réalisation de la carte d'Égypte lors de l'expédition, et souligne que l'*Atlas* de l'expédition, qui fait la gloire des ingénieurs topographes, ne sera jamais utilisé par les Égyptiens, non à cause des erreurs qu'il contient, mais par ce que son exhaustivité ne correspond pas aux besoins de l'administration égyptienne. Pour les Français, l'enjeu de la carte était le contrôle du territoire, et toutes les informations qui y sont inventoriées vont dans ce sens. Pour l'administration égyptienne, l'important sera d'optimiser l'exploitation des richesses produites, et donc de dresser un état des lieux sélectif. L'exemple montre bien les limites des critères de l'exhaustivité scientifique.

La dernière partie, «Retours d'Égypte : les savoirs en représentation», aborde de front le monument éditorial que constitue la *Description*. Anna Puisi y décortique par exemple l'image du frontispice de l'ouvrage, où s'effectue la transformation de l'aventure militaire en conquête culturelle et archéologique, à la gloire de l'empereur qui figure en bonne place dans cette invitation à la lecture. La dimension de propagande dans l'image est au centre de ce propos, qui montre le lien étroit entre patronage et censure, et aussi la volonté de cadrer l'entreprise : les bas-reliefs qui entourent l'image intègrent ainsi discrètement l'espace égyptien dans la tradition classique.

Ces quelques exemples n'illustrent qu'une partie des orientations de l'ouvrage dont l'ouverture est sans doute l'une des qualités principales. Il faut noter enfin la qualité de l'édition, la présence d'une bibliographie et d'un index tout à fait utiles, et l'édition de pièces annexes inédites et de reproductions de grande qualité. Ainsi, plus qu'un recueil de contributions, c'est un vrai livre sur l'Égypte que constitue l'ensemble des contributions savantes réunies ici.

Malgré la qualité de certaines contributions, l'ouvrage rassemblant les actes du colloque d'Athènes de juin 1995, intitulé *Enquêtes en Méditerranée* est plus inégal, et moins riche que le beau livre paru en 1998, *L'invention scientifique de la Méditerranée* (Paris, EHESS, cf. *RHMC*, 47-3, 2000, p. 658). Un certain nombre d'auteurs ont d'ailleurs contribué à ces deux ouvrages, et les éditeurs sont en partie les mêmes. Le projet se veut pourtant différent, dans la mesure où le colloque d'Athènes prend en compte une dimension un peu occultée il est vrai dans *L'invention*, à savoir le regard grec sur l'expédition de Morée. Cette dernière est au centre du livre, puisque plus de la moitié des 21 contributions lui est consacrée. Il manque malheureusement à l'ensemble un index, pourtant indispensable à la lecture de ce type d'ouvrage collectif. L'article introductif de Marie-Noëlle Bourguet et Bernard Lepetit, intitulé sobrement « Remarques sur les images de la Méditerranée », engage pourtant avec enthousiasme à l'étude du sujet, puisque les auteurs analysent finement le passage d'une image de Méditerranée barrière à une mer trait d'union au XIX^e siècle. Ils posent les fondements d'une étude sur la naissance de l'idée de région méditerranéenne, soulevant la question d'une perception homogène de l'espace et des paysages. L'évidence de l'être géographique mérite d'être questionnée, et l'étude des représentations savantes doit y contribuer. Maroula Sinarellis, par exemple, s'y exerce en étudiant l'image de la Méditerranée à travers les pratiques géologiques des voyageurs. Daniel Nordman revient sur la difficulté de travailler la notion de région à partir de l'exemple algérien, Antoine Picon interroge l'imaginaire méditerranéen des saint-simoniens, qui doit beaucoup au romantisme et à l'orientalisme. Nassia Yakovaki montre la tentative française d'appropriation imaginaire de l'espace qui apparaît par la publication en 1825 d'un texte du XIV^e siècle, la *Chronique de Morée*, tentative à laquelle fait écho, en retour, une image « désottomanisée » de leur territoire par les Grecs. À une autre échelle, Patrice Bret s'interroge sur l'image des techniques européennes en Égypte, et sur l'image de la technique égyptienne, pour montrer que s'exerce dans les deux sens un regard pluriel. Ces éclairages s'intègrent cependant dans un ensemble un peu disparate, et dans lequel la problématique n'a pas été prise en compte par tous les auteurs. Ce livre témoigne pourtant, comme le précédent, du vif intérêt de l'histoire de ces expéditions que Bernard Lepetit qualifia de « militaro-scientifiques » et surtout de la diversité des champs d'approche possibles. Ces expéditions apparaissent comme un bel objet pour des recherches pluridisciplinaires, que les contributions ainsi rassemblées devraient inciter à poursuivre.

Hélène BLAIS

DANIEL PANZAC,

Les corsaires barbaresques.

La fin d'une épopée, 1800-1820,

Paris, CNRS Éditions, 1999, 311 p., 24,39 €.

Parmi les éléments qui ont nourri la peur des riverains du nord de la Méditerranée et hanté l'imagination des Européens, la course barbaresque occupe assurément une place centrale. Bon connaisseur du monde ottoman, Daniel Panzac s'intéresse précisément dans sa dernière enquête à ces fameux corsaires barbaresques, à ces « fers de lance de l'Islam », auxquels Salvatore Bono avait jadis consacré une étude pionnière⁴. Toutefois, ainsi que le précise le sous-titre de l'ouvrage, D. Panzac se propose uniquement de présenter *La fin d'une*

4. S. BONO, *I corsari barbareschi*, R.A.I., Turin, 1964.

épopée. Mais pour atteindre cet objectif, la recherche ne peut se borner aux deux décennies annoncées (1800-1820) et exige, comme le demandait à Michel Fontenay l'analyse des « derniers feux du *corso* chrétien à Malte »⁵, une plus grande épaisseur temporelle.

Brossant le tableau d'une pratique séculaire à l'aide d'une documentation importante et diversifiée, D. Panzac expose d'entrée de jeu les fondements de la course et, par là, les origines des États maghrébins. Les corsaires barbaresques, que l'on ne saurait confondre avec des pirates « sans foi ni loi », agissent en effet dans le cadre d'États constitués, les Régences, mis en place par les Ottomans au XVI^e siècle. Bien qu'appartenant géographiquement parlant au Maghreb, le Maroc n'est que ponctuellement abordé dans cette étude, dans la mesure où ce royaume se situe hors des provinces ottomanes⁶.

Forme maritime d'une guerre pratiquée contre des États chrétiens, la course barbaresque présente une dimension à la fois légitime et religieuse. Afin de suivre au plus près ces « combattants de la foi », l'auteur décrit l'organisation et le déroulement de campagnes corsaires (calendrier des départs, territoire de chasse, géographie des prises), de l'armement des navires (chebecs, polacres, barques, frégates, corvettes, ...) au partage du butin en passant par la formation des équipages, les techniques de course (en solitaire ou en meute) et les méthodes employées (captures, rançonnements, razzias à terre). Dans le suivi de ces opérations, Daniel Panzac souligne les différences de comportements selon les Régences et selon les époques. Si, par exemple, l'armement relève à Tripoli presque uniquement du pacha et à Alger quasi-exclusivement du dey, à Tunis les entreprises privées, animées par de grands négociants et des fonctionnaires proches du pouvoir, demeurent considérables jusqu'au début du XIX^e siècle. Dans ce dernier cas, la rentabilité marchande semble avoir pris un temps le pas sur les préoccupations politiques, idéologiques et économiques des deux autres Régences. La répartition du butin étudiée pour une décennie à partir du seul exemple des prises des corsaires d'Alger rappelle la réglementation suivie en ce domaine et permet de retrouver les principaux acteurs de cette épopée (État, armateurs, marins, soldats ou janissaires embarqués). Parmi les capitaines ou *raïs*, « tout porte à croire », selon Daniel Panzac et sans autre forme d'explication, que les « Chrétiens d'Allah »⁷, si nombreux au XVII^e siècle, sont désormais devenus rares (moins de 10% à Tripoli entre 1750 et 1770), cédant la place aux *raïs* maghrébins et turcs. Toutefois, évaluer l'importance économique du butin des corsaires barbaresques (navires, marchandises, captifs) apparaît très vite comme un exercice risqué et décevant, ne reposant que sur des sources fragmentaires et occidentales. Il est tout aussi périlleux sinon impossible de connaître la part du butin réinvestie dans la course que d'atteindre la rentabilité de celle-ci, quand on ignore les investissements de départ. Le terrain reste en friche. Finalement, la diffusion des espèces monétaires et l'essor d'un groupe de négociants semblent être les seuls résultats tangibles de cette activité maritime dont les apports demeurent, de l'aveu de l'auteur, « variables et incertains ». Mais n'est-ce pas le lot de nombreuses opérations maritimes ?

5. Michel FONTENAY, « Les derniers feux du *corso* chrétien à Malte (1679-1798) », in C. VILLAIN-GANDOSSI, L. DURTESTE, S. BUSUTTIL (éd.), *Méditerranée, mer ouverte. Colloque de Marseille, 1995*, Malte, 1997, p. 209-226.

6. Pour la connaissance de la course marocaine, trop souvent résumée à l'action des Salétins, quand elle n'est pas totalement ignorée, on se reportera à J.- L. MIÈGE, « Aspects de la course marocaine du XVII^e au XIX^e s. » in M. VERGÉ-FRANCESCHI et A. M. GRAZIANI (s. d.), *La guerre de course en Méditerranée (1515-1830)*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne et éd. A. Piazzola, Paris - Ajaccio, 2000, p. 39-71.

7. Absence de référence au travail de B. et L. BENNASSAR, *Les Chrétiens d'Allah. L'histoire extraordinaire des renégats (XVI-XVII^e s.)*, Paris, Perrin, 1989.

Les risques du métier liés aux fortunes de mer, aux représailles d'États ennemis avec captures de navires et *esclavitude* des hommes, n'ont pas le mérite de l'originalité mais ont pu susciter des précautions particulières. L'importance et la fréquence des pertes – difficiles à quantifier avec satisfaction – occasionnées par les flottes de guerre et la course chrétienne, ont par exemple favorisé la mise en place, par les théologiens musulmans, d'une jurisprudence spécifique avec protection des biens, des droits et de la famille des détenus ou disparus. Au-delà de cette protection et des apports, ou des sorties, en numéraire ne serait-il pas bon de réfléchir à la place et au rôle joué par les rachats de captifs des deux rives de la Méditerranée dans les relations entre Chrétienté et Islam ?

Du début du XVII^e siècle à la fin du siècle suivant, les actions des corsaires barbaresques, levier militaire des Régences face au monde chrétien, s'inscrivent dans un jeu diplomatique complexe dans lequel Daniel Panzac dégage trois séquences. Après le temps des premiers accords (1600-1650) qui voit les puissances européennes chercher un terrain d'entente avec les corsaires barbaresques qui n'ont jamais été si hardis et leurs prises si nombreuses, vient le temps des amiraux diplomates et des nouvelles confrontations (1650-1720), marqué par la volonté d'accommodements des uns (Pays-Bas) et l'utilisation de la force des autres (Angleterre et France). Enfin, si à partir de 1720, s'ouvre le temps des relations apaisées (1720-1795), dès le milieu du XVIII^e siècle, la majeure partie des États européens sont en paix avec les Régences barbaresques. Néanmoins, la course, ou du moins sa menace, reste un moyen de pression fondamentale pour les Régences afin d'obtenir des présents, les versements de contributions financières prévues par les traités et devenues préférables à un butin incertain. Ce temps de l'apaisement reste cependant ponctué de nombreux heurts dans la mesure où, comme le souligne avec force l'auteur, un principe fondamental des corsaires est de n'être jamais en paix avec tous les États européens à la fois. D'où une succession de nouveaux traités qui montrent indirectement combien le péril n'est en rien confidentiel ou limité aux états riverains de la Méditerranée : traité avec la France (1770), le Danemark (1772), Venise (1784-92) et les jeunes États-Unis (1790-97). Au vrai, les traités signés tout au long du XVIII^e siècle entre les Régences et les États européens, plaçant les deux parties sur un pied d'égalité, convenaient tout à fait aux deux camps, dans la mesure où ils contribuaient à affirmer l'autonomie de la Barbarie vis-à-vis de la Sublime Porte et où ils ne bouleversaient pas fondamentalement les échanges commerciaux établis (cuir, huile, laine et surtout céréales indispensables à l'approvisionnement de l'Europe occidentale). Par ailleurs, aux XVII^e et XVIII^e siècles, l'activité corsaire a presque totalement détourné les Maghrébins du transport maritime. Les puissances européennes ont réussi à confisquer ce secteur d'activité en assurant seuls les liaisons avec l'Afrique du nord et plus généralement avec l'ensemble de la Méditerranée arabo-musulmane, en mettant leurs bâtiments au service d'affréteurs ottomans pour pratiquer la caravane maritime (forme de cabotage lointain).

Les conditions changent à la fin du XVIII^e siècle. Après un vif renouveau lors des guerres suscitées par la Révolution française, surtout à partir de 1793, la course connaît une brutale régression au cœur de la première décennie du XIX^e siècle. Cet abandon, qui ne doit rien à d'énergiques interventions européennes, résulte d'initiatives maghrébines visant à développer le transport maritime, à l'image de la marine marchande gréco-ottomane en voie de constitution.

Utilisant des bâtiments construits en Occident, employant un personnel d'encadrement largement chrétien, appliquant des techniques contractuelles répandues en Europe, les Régences entendent se poser en concurrents directs de celle-ci dans la vaste réorganisation économique en cours. Armateurs, marins et négociants maghrébins, dont

D. Panzac fournit de précieux portraits en retraçant des fragments de carrières (comme les Ben Yûnis de Tunis, et les Busnach ou les Bacri d'Alger), font montre à cette occasion de réelles capacités d'adaptation aux nouvelles données internationales. Pour l'auteur, le développement du commerce maritime, comme tentative de substitution à la course, témoigne de la volonté d'intégration du Maghreb dans le courant général de l'économie occidentale voire mondiale. Ne voit-on pas alors des bâtiments, des marins et des marchands maghrébins fréquenter les ports de l'Europe méditerranéenne (Livourne, Marseille, Barcelone) ?

Mais cette politique « unique dans l'histoire du Maghreb moderne », qui commence, surtout à Tunis, à porter ses fruits dans les années 1806-1812, n'est qu'une brève parenthèse, qu'« une innovation conjoncturelle ». La tendance s'inverse brutalement à partir de 1813. En effet, d'abord accueillie sans opposition majeure par les Européens – en guerre il est vrai – cette marine de commerce barbaresque suscite des réactions de plus en plus vives une fois la paix revenue. Face à la reconquête commerciale de l'Afrique du nord entreprise par les Occidentaux, les Régences réactivent la course, véritable instrument militaire plus que machine économique. Les puissances européennes n'admettent plus d'être défiées et l'équilibre, un temps établi entre les belligérants, se trouve brutalement rompu. L'analyse de l'échec final de la pratique corsaire et le constat de l'impossible dialogue entre les forces en présence forment l'ultime partie de l'ouvrage, qui renoue quelque peu avec l'histoire-bataille. L'internationalisation de la riposte occidentale, après le cavalier seul des États-Unis, conduit au bombardement meurtrier d'Alger par l'escadre anglo-hollandaise de Lord Exmouth en juillet 1816. La quasi-suppression de la course après cette date et l'impossibilité pour les principautés ottomanes d'Afrique du nord de se livrer au commerce et au transport maritime, portent un rude coup à leur existence même. Au vrai, le choc est d'autant plus rude que les édifices présentent déjà de profondes lézardes. Fragilité politique et pouvoir contesté, populations affaiblies par les disettes et la peste qui sévit à l'état endémique, économie d'échanges marginalisée, inquiétante érosion monétaire caractérisent, à des degrés divers, la situation interne des Régences. Leurs réactions, tardives et insuffisantes, ne parviennent pas à secourir *l'homme malade*. Si nous nous permettions un autre anachronisme, nous dirions que désormais *le fruit est mûr*. Mais, en ne retenant pas la date de 1830 comme terme de l'épopée des corsaires barbaresques, Daniel Panzac entend ne pas faire de la conquête française l'élément déterminant de ce déclin. Au vrai, en portant atteinte à la course, n'a-t-on pas touché aux fondations même des États et par là précipité l'effondrement des régences, ces États-corsaires ?

Daniel Panzac, qui refuse à juste titre la vision caricaturale d'un affrontement immuable entre les hommes des deux rives de la Méditerranée, nous donne un travail qui n'oppose pas les « héroïques marins occidentaux » aux « affreux pirates barbaresques ». La course « revisitée » qu'il propose, et qui apporte nombre d'éléments neufs dont nous n'avons signalé que quelques aspects, va au-delà d'épisodes militaires alimentant fantasmes et légendaire clinquant, pour s'attacher à un moment-clé et méconnu de son histoire.

Regrettons simplement que celle-ci s'écrive trop souvent au miroir d'archives diplomatiques françaises et souhaitons qu'une plus large place soit faite à la documentation « barbaresque » afin d'atteindre, de l'intérieur, cette épopée dont nous percevons mieux maintenant les principales articulations. Les illustrations, les cartes, les graphiques et les tableaux viennent enrichir avec bonheur ce travail de qualité auquel il faudrait cependant retrancher nombre de coquilles et de fautes d'orthographe, en rien imputables à l'auteur.

Gilbert Bun

FRANCESCO BENIGNO,

*Ultra pharum. Famiglie, commerci e territori nel Meridione moderno,*Rome, Meridiana Libri – Donzelli, 2001,
208 p., 18,08 €.

Ultra pharum : c'est ainsi que, sous l'Ancien Régime, on désignait la Sicile, comme le territoire situé au-delà du phare du détroit de Messine. *Citra pharum* désignait les terres qui s'étendaient en-deçà de ce phare : la partie continentale de l'Italie la plus

au sud, c'est-à-dire le Midi. Si l'on change de point de vue et si l'on fait porter son regard depuis la Sicile, le Midi devient l'au-delà du phare. « Cette perspective spéculative – écrit Francesco Benigno dans sa préface – voudrait suggérer l'utilité d'abandonner une vision séparée de l'histoire du Midi, celle d'un *Mezzogiorno* analysé (presque) toujours sans prendre en compte la Sicile et, inversement, celle d'une Sicile étudiée dans son insularité ».

Ultra pharum reprend une série d'articles publiés dans les années 1990. L'ouvrage se divise en trois parties. La première est consacrée aux processus de transformation du territoire méridional dans la conjoncture du XVII^e siècle. La deuxième partie traite du commerce maritime de la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle. Le modèle de la famille méridionale est le sujet de la troisième partie. Les trois parties sont liées par un double fil conducteur. L'auteur propose d'abord une esquisse méthodologique qui lui permet de comparer, de façon très détaillée, l'historiographie italienne (et plus spécialement l'historiographie méridionale) à l'historiographie internationale (pas seulement française ou britannique mais aussi espagnole et portugaise). À côté de cette critique des modèles de l'historiographie européenne, il est possible de repérer des études de cas précises permettant d'analyser ces modèles sur une échelle locale, en relation avec l'environnement et le contexte productif. Le rapport entre le territoire et la population d'un côté et les ressources de l'autre, constitue le deuxième fil conducteur de l'ouvrage. Il s'agit là d'une tentative pour problématiser le lien entre les contraintes et les atouts propres du Midi et ses dynamiques socio-démographiques.

Pendant la « crise du XVII^e siècle » (une catégorie historiographique qui est d'ailleurs plus un obstacle qu'un instrument utile pour comprendre cette période – cf. Francesco Benigno, *Specchi della rivoluzione. Conflitto e identità politica nell'Europa moderna*, Rome, Donzelli, 1999), la Sicile connaît une transformation profonde de son économie et de sa situation socio-politique. Du XV^e au XVIII^e siècle, la carte des installations dans le triangle formé par les villes de Cefalù, Marsala et Terranova s'enrichit d'environ 120 villages. La plupart d'entre eux appartiennent aux familles bourgeoises, devenues économiquement puissantes pendant le « long XVI^e siècle » et promues au rang d'aristocrates par le moyen de ces nouvelles possessions féodales. Ce « retour à la terre » témoigne de la primauté de l'ouest céréalier de la Sicile et affirme la suprématie de Palerme sur l'île. Palerme devient le siège du bloc économique et social dominant – un bloc que l'on a souvent défini comme « parasitaire » et « absentéiste » – qui compte parmi ses membres des barons et des marchands.

Le jugement négatif porté par l'historiographie du XIX^e siècle sur le phénomène de l'urbanisation et de la « colonisation féodale » a plus récemment été redoublé par la littérature d'inspiration tiers-mondiste, avec ses catégories d'*agrotown* et de *closed resources*. On parle de « trahison » de la bourgeoisie, d'« hispanisation » des mœurs et des coutumes, de la transformation de l'île en *latifondo* céréalier. Il s'agit là de jugements sans appel pour lesquels, en Sicile (et peut-être dans le Midi tout entier), on passe du phénomène de la féodalisation à celui d'une re-féodalisation. Pourtant, il suffit de diriger les recherches historiques vers l'analyse des stratégies d'investissements, soutient F. Benigno, pour que

le paysage change radicalement. « Les nouveaux barons, remplaçant les marchands traditionnels dans le circuit productif, ont activé des stratégies de résistance à la dépression du marché toujours présente. Ces stratégies impliquaient en même temps une forte exploitation du travail humain et surtout une diversification des débouchés et des cultures. Il s'agit d'un processus qui avance en parallèle avec la transformation des flux productifs et financiers convergeant vers le monde urbain et le changement des rapports entre la ville et son territoire de proximité. Ces rapports-là sont très influencés par la grande disponibilité de terre qualifiée, c'est-à-dire d'une terre dotée de l'appareil juridictionnel du système féodal » (p. VIII). Même les tremblements de terre, contrainte extrême du territoire méridional, n'arrêtent ni ne détruisent les potentialités de l'île. À ce propos, après le tremblement de terre de 1693, on a observé que la « destruction naturelle a libéré des énergies qui ont été longtemps mortifiées par la sous-exploitation chronique du travail humain. Et cette sorte de miracle économique devient une issue de secours pour la partie sud-orientale de la Sicile pour sortir de l'impasse du XVII^e siècle » (p. 69).

La deuxième partie du livre, consacrée au trafic côtier, analyse, elle aussi, le rapport entre les ressources et les limites, naturelles et politiques, de l'île. Cet univers a très rarement fait l'objet d'études scientifiques. C'est un monde peuplé « d'ambulants de la mer » qui sont les protagonistes d'un commerce très répandu et développé, qui relie les différents ports de l'île. « La navigation de cabotage en Sicile a représenté un des pivots de l'organisation des échanges pendant l'époque moderne. La vaste superficie montagnarde, la présence limitée de plaines et le manque de fleuves importants, tout cela fait en sorte que la mer, plus que la terre, rapproche les hommes et les marchandises, comme dans beaucoup de régions de la Méditerranée » (p. 73). À partir du début du XIX^e siècle, une fois la menace de la piraterie arabe disparue, on a assisté à une reprise économique des côtes à nouveau peuplées, aux dépens des centres à l'intérieur de l'île, presque désertés. Cette reprise rend toute son importance économique au commerce maritime. De cette économie naît une nouvelle classe dirigeante, à même de remplacer l'ancienne classe des « patriciens ». C'est le cas de la ville de Trapani, que l'auteur décrit dans toute sa richesse. Dans cette ville de la pointe occidentale de l'île, les familles de marchands ont pris le pouvoir politique grâce au contrôle des ressources naturelles (l'organisation de la pêche du corail, la location des *tonnare*, la gestion des salines et l'exportation de la soude) et à la gestion des pratiques traditionnelles de la marine.

L'enchevêtrement entre les systèmes écologiques et productifs, entre les équilibres démographiques et les constructions idéologiques est décrit de manière plus détaillée encore dans la troisième partie de l'ouvrage, lorsque l'auteur analyse un des lieux communs de l'histoire du Midi : la famille. Il passe en revue tout le débat mené par les historiens du groupe de Cambridge, soutenant que « bien loin de l'Europe méridionale préindustrielle, qui est décrite comme un pays de forte fécondité naturelle se rapprochant du Bangladesh d'aujourd'hui, le monde anglo-saxon aurait été capable de limiter sa propre natalité par la pratique du *prudential marriage* (bien avant de ce que l'on appelle la révolution démographique) » (p. 145). De cette façon, les pays anglo-saxons se sont assurés un développement économique de type capitaliste. Par contre, le Sud, dépourvu de frein reproductif, serait condamné à la misère. On est encore une fois confronté à la dichotomie Nord/Sud, qui ne sert qu'à développer une comparaison déformée et simplifiée à l'extrême. Toutefois, si on s'éloigne de ces schémas idéologiques et si on analyse les modèles de famille, les formes de la cohabitation et leurs caractéristiques démographiques en tenant compte de l'environnement et du contexte productif, la perception de la question méridionale change radicalement. F. Benigno

montre comment l'adaptation à une certaine conjoncture économique peut se mettre en place à travers une variation des taux de célibat, qui restent élevés dans tout le Midi, et pas seulement par une variation de l'âge du mariage. De la même façon, la relation fonctionnelle entre d'un côté, le mariage retardé et la formation de familles simples et, de l'autre, entre le mariage précoce et la formation de familles complexes, se présente comme une interprétation discutable, parmi d'autres interprétations possibles. Toute comparaison utilisant cette relation est faussée dans son fondement. D'ailleurs, on ne peut comprendre l'absence de profondeur générationnelle et en même temps l'extension solidariste de la famille méridionale sans tenir compte du taux important de mortalité des hommes – un phénomène qui demeure bien présent jusqu'au seuil du XX^e siècle. La faiblesse structurelle de l'offre de travail produit un état de sous-emploi endémique parmi les ouvriers agricoles et relègue la force de travail des femmes dans des rôles économiques auxiliaires tout en les protégeant des risques de la mortalité due au travail. Une attention nouvelle (rare jusqu'ici) portée au facteur de la mortalité de genre permet ainsi toute une série de réflexions sur le marché du mariage. « En effet – écrit F. Benigno – si le choix s'opère parmi un petit nombre de partenaires, la mort de certains d'entre eux devient un élément central du système démographique. Cet élément produit des conséquences importantes par rapport à l'âge au mariage, aux taux de célibat et encore, d'une manière indirecte, par rapport aux taux de fécondité » (p. 203). Familles méditerranéennes et modèles anglais? Une construction plus idéologique qu'historique...

Quelque part entre Rome et Naples, il semble qu'il existe une frontière qui partage l'Italie en deux : d'un côté le Nord moderne (le *Settentrione*) et de l'autre le Sud arriéré (le *Meridione*). Cette dichotomie a donné lieu à une floraison de productions artistiques et scientifiques, mais surtout à l'élaboration d'un paradigme interprétatif de la vie civile et politique du pays. Pour comprendre cette dichotomie il y a deux approches possibles : la première historique, la deuxième méta-historique. Le travail du célèbre politologue américain Robert Putnam (*Making Democracy Work. Civic Tradition in Modern Italy*, Princeton University Press, 1993) est un exemple de cette seconde approche. Celui-ci explique les raisons du succès (dans le Nord) et de l'échec (dans le Sud) de la réforme régionaliste de l'État italien de 1970 en utilisant la notion de *civicness* (sens civique) pour identifier la spécificité des villes italiennes au Moyen Âge et à la Renaissance. À la différence des régions du Nord de l'Italie, avec leur réseaux associatifs bien enracinés dans le territoire, avec leurs formes d'engagement social et politique, le Sud souffrirait d'un « manque génétique » de capital social capable d'engendrer des mécanismes de mobilisation collective ou d'amorcer un développement économique autonome. De sorte que l'*uncivicness* de la société méridionale la condamnerait au sous-développement et à des modèles d'agrégation qui ne vont pas au-delà du réseau familial et de rapports de clientèle.

À contrario, l'approche historique a été possible d'un côté, grâce aux chercheurs regroupés autour de l'IMES (Institut Méridional pour les Sciences Historiques et Sociales), et de l'autre, grâce à certaines démarches éditoriales, notamment celle de la revue *Meridiana*. L'objectif commun de leur travail est l'étude du *Meridione senza Meridionalismo*, c'est-à-dire d'un Midi allégé du poids de la question méridionale, d'un Sud analysé de la même manière que l'on étudierait n'importe quelle autre partie du monde. Cette approche interdisciplinaire a permis de dépasser la dichotomie Nord/Sud et, en même temps, de montrer l'existence de plusieurs réalités différentes dans le Sud plutôt qu'une seule réalité parfaitement homogène (celle que le terme de « Midi » servirait à désigner). De cette façon, l'on peut reconstruire les différentes histoires de chacune de

ces réalités, en identifiant les spécificités des différents territoires, leurs fractures internes, leurs chances, leurs vocations, leurs retards et leur modernité (cf. P. Bevilacqua, *Breve storia dell'Italia meridionale*, Rome, Donzelli, 1993). Ces études et ces travaux renouvellent l'image du Sud de l'Italie, même chez certains chercheurs étrangers (cf. R. Lumley, J. Morris (ed.), *Oltre il Meridionalismo*, Rome, Carocci, 1999). Il reste que cette « révision » de l'histoire du *Meridione* ne s'est intéressée qu'à la période contemporaine, laissant à l'écart la période moderne. La valeur de l'ouvrage de Francesco Benigno tient à cette tentative de donner une nouvelle modernité à l'histoire de la Sicile. *Le Midi moderne ? La Sicile moderne ? Un « morceau » de monde comme un autre.*

Antonino BLANDO

CORINE MAITTE,

La trame incertaine. Le monde textile de Prato. XVIII^e-XIX^e siècles,

Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2001, 489 p., 25,92 €.

Prato est l'un des cas les plus connus de cette forme particulière d'industrialisation, typique de l'Italie du centre-nord, qu'on appelle « district industriel ». L'existence de ces « districts » a été repérée et étudiée avant tout par les économistes, qui en ont analysé

les caractéristiques actuelles, lançant en même temps aux historiens le défi d'en expliquer les origines et l'évolution. Certains historiens s'y sont attelés, en confrontant la notion aux schémas interprétatifs classiques de l'historiographie : depuis les théories traditionnelles sur le processus d'industrialisation jusqu'aux réflexions plus récentes sur la spécialisation flexible, en passant par le modèle de la proto-industrie. Le livre de Corine Maitte constitue l'une des contributions les plus élaborées à l'explication historique du phénomène des districts industriels, analysé à travers la reconstruction documentée et précise du cas de Prato.

Le début de l'aventure de Prato remonte au XVIII^e siècle, quand la domination économique de Florence cesse finalement sur les territoires du Grand Duché et que les activités manufacturières situées dans certains centres du *contado* commencent à resurgir après une longue période de léthargie, due en grande partie au monopole florentin sur les activités textiles. Prato était l'un des centres les plus importants et un processus pluri-séculaire de croissance industrielle commence alors. Toutefois, il faut tout de suite préciser qu'il ne s'agit pas d'un processus cumulatif ni linéaire, mais au contraire, d'une évolution lente, contrastée et parfois contradictoire : ceci est le premier trait fondamental qui caractérise le cas de Prato. Le livre montre comment l'industrialisation de la ville toscane a suivi un parcours tortueux et tourmenté, souvent proche de la crise et de la désindustrialisation : une évolution très éloignée de l'image proposée par une certaine historiographie traditionnelle selon laquelle le processus d'industrialisation s'identifie avec le *take off* ou le *big spurt*, gouvernés par le *breakthrough* technologique. C. Maitte attribue aux transformations qui ont eu lieu dans le tissu économique de Prato le caractère d'un « bricolage » ininterrompu, que les acteurs employaient dans les techniques de production, dans l'organisation des activités et dans les relations commerciales : en somme, l'histoire de Prato pourrait être pensée comme celle, toute italienne, d'incessantes adaptations pour suivre le changement des situations, gouvernée plus par l'inventivité des tactiques que par la planification d'une stratégie.

C'est dans ce cadre que s'insère l'orientation productive dominante vers la fabrication de tissus de basse qualité, les *mezzalane*, qui réussissent à conquérir des segments importants du marché régional, où la demande croissante de produits bon marché n'est

satisfaite ni par les manufactures florentines de plus haute qualité, ni par les produits d'importation. Si cette orientation productive prévaut, elle n'est pas exclusive, car des expériences significatives sont réalisées dans le domaine de la confection de produits de qualité, comme en témoigne l'expérience des bonnets à la levantine fabriqués par l'entreprise de la famille Mazzoni. Cette attitude concrète, mesurée et attentive, caractéristique du cadre cognitif des entrepreneurs, est également visible dans les choix effectués en matière de mise à jour des techniques productives : les technologies coûteuses adoptées dans de nombreuses fabriques européennes n'étaient certes pas compatibles avec les productions à bon marché typiques de la zone de Prato. Cela ne signifie pourtant pas qu'on fût insensible aux innovations à Prato : quand, vers le milieu du XIX^e siècle, la technique de la « laine Renaissance » commence à se diffuser, les entrepreneurs de la petite ville toscane, habitués depuis toujours à produire des marchandises « pauvres », comprirent immédiatement que le recyclage des chiffons représentait une grande opportunité. Et ils surent la saisir avec rapidité, démontrant une ingéniosité et une créativité telles qu'ils furent capables de réaliser, avec Rodolfo Mazzoni, une machine innovante pour la régénération des laines, qui garantissait des coûts initiaux et de gestion inférieurs à la technologie d'origine anglaise, en ce qu'elle permettait l'emploi de l'énergie hydraulique, largement disponible à Prato, au lieu de la force motrice de la vapeur : exemple suprême de l'intelligence adaptative.

À la lumière de ces considérations, on comprend bien l'insistance de Corine Maitte sur le « bricolage » comme caractéristique dominante de l'industrialisation de Prato, et, en dernière analyse, la difficulté à replacer l'expérience de la petite ville toscane dans un des cadres interprétatifs offerts par l'historiographie. Il ne s'agit évidemment pas d'un cas de processus d'industrialisation « classique », caractérisé par des transformations économique-sociales partant des campagnes et préparant le développement du système de fabrique, rendu possible par les innovations technologiques supportées par l'intervention du capital. D'autre part, le modèle bien connu de la proto-industrialisation élaboré par F. Mendels apparaît peu applicable : on n'en voit qu'en partie les pré-conditions, et encore, pas celles décrites dans la version originale. Les réflexions proposées par Charles Sabel et Jonathan Zeitlin (*Past & Present*, n° 108, 1985 ; *World of Possibilities*, Cambridge, 1997) sur les racines historiques des parcours alternatifs à la production de masse – qui s'identifient avec les districts actuels – semblent plus utiles pour comprendre le cas de Prato. Mais, dans ce cas également, selon Corine Maitte, les différences prévalent sur les ressemblances, même si elle suggère aussi que « plutôt que de parler d'un district existant depuis le Moyen Âge, on pourrait formuler l'hypothèse que se forment, entre XVIII^e et XX^e siècle, à la fois aux niveaux de la connaissance et de l'appréhension des marchés, de la structuration des entreprises et du milieu entrepreneurial, de la communauté locale et de ses institutions – formelles et informelles – des « disponibilités à évoluer » vers une organisation districtuelle » (p. 445). Mais cela est justement la perspective dans laquelle se meuvent les études les plus précises sur les origines des districts industriels, pour la reconstruction desquels il ne me semble pas qu'il faille remonter jusqu'au Moyen Âge. En outre, des enquêtes récentes ont mis en lumière le fait que, même si une grande variété de dynamiques économiques caractérise les diverses expériences de district industriel, un des traits communs de ces différentes expériences réside dans le rôle joué par les institutions dans chacune d'entre elles. L'exemple même de Prato le prouve.

Les institutions qui se sont succédées au cours du temps ont joué un rôle très important dans les différentes phases de l'histoire du district de Prato, du point de vue de

la régulation comme de la coordination. Le XVIII^e siècle est caractérisé par l'action de la Corporation de la Laine, qui eut la délicate fonction de défendre les *lanaioli* de Prato contre l'hégémonie florentine, et qui exerçait en même temps une surveillance « douce » sur les processus productifs, en promouvant l'identité des tissus locaux. L'abolition de la Corporation créa un vide institutionnel qui fut comblé par l'intervention de la Commune, laquelle assumait, par certains aspects, les fonctions de coordination auparavant remplies par la Corporation : l'architecture institutionnelle formelle changeait, mais les nouveaux acteurs institutionnels remplaçaient les anciens, y compris dans les engagements avec la communauté. L'autre grand pilier de l'organisation institutionnelle locale était les institutions de bienfaisance, auxquelles deux fonctions essentielles étaient assignées : agir comme amortisseurs sociaux en cas de crise, et s'occuper de la formation de la force de travail. De la corporation à la commune et aux institutions pieuses : l'affirmation du district industriel de Prato s'explique aussi, – ou plutôt surtout – par l'interaction efficace entre dynamique économique et aménagements institutionnels locaux.

Marco BELFANTI

FRANÇOIS PLOUX,

De bouche à oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle,

Paris, Aubier, 2003, 289 p., 22 €.

Auteur du remarquable *Guerres paysannes en Quercy* publié en 2002, ouvrage consacré aux violences paysannes, aux procédures de conciliation et aux modes de répression dans les campagnes du Lot, François Ploux pour-

suit son enquête sur les émotions et les croyances rurales. Passant du Lot à l'espace national, il recentre son propos sur la question des rumeurs, en gardant une chronologie semblable, qui le conduit du Premier au Second Empire. À partir d'un impressionnant corpus documentaire, son propos, enrichi et complété par de substantielles notes, vise à tenter d'expliquer pourquoi des rumeurs, essentiellement à connotation politique, se sont répandues dans les campagnes françaises. Mais ce sont aussi les vecteurs de ces rumeurs qui intéressent François Ploux, leurs trajets, les milieux sociaux concernés, l'analyse qu'en font les autorités et, *in fine*, ce qu'elles révèlent de la culture politique des paysans. Pour l'auteur, la rumeur participe de la politisation des campagnes, une politisation encore archaïque, mais réelle. On reste ainsi dans un monde de l'oralité, où la conversation joue un rôle fondamental dans la sociabilité de toutes les classes, surtout de celles qui n'ont pas ou peu accès à l'écrit.

La construction du livre met l'accent sur la dynamique de la rumeur, dans une première partie, qui dresse l'état des modes d'information dans la France du XIX^e siècle et étudie les mutations que connaissent ces modes, avec le développement rapide de la presse. François Ploux reconstruit de belle manière la chronologie de la rumeur depuis son annonce et dresse le cadre des conditions de son émergence : un simple retard du courrier, par exemple, suffit à la nourrir. Quant aux réactions des autorités, elles provoquent parfois des effets inverses à ceux recherchés : le démenti, en particulier, dont la formulation parfois maladroite, active la rumeur au lieu de la combattre. La Restauration apparaît, pour différentes raisons (crise économique et disette, assassinat du duc de Berry, guerre en Espagne, légende naissante de Napoléon), comme particulièrement riche en crises «umorales». Mais F. Ploux précise que les périodes les plus fécondes sur le sujet sont parfois celles où la surveillance policière est la plus étroite, comme le Second Empire, aboutissant à une collecte plus large de rumeurs. Huit grandes vagues rumorales sont ainsi identifiées entre 1814 et 1870. Plus généralement, la rumeur se nourrit du rapport et nourrit le

rapport de la population au pouvoir, aux élites, aux possédants : pourtant, la situation de misère n'est pas retenue par François Ploux comme corrélative à la croissance des rumeurs ; c'est plutôt la crainte des effets d'une crise qui, comme par anticipation, provoque la naissance de rumeurs. Le complot de famine bien connu des spécialistes de l'Ancien Régime se prolonge longtemps au XIX^e siècle, jusque sous le Second Empire. Une constance partagée avec l'épidémie – ici, celle du choléra en priorité – qui se trouve aussi à l'origine d'innombrables rumeurs. Entre retour d'un passé redouté et attente craintive d'un futur fantasmé, la rumeur appartient à un présent d'angoisse, de questionnements divers face au sentiment que l'état « normal » change ou va changer. François Ploux montre qu'à l'évidence, beaucoup de rumeurs précèdent l'événement, semblant l'annoncer. D'autres grands vecteurs de rumeurs sont la conscription et plus encore l'impôt.

La quête des origines s'avère parfois difficile : le pouvoir agite régulièrement la théorie du complot, de la manipulation par l'opposition. Incontestablement, affirme F. Ploux, l'opposition est parfois à l'origine de rumeurs : ainsi sous le Second Empire, avec l'opposition républicaine ou légitimiste, comme si, dans une période de restriction de la liberté d'expression, la rumeur se substituait aux modes habituels de contestation du pouvoir. Mais ce peut être aussi les notables qui lancent la rumeur – ainsi en 1848, face à la menace des « rouges ». Le nombre des rumeurs provoquées par des enquêtes devant nourrir la statistique est important : tout dénombrement est, dans les campagnes, a priori considéré comme inquiétant, avec le paroxysme atteint en 1841 lorsque le gouvernement décide de recenser les portes et fenêtres oubliées par les maires, au nom d'une plus grande égalité devant l'impôt, réveillant alors la menace de l'inquisition fiscale. La propagation des rumeurs est difficile à suivre avec précision, depuis leur foyer jusqu'aux extrémités de leur rayonnement : François Ploux montre de manière convaincante le rôle central de Paris dans l'origine de nombre de rumeurs, portées dans les provinces par des voyageurs, des cochers, des soldats, des étudiants, des migrants, des colporteurs, des vagabonds, voire de simples lettres lues en public par leurs destinataires. Le cheminement de la rumeur n'est pas linéaire, n'obéit pas à une logique kilométrique ; quant au contenu, il se modifie avec le trajet de la rumeur. Il existe une analogie entre certaines rumeurs et certaines classes sociales ; à l'arrivée comme au départ, les lieux de sociabilité, allant du cercle au cabaret, de la boutique au salon, jouent un rôle important.

Dans une seconde grande partie, F. Ploux étudie les imaginaires du bonapartisme. Il resserre donc son propos sur l'un des grands phénomènes du XIX^e siècle, dont Bernard Ménéger avait, dans *les Napoléon du peuple*, voici quelques années, montré toute l'acuité. Du côté du pouvoir, ce type de rumeur nourrit une réelle psychose du complot, d'autant plus marquée que l'époque est troublée sur le plan politique, économique et social (ainsi les premières années de la Restauration). Le retour annoncé de Napoléon se propage à de nombreuses reprises : un retour en compagnie d'armées pour le moins exotiques, Turcs et Américains se relayant dans un imaginaire où le fantastique, loin d'affaiblir la rumeur, la renforce et apparaît comme un gage de sa « véracité ». Napoléon n'est pas mort, même après 1821 : il demeure le général Malmort ou Mort-en-Vie, dont on pronostique régulièrement l'évasion, le débarquement et le retour au pouvoir. Le rôle des vétérans est important dans la propagation de ces rumeurs ; des documents apocryphes circulent, mais aussi des placards, des almanachs, des canards. Les campagnes ont soif de prophéties, surtout si celles-ci promettent l'abolition des impôts, de la conscription, ou encore la garantie de bonnes récoltes de blé, le pain à un prix raisonnable, la protection contre les émigrés revanchards, etc. : toutes figures autour desquelles se décline le mythe de Napoléon le sauveur. À plusieurs reprises au XIX^e siècle, la crainte d'un rétablissement de la fiscalité d'Ancien

Régime et même de la féodalité parcourt les campagnes : cela illustre la fragilité des conquêtes de la Révolution pour des paysans qui, dès lors, ont tendance à amalgamer dans une même méfiance tous ceux qui sont perçus comme des ennemis potentiels – nobles, riches, Messieurs, prêtres, voire le roi ou, en tout cas, ses ministres qui le conseillent mal, comme au temps de Louis XVI.

L'obsession du complot est particulièrement sensible sous le Second Empire. Régulièrement, la rumeur annonce Napoléon III mort ou renversé, Paris à feu et à sang. F. Ploux pointe le rôle des républicains dans la diffusion de nombre de ces bruits, qui culminent avec les situations de tension : crise économique, élections, attentat d'Orsini, ce dernier étant en quelque sorte annoncé avant même qu'il soit perpétré. Mais la greffe de ces rumeurs dans les campagnes témoigne aussi et surtout, comme l'affirme fort justement l'auteur, d'un réel attachement à l'Empereur, qui prend alors la figure de l'homme menacé par une cohorte d'ennemis : au sein de ceux-ci, figurent de nouveau en première ligne les notables, les généraux, les évêques, bref toutes les figures des autorités ou de la domination traditionnelle. M^{gr} Sibour, archevêque de Paris, est ainsi au cœur d'une rumeur qui l'accuse de vouloir assassiner l'Empereur avec l'aide de centaines de prêtres. Le clergé apparaît comme l'ennemi principal : les bruits de cierges explosifs, d'hosties empoisonnées, de religieuses à poignard l'attestent. L'impôt reste une valeur sûre de la rumeur et encore en 1868 court le bruit, en Charente et dans les départements voisins, touchés par une agitation parfois violente, d'un rétablissement de la dîme : des églises sont envahies et tous les signes ou symboles semblant annoncer cette éventualité sont détruits. La guerre (Crimée, Italie, Prusse) amplifie les rumeurs de complot contre Napoléon III, les notables et les prêtres étant accusés d'aider les armées ennemies, russes, autrichiennes ou prussiennes selon l'époque : on sait ce que climat produira à Hautefaye. L'interprétation de ces comportements a priori déroutants ne peut se faire sans la formulation d'un double paradoxe : d'une part, le « rempart » Napoléon III tient à l'occasion un discours visant à faire croire qu'il recherche l'appui d'hommes neufs, tout en s'appuyant de fait sur les élites traditionnelles ; mais, d'autre part, entre les attentes des paysans et la politique de Napoléon III, il y a également une véritable contradiction, qui ne semble pas heurter la culture politique de cette paysannerie pour qui, comme son oncle, Napoléon III reste le seul et unique sauveur.

Très documenté, le livre de François Ploux constitue la première grande analyse de la rumeur au XIX^e siècle. Certes, d'autres approches auraient été possibles en complément d'une enquête déjà très riche, sans qu'elle épuise un sujet qui se révèle quasiment inépuisable : ainsi des rumeurs ayant trait au privé, au crime, au fait divers, que François Ploux a volontairement écartées, pour ne pas succomber sous la masse des sources à mobiliser. Mais il apparaît parfois que, pour bien saisir et interpréter la rumeur « politique », il est nécessaire de la confronter à la rumeur de proximité, celle qui se diffuse dans l'espace local, a trait à la réputation, à l'honneur, qui concerne les réseaux d'interconnaissance. À Hautefaye, ce n'est pas un notable anonyme que l'on va tuer, sorte de représentation de la domination des « gros », mais un homme identifié en partie par des rumeurs, où ce qui relève du privé et du public est mêlé. De plus, la césure entre les différents types de rumeurs est parfois brouillée : ainsi dans le cas de celles ayant trait aux incendies, dont le meilleur exemple – mais pas le seul – reste celui de la Normandie en 1830, où l'on voit comment les deux domaines s'interpénètrent. Un problème plus global se pose dans la relation entre l'information et la rumeur : la croissance qualitative et quantitative de la première est-elle à l'origine sinon de l'éradication, du moins du recul de la seconde ? L'étude des rumeurs les plus récentes tend à atténuer la relation de cause à effet : l'actuelle saturation d'informations n'empêche pas la propagation de rumeurs, bien au contraire. Car il

semble que ces dernières, que l'on qualifie parfois de « légendes urbaines », répondent à un besoin de croyance à l'irrationnel qui transcende les cultures, les époques, les pays. Le réel ne suffit pas ; que l'objet ou les objets de ces rumeurs se déplacent en permanence est un fait, mais les rumeurs persistent et signent, car elles répondent à une demande, voire à un désir qui ne peut se contenter de l'information. Autre problème difficile à résoudre : comment éviter l'effet de loupe des sources émanant des autorités et dès lors comment soupeser ce que représentent, qualitativement et quantitativement, ceux qui, d'une part, adhèrent à la rumeur (les croyants, en quelque sorte) et ceux qui, d'autre part, agissent en fonction d'une rumeur (les pratiquants, si l'on peut dire) ?

Ces questions ne sont pas ignorées par François Ploux, qui se heurte parfois à l'impossibilité de leur apporter une réponse nette : car le discours sur la rumeur, qui constitue l'essentiel de ses sources, est le discours de la culture dominante. Une culture qui n'hésite pas à produire, pour justifier sa légitimité, une représentation de la paysannerie selon des critères trop partagés du Nord au Sud ou de l'Est à l'Ouest pour ne pas relever de l'intention. De fait, la sensible atténuation du discours sur la rumeur après le Second Empire relève-t-elle de la progressive disparition de cette dernière ou du désintérêt des autorités à son égard ? La collecte de la rumeur, pour l'historien, demeure largement tributaire de l'acuité du regard des autorités : plus que d'autres phénomènes, l'interprétation de la rumeur se heurte donc à une difficulté d'évaluation, à la fois sur sa place dans la société concernée et sur sa fidélité à l'énoncé qui en est fait par ceux qui lui donnent une forme écrite. Comment un préfet ou un procureur a-t-il accès à la rumeur, quels sont ses intermédiaires et, au sens social comme au sens linguistique, ses traducteurs, dans une France encore largement non francophone et demeurant aux marges des normes de la culture politique dominante ? À lire François Ploux, on comprend combien le sujet de la rumeur est important et restait méconnu ; ce livre suscite l'espoir que cette approche intelligente et nuancée, alliant intuition du chercheur et rigueur de l'analyste, suscite d'autres travaux. Car, par exemple, la rumeur, c'est aussi un phénomène ayant une spécificité urbaine, et Strasbourg assiégée fourmille de bruits à l'automne 1870 comme le Paris de la Commune ou des lendemains de la Semaine sanglante – on songe en particulier aux pétroleuses. Reste, en forme de boutade, à propager la rumeur de travaux sur la rumeur : on sait maintenant, grâce à François Ploux, que le réel rejoint parfois l'imaginaire qui l'a précédé.

Jean-Claude CARON

FREDERICK COOPER,

THOMAS C. HOLT, REBECCA J. SCOTT,

Beyond Slavery. Explorations of Race, Labor, and Citizenship in Postemancipation Societies,

Chapel Hill, North Carolina University Press,

2000, 198 p., € 25.95.

Issu d'une réflexion collective menée sur plusieurs années, à l'occasion de séminaires et de journées de recherche, cet ouvrage se présente comme un recueil de textes (trois), agréables à lire, chacun écrit par l'un des co-auteurs. L'idée centrale ici développée réside dans le fait que les sociétés nées de l'abolition

de l'esclavage doivent être analysées comme le sont généralement les sociétés esclavagistes, c'est-à-dire comme des ensembles dans lesquels l'économie, la culture ou bien encore la politique doivent être constamment reliées. Le travail libre, disent ainsi les auteurs en introduction, n'est pas seulement la fin de la coercition, c'est « une structure de contrôle du travail qui doit être analysée en elle-même » (p. 3) ; ce à quoi, ajoutent-ils, « nous ne sommes pas habitués » (p. 4). En cela fidèles à l'analyse marxiste toujours à la recherche de « structures » globales, les auteurs sont conduits à analyser les sociétés

post-esclavagistes dans leurs relations avec le capitalisme et l'impérialisme. Mais le ton est sobre, rigoureux et nuancé (« ce serait une erreur de considérer les Lumières, l'économie de marché, ou la théorie politique libérale soit comme un ensemble de principes simplement inspirées par l'hypocrisie coloniale européenne soit comme le simple produit de l'imposition des idées politiques européennes sur le reste du monde au nom de l'universel », p. 13). La volonté affichée de prendre en compte la diversité du réel est véritablement mise en œuvre, et le poids des structures économiques est très souvent, sinon relégué en seconde position, du moins reformaté à la lumière d'une analyse résolument culturaliste.

On lira avec grand profit l'introduction, dans laquelle les sens à accorder aux termes de liberté, servitude, travail, race et citoyenneté sont finement analysés, dans une perspective comparatiste, mettant toujours en rapport la conception occidentale d'un individu perçu sur le mode de l'universel, la variété des autres conceptions (y compris celles pragmatiquement mises en œuvre sur le terrain, en Afrique, par ces mêmes Occidentaux), et la manière dont elles évoluent, les unes par rapport aux autres. Cette même méthode est appliquée dans les trois essais suivant l'introduction. Tous conduisent à poser le problème du processus conduisant ou non à passer du « travailleur libre » au « citoyen libre ». Dans « The essence of the contract – the articulation of race, gender, and political economy in British emancipation policy, 1838-1866 » (p. 33-59), Th. Holt commence par poser la question essentielle : pourquoi l'émancipation des esclaves ne put-elle pas se résumer à une *manumission* à grande échelle ; pourquoi un changement dans le mode de travail a-t-il nécessité la formation d'une société nouvelle ? Mettant ainsi en évidence l'importance des facteurs culturels, il insiste sur le « rôle central » joué par les idéologies relatives au sexe, au ménage et à la domesticité dans la constitution de l'ordre politique et social post-esclavagiste anglo-américain ; des idéologies par ailleurs très nettement mises en évidence à propos de l'analyse de l'idée d'un « apprentissage » nécessaire pour former les anciens esclaves au travail libre (voir les commentaires suggestifs du *treadmill*, ou roue à cheville, p. 57-58). R.J. Scott s'intéresse ensuite aux rapports entre l'idéologie libérale et républicaine et l'exercice du politique (« Fault lines, color lines, and party lines – race, labor and collective action in Louisiana and Cuba, 1862-1912 », p. 61-106). Elle montre que les processus empruntés pour sortir de l'esclavage ont joué un rôle non négligeable, expliquant en partie pourquoi l'action politique a été conçue en Louisiane sur l'idée d'un clivage racial, alors que cette tendance fut loin d'être aussi radicale à Cuba. Mais elle accorde un rôle beaucoup plus déterminant aux stratégies mises en œuvre à l'issue du processus d'émancipation (opposant ainsi le nationalisme cubain à la ligne adoptée par certains démocrates en Louisiane). Aussi peut-elle conclure : « La division et le conflit entre les blancs pauvres et les anciens esclaves n'apparaissent pas comme le legs obligé de l'esclavage mais plutôt comme le produit des circonstances changeantes dans lesquelles ces groupes se sont constitués et se sont confrontés les uns aux autres, et aussi de décisions politiques particulières prises par les leaders » (p. 106). Dans le dernier essai (« Conditions analogous to slavery – imperialism and free labor ideology in Africa », p. 107-149), F. Cooper analyse avec talent les rapports ambigus entre l'idéologie du travail libre, l'impérialisme, la colonisation sur le terrain, et les mouvements ayant conduit à interdire le travail forcé qui s'était peu à peu substitué à l'esclavage. Couvrant les territoires français et anglais d'Afrique noire des années 1880 aux années 1950, cet essai se dévoile comme une contribution d'une grande finesse à un débat en plein renouveau.

Au total, original et particulièrement stimulant, cet ouvrage, à lire et à méditer, permet d'ouvrir ou de rouvrir de nombreux dossiers.

Olivier PÉTRÉ-GRENOUILLEAU

MÓNICA QUIJADA,

CARMEN BERNARD Y ARND SCHNEIDER,

Homogeneidad y nación. Con un estudio

de caso : Argentina, siglos XIX y XX,

Madrid, Consejo Superior de Investigaciones

Científicas, Col. Tierra Nueva et Nuevo Cielo,

2000, 260 p.

Comment les Argentins en sont-ils venus à se définir comme « une nation de race blanche et de culture européenne » ? Cette auto-définition est au cœur de l'imaginaire national argentin et elle fait l'objet d'un consensus ultra-majoritaire – elle est aussi, pourrait-on ajouter, largement accréditée en Europe et dans les autres pays d'Amérique

latine. Pourtant, comme le montrent les trois auteurs qui analysent respectivement la place et le rôle des Indiens (M. Quijada, chap. II), des Noirs (C. Bernard, chap. III) et des immigrants européens (A. Schneider, chap. IV) dans la construction nationale argentine, une telle réputation est usurpée. L'importance numérique des immigrants européens (3 millions d'entre eux se sont définitivement établis en Argentine entre 1870 et 1930), le fait qu'à certains moments ils aient constitué la majorité de la population des provinces littorales, n'expliquent pas seuls la revendication de l'homogénéité. Il s'agit d'une construction idéologique, sur laquelle les auteurs engagent une réflexion historique et conceptuelle en un moment où « le respect des différences culturelles et la reconnaissance des minorités à l'intérieur des espaces étatiques » sont élevés au rang de « valeur universelle », et où l'homogénéité n'est plus valorisée que par les « nations sans État », gallois, basques, catalans ou groupes indigènes revendiquant leur autonomie.

Le livre se caractérise par la multiplicité des approches – histoire, anthropologie, réflexion théorique – en se démarquant des *ethnic studies*. Il est fortement conceptualisé par l'introduction, le chapitre I (« le paradigme de l'homogénéité ») et le chapitre V (« Imaginer l'homogénéité : l'alchimie de la terre ») rédigés par M. Quijada. L'auteure démontre que « l'homogénéité » (ethnique, culturelle, raciale), paradigme majeur des États-nations en construction dans le monde occidental au XIX^e siècle, résulte, en Argentine, moins d'un processus inscrit dans la réalité socio-culturelle que de la production d'un modèle idéologique qui s'est converti en imaginaire collectif. Contre-vérité historique, l'homogénéité (« une nation de race blanche et de culture européenne ») en tant que modèle idéologique a fonctionné comme facteur d'intégration d'une « nation civique » (modèle qu'A. Smith oppose à celui de « nation ethnique ») qui n'admet pas de critères de différenciation autres que ceux résultant de la stratification socio-économique. Supposant et prônant l'extension de la citoyenneté selon les principes libéraux, ce modèle a aussi favorisé les efforts en faveur de l'alphabétisation de masse, encouragé le développement exponentiel des formes de sociabilité, produit l'élaboration d'une histoire nationale officielle et d'une liturgie civique, autant d'instruments pédagogiques résultant d'un volontarisme politique qui a assuré le succès du modèle dans l'imaginaire collectif. En même temps, ce modèle a conféré à l'Argentine, en tant que nation issue du vaste ensemble culturellement très unifié qu'était l'Empire espagnol, sa singularité par rapport aux autres États-nations hispano-américains. L'ensemble des auteurs met à la disposition des lecteurs l'abondante littérature théorique, actualisée et internationale, sur laquelle ils se sont appuyés, qu'il s'agisse de la problématique générale de la nation et du nationalisme, de la mise en cause de la théorie du *melting-pot* (introduite et utilisée en Argentine sous la formule *crisol de razas* ou « creuset des races »), ou encore de l'analyse, inaugurée par F. Barth, des processus sociaux de construction des « frontières identitaires ». Toutes les références sont réunies dans une généreuse (27 pages) et très utile bibliographie générale.

C'est munis de ces outils conceptuels que les auteurs abordent les études de cas. Si la question de l'homogénéité est affrontée par l'ensemble des nations occidentales, elle

s'accompagne en Amérique hispanique d'une difficulté supplémentaire, celle de l'hétérogénéité ethnique des populations qui vivaient, avant l'Indépendance, sous la souveraineté castillane. Chaque groupe ethnique est lui-même fort divers. Les Noirs (27 % de la population de Buenos Aires en 1810) sont issus de différentes « nations » africaines dont l'identité perdure jusqu'au-delà du tournant du XIX^e siècle dans les associations de « gens de couleur ». S'appuyant sur une abondante documentation judiciaire, C. Bernand montre leur forte intégration dans la société urbaine, qu'il s'agisse d'esclaves ou d'affranchis, de Noirs ou de métis : ils sont omniprésents dans le service domestique, dans l'artisanat, et à partir de 1806-07, dans les milices civiques. Les Indiens du Rio de la Plata forment deux ensembles bien distincts : les uns sont, dès l'époque coloniale, intégrés juridiquement et socialement à la société majoritaire, tandis que les autres, peuples non christianisés de la Pampa et de la Patagonie, sont les « Indiens de frontière » et, pour les élites de Buenos Aires au XIX^e siècle, incarnent la « barbarie » opposée à la « civilisation ». La « Conquête du Désert » (1878-1885) ne vise pas à les exterminer (rejet du modèle nord-américain) mais à les vaincre militairement pour les forcer à l'intégration. Quant aux immigrants européens, A. Schneider prend l'exemple des Italiens : comme anthropologue, il a conduit à Buenos-Aires des études de terrain sur les descendants de ce groupe qui représentait près de 50 % du total des immigrants arrivés entre 1870 et 1930. Remarquant que les *ethnic studies* ont écarté de leurs préoccupations les segments « blancs » et « européens », l'auteur montre, lui aussi, la diversité interne du groupe, partagé entre Méridionaux et Italiens du nord, séparés par leurs dialectes (l'espagnol sert alors de *lingua franca*), et par des mémoires différenciées des guerres de l'unité italienne. Il souligne l'impossibilité de repérer dans l'Argentine d'aujourd'hui l'autoperception comme l'existence d'une véritable identité ethnique italienne, tant les individus se caractérisent par leur multi-appartenance, et tant les éléments culturels qui fondaient cette identité font aujourd'hui partie de la culture globale des provinces littorales, les plus marquées par le phénomène migratoire. Le tango qui est né, comme le rappelle C. Bernand, dans les académies de musique des Noirs de Buenos Aires, n'est-il pas de même devenu un symbole argentin par excellence ? Les Noirs ont « disparu », absorbés par le métissage et tués dans les guerres civiles et indiennes du XIX^e siècle, auxquelles ils participent en grand nombre comme soldats et officiers. Les Indiens « barbares » de la Pampa se sont vu attribuer, après la Conquête du désert, des concessions de terres, ou bien se sont intégrés individuellement à la société majoritaire (armée, police, marine, usines) : « Il n'y a pas d'Indiens en Argentine », tel est depuis lors le *topos* national. Aussi chacun des auteurs conclut-il pour sa part à l'inexistence de « frontières ethniques » reconnues, à la négation et à « l'invisibilisation » des différences culturelles et phénotypiques. Une dizaine de très belles illustrations réunies en fin de volume permet au lecteur de vérifier l'existence concrète de ces différences ethniques que le discours de l'homogénéité s'est ingénié, avec succès, à rendre invisibles. Chacun des auteurs rend compte des étapes de la construction du modèle idéologique de l'homogénéité, en mobilisant aussi bien la documentation législative que les écrits et les discours des grands représentants de l'intelligentsia et de la classe politique argentine (pour le XIX^e siècle, Alberdi et Sarmiento, Bartolomé Mitre et Vicente Fidel Lopez, publicistes et historiens tous appelés à jouer un rôle politique, et bien d'autres dont on trouve les références dans la bibliographie déjà citée).

Dans le dernier chapitre, Mónica Quijada propose une hypothèse convaincante pour mettre en question la théorie du *melting pot* et expliquer par un autre facteur, le territoire et l'alchimie de la terre, le succès rencontré par le modèle idéologique de l'homogénéité.

Elle rappelle en quelques belles pages, en remontant aux sources de la tradition hispanique, l'importance du territoire pour définir la « patrie », « la terre où l'on est né », ainsi que le développement d'une forte conscience territoriale chez les créoles américains au XVIII^e siècle. En l'absence de différenciation culturelle au sein de l'ensemble hispano-américain, les nations naissantes se sont constituées d'emblée comme des communautés politiques, dans la foulée de la révolution libérale de Cadix qui instaure le principe de la souveraineté du peuple et de l'égalité des citoyens, sans distinction d'ethnie ou de race. Le territoire a alors joué le rôle d'un substrat unificateur et intégrateur, producteur d'identité collective. C'est la conception du territoire comme une « nature », partagée mais aussi déterminante pour la formation de la personnalité de ses habitants, qui conduit les premiers indépendantistes du Rio de la Plata à accorder aux Noirs libres et aux Indiens intégrés le statut de citoyens, à leur ouvrir l'accès aux milices civiques, aux emplois et au droit de vote. Selon la même logique, les « Patagons anciens » sont présentés par l'anthropologie argentine naissante comme des « ancêtres » des Argentins du XIX^e siècle, non en vertu d'une quelconque consanguinité mais en tant qu'ils sont les habitants primitifs du territoire national ; quant aux immigrants de la fin du siècle, on les considère comme « intégrables » du seul fait de leur présence sur le territoire national : « le sol de la patrie produit des compatriotes », telle est *l'alchimie de la terre*, métaphore qui se démarque de l'image violente de la « fusion » propre au *melting pot*, pour privilégier l'idée d'une « communauté naturelle assise sur un espace naturel » avec lequel les habitants, quelle que soit leur origine, tissent des liens organiques. L'alchimie de la terre désigne donc « le processus d'incorporation, d'agrégation, de modification d'éléments où les parties (individus, groupes, traditions) interagissent sans que cela implique une fusion des composants, mais en se résolvant au niveau de l'imaginaire collectif, comme une totalité sans frontières internes ». Le modèle repose sur une idée de la « civilisation » conçue comme « européenne » et « urbaine », enracinée dans les Lumières et nourrie plus tard de l'évolutionnisme darwinien, qui fait de la « race blanche » le degré supérieur de l'évolution de l'espèce humaine mais, dans le cas argentin, conduit à reconnaître comme « blanc » quiconque s'intègre à la « civilisation ». On retiendra donc la spécificité majeure de la construction identitaire argentine : là où Mexique se voit comme « nation métisse », ou le Venezuela comme une nation « café au lait » (*café con leche*), l'Argentine a dénié tout rôle à la consanguinité dans le processus d'intégration, au profit de la valorisation d'un lien civique dont le substrat est le territoire. Telle est la voie originale « d'ethnisation de la communauté politique » (formule empruntée à R. D. Grillo) adoptée par l'Argentine, sur laquelle l'ouvrage invite à méditer en l'appliquant à d'autres cas nationaux.

Annick LEMPÉRIÈRE

ANTOINE PICON,

Les saint-simoniens,

Raison, imaginaire et utopie,

Paris, Belin, 2002, 384 p., 24 €

Le livre d'Antoine Picon était attendu. Il comble un manque, depuis longtemps signalé par les chercheurs et remplit une fonction nécessaire aux étudiants. En effet, depuis les ouvrages anciens de Henri-René D'Allemagne

(1930) et Sébastien Charléty (1931), aucune synthèse digne de ce nom n'avait été publiée sur le sujet. Antoine Picon nous offre ici un ouvrage agréable à lire, érudit, précis, et qui allie, de manière cohérente, la pure information historique avec l'analyse théorique. L'auteur sait jouer des allers-retours entre passé et présent, en immergeant le lecteur dans le XIX^e siècle – un siècle porté par la philosophie du progrès et imprégné de doutes

que les contemporains cherchent à surmonter par une renaissance religieuse toujours insatisfaisante.

L'apport le plus précieux d'Antoine Picon est sans doute d'avoir réussi à quitter les sentiers balisés de l'histoire linéaire qui, depuis la fin du siècle dernier, n'a cessé de reconstruire des filiations artificielles. Les saint-simoniens sont donnés à voir tels qu'en eux-mêmes : ni précurseurs du socialisme, ni pionniers du capitalisme autoritaire ; peut-être et, en esquisse seulement, ont-ils ouverts la voie de la technocratie moderne ? Autre contribution d'importance, le saint-simonisme n'est pas vu comme un phénomène marginal, mais analysé en fonction de son audience et de la place qu'il conquiert : par les capacités qu'il regroupe, les énergies qu'il génère, l'imagination qu'il engendre, les désillusions qu'il entraîne et les réseaux qu'il constitue. Le lecteur est amené à côtoyer les saint-simoniens dans leur traversée du XIX^e siècle, en découvrant non pas une mais des expériences, certes singulières, et dont la source puise aux fondements des préoccupations du temps – de la Restauration au Second Empire.

Hommes et femmes, dans la mouvance du groupe, à l'apogée de son organisation, nourris des idées des Lumières et pétris de doutes post-révolutionnaires, cherchent, à leur manière, à répondre aux attentes d'une population en quête de compréhension du passé et qui est plongée dans l'incertitude de son devenir. Du creuset de cette formation émerge la volonté de construire un nouveau christianisme ; toute la vision saint-simonienne de la société, de « l'industrie » à l'organisation hiérarchique de la société, en découle. En cela, ils ne se distinguent guère des grands romantiques, de Schlegel à Hugo, dans cette projection palingénésique d'une alliance reconstituée entre l'artiste et le prêtre, seuls à même de se substituer à la défaillance des Églises instituées et des pouvoirs politiques défaillants.

Antoine Picon analyse le mouvement saint-simonien sous trois aspects : la dimension sociale de son développement, sa vision de la société de l'avenir, et enfin les stratégies mises en œuvre pour faire parler de lui. Dans ce sens, selon l'auteur, à la compréhension du « réel de l'utopie, il convient d'ajouter la dimension utopique de la Réalité » (p. 31). Rien ne manque à la compréhension du mouvement. L'essentiel de la pensée de Saint-Simon figure en bonne place dans l'ouvrage ; sa vision de la société apparaît dans sa dimension à la fois novatrice et instrumentale et dont l'objectif consiste à substituer « l'administration des choses au gouvernement des hommes ». Délibérément tourné vers l'avenir, avant Tocqueville, très jeune, Saint-Simon se rend en Amérique pour y découvrir le commencement d'une nouvelle ère politique. « L'âge d'or est désormais devant nous », pense-t-il. Son analyse de la société est tout entière déduite de l'histoire de l'Humanité, placée sous l'égide de la notion de progrès. Et, à peine croyant, à la fin de sa vie, il pèse l'importance du fait religieux, dont ses disciples s'emparent. « La religion doit diriger la société vers le grand but de l'amélioration la plus rapide possible du sort de la classe la plus pauvre » (p. 44).

Du *Producteur* au *Globe*, Antoine Picon nous entraîne ensuite dans l'aventure saint-simonienne, en rendant compte des engagements individuels : du jeune ingénieur de l'École polytechnique au prolétaire ; de la propagande des rédacteurs de la Doctrine de Saint-Simon, aux prédications en direction des ouvriers, jusqu'aux voyages en Orient, de l'Égypte à l'Algérie. Le tout ponctué par la constitution de réseaux saint-simoniens, actifs tout au long du siècle : de l'assistance aux plus démunis aux alliances d'affaires – du chemin de fer aux entreprises bancaires. Succinctement mais très clairement, l'auteur expose les étapes principales de cette aventure : de l'engouement du public, aux procès intentés aux principaux chefs de l'Église en 1831-32, en passant par le schisme à l'issue duquel le Père Enfantin reste le seul père de la religion nouvelle.

Les ingénieurs ont une place de choix dans le mouvement saint-simoniens, particulièrement les polytechniciens, « attachés à l'organisation hiérarchique de la société » (p. 106). Selon un des leurs, Michel Chevalier – dont le devenir politique dépasse largement le cadre de l'Église saint-simonienne –, directeur du *Globe* au moment de l'ascension du mouvement, il s'agissait alors « de s'élever de la technique à la religion, de transcender les compétences spécialisées de l'ingénieur ou de l'officier, pour hâter la venue d'un nouvel âge organique où le progrès s'opère sans interruption, sans crise, d'une manière continue, régulière et à tous les instants » (p. 107). Toute la vision saint-simonienne est comprise dans cette pensée. Marquée du sceau de l'utopie, elle plonge dans le réel pour y trouver les prémisses d'un devenir assuré.

La fréquentation assidue des archives saint-simoniennes – elles-mêmes conçues et classées par les saint-simoniens comme stratégie de propagande – permet à Antoine Picon d'établir une comptabilité précise des composantes du mouvement. Si celui-ci repose sur les « capacités », chères aux doctrinaires, particulièrement les hommes de lois, les médecins et les ingénieurs, l'ensemble des ouvriers, répartis entre *catéchumènes* et *fidèles* comprend, en octobre 1831, 1 990 personnes, dont 110 femmes parmi les fidèles. Ce passage dans les rangs du saint-simonisme laisse des traces dans le monde ouvrier : autant par les espoirs qu'il engendre que par les désillusions qu'il suscite. Il en sera de même pour les femmes, quelque peu négligées par Antoine Picon – mais il est vrai que la question a déjà été largement étudiée.

Plus au cœur de sa propre spécialité, et bien heureusement, compte tenu du peu d'études consacrées à cette orientation du mouvement, Antoine Picon analyse avec précision l'élaboration de la pensée saint-simonienne dans le domaine de la science, des techniques et de l'industrie. « Aux figures tutélaires de Newton et de Laplace, se substituent celles de Pythagore, Kepler, Wronski et surtout Fourier de la *Théorie des Quatre mouvements* » (p. 190).

Du point de vue du saint-simonisme, il ne s'agit pas d'asservir la science à l'industrie, car celle-ci est au « service des lois de l'univers » et en ce sens elle « embrasse la totalité du monde moral ». L'harmonie est le maître mot du saint-simonisme où « technocratie et sentiment religieux » sont étroitement mêlés pour concevoir un « corpus de connaissances qui porterait spécifiquement sur l'application de la science aux techniques » (206). C'est ainsi que, de l'Égypte à l'Algérie, les réformateurs sont habités par le rêve d'un pays « où se réaliserait enfin la fusion de l'Orient et de l'Occident ». Ce qui ne détourne en rien le sens des affaires d'un Talabot, habile homme, rival des Péreire, à la tête d'une entreprise regroupant chemins de fer, lignes de navigation, mines, en liaison commerciale avec l'Algérie, colonie que les saint-simoniens souhaiteraient ériger en modèle.

Mais c'est dans la planète vue comme la « demeure de l'homme » que l'imagination concrète des saint-simoniens s'épanouit. Loin d'être une pure idéologie, le saint-simonisme a marqué concrètement le XIX^e siècle de son empreinte, en France comme ailleurs : de la construction des lignes de chemin de fer, aux plans du percement du canal de Suez en passant par les projets de chemin de fer souterrain sous la Manche. Modernes, les saint-simoniens l'étaient au sens baudelairien du terme. La ville elle-même, contrairement aux appréhensions du siècle, était le lieu par excellence de leur expérience. Dans cet espace de « toutes les tensions spatiales et sociales, la grande ville du XIX^e siècle » devait être régénérée (p. 250). Le monument comme le réseau d'infrastructure des transports étaient mis au service de la pacification de la ville. La ville nouvelle, chère à Duveyrier, préfigurait, selon Antoine Picon, les aspects essentiels de l'haussmanisation, à « commencer par le

projet d'une distribution générale d'eau dans Paris». Et, de fait, «en voulant faire de la planète la demeure de l'homme, pour reprendre l'expression de Jean Reynaud, les saint-simoniens inaugurent un nouveau rapport à l'espace, fondé sur des impressions contradictoires de clôture et d'échappée» (p. 299).

C'est dire l'importance de l'ouvrage pour tous ceux qui veulent pénétrer dans l'architecture du XIX^e siècle, autant que vagabonder dans les errements et les hésitations des contemporains dont nous sommes les héritiers. Ne serait-ce que pour comprendre ce temps d'avant la République, où social, politique et religieux étaient parfois étroitement mêlés.

Michèle RIOT-SARCEY

GÉRARD CHASTAGNARET,
L'Espagne, puissance minière
dans l'Europe du XIX^e siècle,

Madrid, Casa de Velasquez, 2000, 1170 p.

Dans une époque où la miniaturisation des thèses semble le préalable à leur édition, il est réconfortant, même s'il a fallu attendre, que le travail de Gérard Chastagnaret soit publié dans son intégralité, annexes com-

prises. Décidément, l'Espagne rend proluxe. On ne s'en plaindra pas, car ce texte n'est pas diffus mais dense, nécessaire et d'une écriture maîtrisée. Le titre en dit le propos. Pendant un siècle, l'Espagne a été la grande pourvoyeuse de minerais métalliques pour une Europe qui en consommait sans cesse davantage, mais elle n'a été (presque) que cela. Autrement dit, elle est passée à côté d'une métallurgie à la hauteur de ses ressources, en renonçant ou en échouant à valoriser elle-même la plus grande partie de cette extraction.

La géographie tient une grande place dans le livre de Gérard Chastagnaret, qui, en bon disciple de Pierre Vilar, ne la sépare pas de l'histoire des groupes sociaux, des décisions politiques ou des choix techniques. Le XIX^e siècle espagnol n'est pas le temps des Grandes Découvertes. L'auteur dit, en forçant peut-être le trait, que le gros des gisements avait été repéré depuis les Romains, en tout cas pour le cuivre et le plomb. Ce qui change brusquement, alors, c'est l'échelle de l'exploitation. Du nord au sud – de Bilbao à Almería, et de l'ouest à l'est – de Huelva à Carthagène, des gisements faciles d'accès, au moins jusque dans les années 1880, ont fait l'objet de travaux intenses. Doit-on, une fois de plus opposer les Espagnes périphériques à l'Espagne centrale ? Il est vrai que les côtes méridionales et septentrionales comptent la plupart des sites, mais Almaden (mercure), Pennaroya et Linares (plomb), n'ont pas souffert d'être à l'intérieur des terres. Quant à la Catalogne, qui ne pouvait avoir toutes les chances, elle est absente de la carte minérale, à un peu de charbon près. Plus frappante sans doute est l'opposition du nord et du sud. Au premier, l'essentiel des bassins houillers et des mines de fer, au second, la faveur des non-ferreux, mercure, cuivre et plomb. L'argent n'est pas absent, principalement en association avec le plomb, mais il n'occupe qu'une place minimale dans l'ensemble minero-métallurgique. L'or n'est qu'un rêve. L'Espagne du XIX^e siècle n'est ni la Californie ni un «nouveau Pérou», comme s'intitule une compagnie minière. Il n'est donc ici question que de métaux ordinaires et l'axe Amérique-Espagne est remplacé par un axe Espagne-Europe.

L'auteur a construit une périodisation à séquences multiples. Le pivot principal se situerait entre 1840 et 1860. Avant ce moment, on pourrait parler d'agitation minière plutôt que d'exploitation. Après quoi, l'essor commence. Mais une autre césure apparaît, qui distingue les années 1880 comme une fin de cycle, les trente années suivantes donnant

des signes d'essoufflement, voire de crise. Vue de plus près, la courbe offre davantage de fluctuations. Il n'y a pas lieu de s'en plaindre car la complexité de l'analyse découle de son objet. La production minière d'Espagne est trop liée à son débouché extérieur pour ne pas dépendre largement de la conjoncture internationale et plus exactement de l'évolution des marchés nationaux, qui ne sont pas synchrones. En outre, chaque produit a sa spécificité; le fer et le plomb ne marchent pas au même rythme, par exemple.

À hauteur de 1880, l'Espagne tient le premier rang pour l'exportation du mercure et du plomb – ce qui est un acquis ancien – et se hisse parmi les principaux pays exportateurs de fer, avec un rythme annuel de progrès de près de 23% pour ce dernier minerai entre 1866 et 1882. Le zinc (des Asturies) et le cuivre (de Rio Tinto) sont aussi massivement exportés. Il n'y a que la production du charbon qui soit entièrement destinée à la consommation nationale. Une autre façon d'apprécier ce phénomène spectaculaire est de noter que l'extraction n'a pas encouragé sur place une métallurgie équivalente. Il faut à nouveau distinguer. La sidérurgie, qu'elle soit des Asturies, d'Andalousie ou de Biscaye, consomme seulement 10% en 1913 du minerai de fer extrait. Mais la faiblesse de la production de houille et la médiocrité du charbon obtenu expliquent en partie ce déséquilibre. À l'opposé, une métallurgie du plomb s'est constituée. Elle est particulièrement vivace du côté de Carthagène où, explique Gérard Chastagnaret, de petites entreprises, à la limite de l'artisanat, ont mis en œuvre des savoir-faire astucieux et économes.

Il faut tenter de comprendre l'orientation d'une production minière aussi fortement exportatrice. La faute en revient-elle à l'État? L'auteur critique, accable même à l'occasion, l'administration espagnole pour son incapacité à aider au développement d'une véritable métallurgie. Jusqu'en 1840, l'État avait le monopole de l'extraction et/ou de la commercialisation du plomb, du mercure et de la fonte. Il s'est désengagé progressivement en laissant aux Rotschild la vente du plomb à l'étranger, en vendant Rio Tinto à des Britanniques. Le capital étranger prend en effet le relais. Le mouvement s'accélère jusqu'en 1880, date de la fondation par des capitaux à majorité française de la Compagnie Penarroya. Le livre ne cherche pas à revenir longuement sur cette pénétration de capitaux en Espagne, déjà étudiée par Albert Broder. Il s'oriente plutôt dans une autre direction. Pourquoi le capital national n'a-t-il pas succédé à l'État défaillant? Il ne se «réveille» écrit Chastagnaret qu'en 1908, alors que le temps des gros profits est terminé. La crainte des mauvaises surprises, si fréquentes en matière minière, a certainement joué. Mais aussi, la mise était lourde, pour peu que des problèmes de creusement profond, d'exhaure ou de ventilation se posent. Ce capital national est donc frileux, bien que dans le fer, le plomb et le zinc, il ait su se créer des occasions. D'autres emplois, plus rémunérateurs ou plus sûrs attendaient l'oligarchie qui a suscité, dans ce secteur au moins, peu d'entrepreneurs. L'exploitation minière en partie contrôlée par l'extérieur s'est ainsi faite au bénéfice des marchés extérieurs. Pour qu'une métallurgie du cuivre, par exemple, se développe, ou que la sidérurgie biscayenne connaisse une croissance explosive, il fallait que le marché national puisse absorber autant de produits. Il n'en est rien, même en fin de période. L'économie globale et les structures sociales, ainsi que la carence de l'État (entre autres pour les transports) ont entravé une croissance autonome du secteur minéro-métallurgique. La partie est perdue dès 1914, semble indiquer Gérard Chastagnaret. En effet, les besoins des métallurgies européennes ont évolué. L'hématite non phosphoreuse, si précieuse pour le procédé Bessemer, n'est plus nécessaire avec le Thomas. De toute façon, si l'on cherche un minerai de fer pur, c'est au Maroc ou en Algérie qu'on pourra le trouver tandis que la qualité du minerai espagnol baisse dangereusement. En outre, l'exploitation frénétique des ressources minérales, au moins sur les

côtes, menaçait d'épuisement certains gisements. Il est sans doute plus exact de dire que les exploitants ayant extrait le plus facile, le minerai à atteindre était profond, difficile d'exploitation. Il y fallait, plus qu'avant, de grands moyens. La «pequeria mineria» qui avait pu être efficace, dans son système rustique, n'était plus de saison.

Il y a quelque incongruité à faire l'inventaire des manques, devant un livre aussi riche que convaincant. Le principal est d'ailleurs assumé par l'auteur, qui n'a pas voulu ajouter une histoire ouvrière à cette fresque économique, financière et politique de la mine en Espagne. Il donne quand même des pistes en approche de ce prolétariat de maigre ampleur (150 000 personnes peut-être en 1913), sur la faiblesse persistante des salaires et l'abondance d'une main-d'œuvre généralement dépourvue de qualification. Ce qui, au passage, renforce l'argumentaire sur l'inexistence d'une métallurgie autochtone de forte taille: il eut fallu former ou importer et de toute façon bien payer ces ouvriers professionnels d'un type nouveau. On regrettera davantage la discrétion de Gérard Chastagnaret sur le versant des techniques. Une simple note par exemple fait état de l'introduction précoce (années 1880) de l'air comprimé dans certaines mines. Or la question de cette énergie qui a mis longtemps à s'implanter au fond demeure obscure. Le cas espagnol aurait pu faire progresser les connaissances. De même la question des qualités et des emplois n'est pas réellement traitée, sauf en indiquant que le tri (des charbons) laissait à désirer. Pourtant, quel que soit le minerai considéré, on sait maintenant que les politiques d'extraction (choix des couches et des moyens) déterminent dans une certaine mesure les résultats. La contrainte géologique est réelle mais doit être relativisée. Pareillement, une fois le minerai extrait, son traitement mécanique lui ouvre des possibilités diverses. Enfin, la connaissance empirique puis, à la fin du XIX^e siècle, de plus en plus scientifique, des minerais permet de mieux affecter des qualités à des usages et incite à former la clientèle à cette nouvelle approche de la marchandise. Ces remarques sont des suggestions, non des critiques. Elles n'enlèvent rien de l'intérêt d'un ouvrage longtemps espéré et qui tient largement ses promesses, pour le plus grand profit des historiens de l'Espagne et des mines.

Denis WORONOFF

ALBERTO MARIA BANTI,

La nazione del Risorgimento. Parentela, santità e onore alle origini dell'Italia unita,
Turin, Einaudi, 2000, 214 p.

Dans la recherche historique italienne, l'étude du Risorgimento constitue traditionnellement un espace particulier, dans lequel l'approche culturelle occupe une position forte. Cela tient au fait que la notion de

Risorgimento ne renvoie pas seulement au processus politique qui aboutit à l'unification de l'Italie, mais aussi à un grand mouvement culturel qui s'étendrait des Lumières à l'unité italienne, voire à la Première Guerre mondiale⁸. Cette histoire culturelle du Risorgimento, très érudite, prestigieuse, à la recherche des origines du mouvement d'unification nationale, a tout particulièrement étudié la formation de la pensée politique nationale. Pour le XVIII^e siècle, les approches ont cependant été profondément renouvelées, avec un intérêt marqué pour la formation et la diffusion de la culture des Lumières (songeons à Franco Venturi, *Settecento riformatore*, Turin, Einaudi, 1969-1987). Mais, ce

8. Cf. la mise au point de Gilles PÉCOUT, *Naissance de l'Italie contemporaine (1770-1922)*, Paris, Nathan, 1997, p. 6-11.

faisant, l'étude de l'*illuminismo* italien s'est largement détachée des débats sur l'origine du Risorgimento.

Les renouvellements historiographiques ont sans doute été moins profonds en ce qui concerne la culture italienne de la Restauration. Ce livre vient donc à point, et l'écho, tout comme les critiques qu'il a suscitées dans la péninsule, bien au-delà de la corporation des historiens, montre qu'il tranche avec les approches antérieures. Il confirme aussi la place essentielle qu'occupe Alberto Maria Banti dans le profond renouvellement que connaît depuis deux décennies l'historiographie italienne du XIX^e siècle.

Ce renouvellement a surtout été centré sur l'histoire sociale : à partir des années 1980, une série de travaux portant sur les élites de la péninsule, bourgeoisie et noblesse, ont non seulement permis de reconsidérer notre perception de ces élites, mais ont aussi jeté les bases d'une nouvelle approche de l'histoire du Risorgimento⁹. Tel était d'ailleurs un des enjeux majeurs de ces travaux : sortir des approches classiques de l'histoire nationale, dominées par des prolégomènes marxistes ou libéraux. Pour cela, il fallait reconsidérer les catégories d'analyse, mais aussi requalifier les acteurs de l'histoire nationale.

Dans cette perspective, la diversification historiographique de ces dernières années ne marque pas un retour en arrière, mais une étape supplémentaire. L'itinéraire d'A.M. Banti en devient sans doute plus logique : après avoir scruté les richesses et l'identité sociale des élites italiennes, d'abord par des études de cas puis par une remarquable synthèse sur la bourgeoisie de l'époque libérale (dans *Terra e denaro. Una borghesia padana dell'Ottocento*, Venise, Marsilio, 1989, et *Storia della borghesia italiana. L'età liberale*, Rome, Donzelli, 1996), il était sans doute désormais possible de revisiter avec profit un des éléments centraux de l'histoire politique italienne du XIX^e siècle, à savoir le rapport entre élites et naissance de l'identité nationale.

Le livre s'interroge sur la formation de l'identité nationale italienne. D'abord en essayant de cerner la façon dont les protagonistes du Risorgimento concevaient la nation. Le premier objectif de la recherche a ainsi consisté à déterminer la trame du discours national. Pour déchiffrer ce « credo risorgimental », A. M. Banti a privilégié l'étude des textes littéraires, des mémoires et recueils épistolaires¹⁰, car c'est à partir d'eux, des images, symboles et motifs qu'ils véhiculent que les jeunes lecteurs et lectrices, futurs patriotes, ont découvert la nation.

La période révolutionnaire constitue un point de départ fondamental. C'est en effet pendant les années du « Triennio », lorsque sont formulés les premiers projets d'État unitaire italien, que les termes de nation et de patrie sont accolés à l'entité italienne. Puis, dans la première moitié du XIX^e siècle, la question de la nation italienne devient un thème majeur, qui est au centre des œuvres des grands intellectuels et artistes de la péninsule. Inscrite désormais dans la production artistique et narrative, la question touche un plus large public, celui de l'élite cultivée. À cet égard, l'adhésion aux idées du Risorgimento apparaît nettement comme un phénomène générationnel. La première génération de patriotes, née avec la révolution française, est gagnée aux thèses nationales par la lecture des textes de la littérature patriotique. La génération suivante,

9. Cf. en particulier « Borghesie urbaine dell'800 », *Quaderni storici*, 56, 1984 ; A. SIGNORELLI (ed.), *Le borghesie dell'Ottocento*, Messine, Sicania, 1988 ; Raffaella ROMANELLI, « Political debate, social history and politics in the age of the Risorgimento », *Journal of the Modern History*, 1991/4.

10. L'étude est construite sur les textes littéraires-patriotiques les plus largement diffusés dans la péninsule. La morphologie du discours risorgimental a aussi été analysée à partir des références contenues dans un échantillon de 33 œuvres épistolaires et mémoriales de patriotes italiens.

née après 1815, trouve aussi dans la famille une source de diffusion du discours patriotique, sans pour autant que la lecture soit délaissée. L'auteur a ainsi revisité avec bonheur plusieurs grands textes littéraires du temps.

À partir de là, A. M. Banti s'est demandé comment cette construction a pu être suffisamment attractive pour être adoptée par de larges secteurs des élites de la péninsule, alors même que l'Italie était économiquement et culturellement fractionnée. C'est que l'attrait pour les thèmes du Risorgimento ne repose pas seulement sur l'intérêt, mais aussi sur l'adhésion à un idéal national. Encore fallait-il que les textes offerts puissent rencontrer la disponibilité du public. A. M. Banti, analyse ainsi, dans un second temps, la morphologie du discours national. La conception de la nation mise en avant dans la littérature patriotique est volontariste. Elle apparaît comme une formation à la fois naturelle et culturelle, non seulement enracinée dans l'Histoire, mais aussi fondée par les liens du sang et ancrée dans la terre. La nation est identifiée à une mère et les Italiens, unis dans la même parentèle, sont frères. Dans ce cadre, la défense de l'honneur, et en particulier de la pureté des femmes, figure la défense de la patrie menacée par les traîtres et les étrangers.

Le troisième chapitre montre que ces images littéraires et ces récits sont d'autant plus intégrés par le public qu'ils dérivent de modèles préexistants, manipulés et réagencés. C'est ainsi que le discours national transpose des figures symboliques et narratives de l'histoire sacrée. À cet égard, fréquentes sont les analogies entre les figures christologiques et les héros de la narration nationale, tandis que le Risorgimento s'apparente à une véritable résurrection, qui rachète les fautes du passé italien. En mettant en évidence cette archéologie du discours national, A. M. Banti permet de mieux comprendre sa force communicative.

Le succès de l'idée nationale a été d'autant plus fort qu'il n'a que très peu innové par rapport au legs symbolique et morphologique antérieur, utilisant ce qui était déjà familier au lecteur. Néanmoins, la relation entre récit national et figures religieuses n'est pas univoque : au-delà du répertoire des figures, le discours national forgé dans la première moitié du XIX^e siècle s'éloigne aussi de l'éthique catholique, et cette ambivalence lui donne encore davantage d'efficacité. En somme, l'idée nationale italienne est bien une construction, mais cette action créatrice ne surgit pas ex nihilo : ici, l'invention de la tradition se fait à partir de trames anciennes.

Le quatrième chapitre souligne la force de cette construction narrative pendant la phase décisive de l'unification italienne. Il en est ainsi, par exemple, de l'action et de la figure de Garibaldi, largement diffusées par le biais d'une relecture de type christologique. Bien que la geste du héros national ne soit pas totalement univoque, sa popularité se constitue à partir d'un répertoire constitué par la littérature patriotique antérieure.

Dans sa conclusion, l'auteur confronte la cohésion de ce discours national avec les réalités post-unitaires. L'idéal unitaire se heurte aux difficultés de l'unification, la cohésion du « credo risorgimental » aux diversités de la péninsule. La « prose » de la réalité post-unitaire ne correspondant pas à la « poésie » risorgimentale, pour qui la nation était un corps homogène et compact. Ce décalage ne contribue pas peu au désenchantement des élites vis-à-vis de l'Italie nouvelle, des élites qui restent durablement marquées par le modèle discursif de la nation forgé pendant le Risorgimento.

Au total, le livre d'A. M. Banti apporte non seulement une contribution stimulante à l'étude du Risorgimento, mais il permet aussi d'explorer davantage la pénétration de l'idéal national en Europe. La progression des études de cas centrées sur la première moitié du XIX^e siècle a conduit à davantage tenir compte de la politisation des Italiens

avant l'unification. Ce livre permet de mieux comprendre un tel processus, en offrant des clés interprétatives essentielles. Mais c'est aussi un point de départ, car il nous incite à ne pas laisser l'histoire du Risorgimento stagner dans les idées reçues.

Samuel FETTAH

PIERRE MILZA,

Verdi et son temps,

Paris, Perrin, 2001, 559 p., 22,71 €.

Biographe émérite, Pierre Milza l'est assurément et son monumental *Mussolini* paru en 1999 est là pour le démontrer. Le but poursuivi par l'historien dans *Verdi et son*

temps est cependant quelque peu différent de celui adopté par la plupart des biographes : dans le portrait qu'il nous propose du compositeur parmesan, Pierre Milza s'intéresse en effet tout autant au cadre historique qu'au compositeur proprement dit. Plus exactement, c'est le rapport de l'artiste et de la société dans laquelle celui-ci a vécu et créé qui constitue son principal centre d'intérêt, l'ouvrage s'attachant avant tout à décrire « la fonction qui fut [celle de Verdi] dans le processus de formation et de consolidation du sentiment unitaire [italien] » (p. 8). Ce Verdi « champion de l'italianité » (p. 391) mérite d'autant plus d'être étudié que l'auteur de *Nabucco* n'a dû ce rôle que « pour une bonne part au hasard » (p. 507) et que, contrairement à la légende (parfois entretenue par Verdi lui-même), il n'en a pris conscience qu'après coup. « Qu'il ait eu ou non le désir de répondre à la demande de ses amis libéraux, écrit Pierre Milza, ou d'exploiter cyniquement un filon qui se révélait rentable, Verdi ne pouvait pas ignorer à quel point il était devenu emblématique pour les patriotes de la péninsule » (p. 150). Le lien qui unit Verdi à son pays, son statut de grande figure du *Risorgimento* puis de Père de la patrie sont donc au cœur des douze chapitres qui retracent la vie du compositeur, depuis sa naissance en 1813 dans un duché de Parme alors transformé en département du grand Empire – l'acte de naissance est ainsi rédigé en français – jusqu'au transfert de sa dépouille à la *Case di riposo*, en février 1901, en présence de 300 000 Milanais.

Signalant dans son avant-propos le lien personnel qui le relie à la région de Parme et donc à Verdi, P. Milza sait trouver les mots justes pour évoquer la *Bassa*, la plaine riveraine du Pô où est né le musicien, ainsi que le milieu social dont il est issu, à mi-chemin entre la bourgeoisie et la paysannerie. La vie à Busseto, les rivalités entre libéraux et cléricaux, les relations avec Antonio Barezzi, le protecteur et beau-père du jeune Verdi : tout est brossé de main de maître. P. Milza parvient surtout à saisir dans sa totalité la personnalité de Verdi, pourtant contradictoire et complexe, à laquelle il consacre un chapitre dense au milieu de son livre. Rancunier, violent, susceptible, âpre au gain, le musicien n'est pas flatté, même si l'on devine chez le biographe admiration et indulgence pour son modèle. À côté de Verdi, la figure de Giuseppina Strepponi, la cantatrice épousée en 1859 et compagne du maestro depuis la fin des années 1840, est particulièrement valorisée, à juste titre. Du librettiste Piave, au chef d'orchestre Mariani, de la dynastie d'éditeurs Riccordi à la maîtresse des vieux jours Teresa Stolz, tous les portraits dessinés par P. Milza aident à comprendre le milieu dans lequel a évolué Verdi et, par ricochet, éclairent le lecteur sur la psychologie du compositeur, que seuls ses activités de grand propriétaire terrien et, de façon bien plus éphémère, son engagement politique au moment de la naissance du royaume d'Italie sont parvenus à détourner de la composition musicale. « Quand, tout seul, écrit-il à Piave en 1860, je me débats avec mes notes, mon cœur bat, les larmes me coulent des yeux, mes émotions et mes joies passent toute description. »

L'angle adopté par P. Milza pour étudier Verdi conduit le biographe à interrompre périodiquement son récit pour décrire la situation politique de l'Italie à différentes époques. Si ces passages historiques peuvent apparaître à première vue parfois trop développés, leur qualité intrinsèque et le soin avec lequel P. Milza les relie à la vie de Verdi gommement vite cette première impression. En ce sens, le « pari » du livre est pleinement gagné : le lecteur peut en permanence relier la destinée personnelle du musicien à l'évolution politique de la péninsule et comprendre comment, de manière plus ou moins spontanée, le mythe verdien se construit au fil des décennies. La précision des informations apportées permet même d'établir une chronologie très fine de la constitution de ce mythe et d'en repérer les échecs (l'affaire de l'*Hymne des nations* en 1862 ou encore le refus du diplôme de commandeur de la Couronne d'Italie en 1868). Le ralliement de Verdi à la solution piémontaise, son attitude pendant la guerre de 1859 et sa place dans le tout nouveau royaume d'Italie font en particulier l'objet de passages excellents qui peuvent servir de modèle à tout historien cherchant à mettre en relation un artiste et une époque.

Si *Verdi et son temps* atteint ainsi sans conteste les objectifs que P. Milza s'est assignés dans son avant-propos, c'est finalement dans l'étude du répertoire de Verdi que l'ouvrage peut, parfois, quelque peu décevoir le lecteur. Parfaitement maître de son personnage et du contexte historique, P. Milza se retrouve tributaire de ses sources quand il évoque les opéras de Verdi. Précisons d'emblée que seuls les spécialistes d'histoire lyrique sont à même d'exprimer quelques regrets et qu'il serait stupide d'ergoter dans un domaine où la biographie de P. Milza ne prétend pas innover. On pardonnera toutefois à l'auteur de ce compte rendu d'être quelque peu « fâché » de voir Scribe réduit au rôle de chef d'« une véritable officine d'écrivains mineurs » (p. 209), le « grand opéra » évoqué de façon aussi sommaire (p. 322), *L'Africaine* présentée comme une tentative d'imiter *Faust* alors que l'opéra de Meyerbeer avait été conçu bien avant (p. 348), Bizet et Gounod renvoyés à un « public petit-bourgeois » (p. 392) ou encore Nutter considéré comme quantité négligeable (p. 450), lui qui fut en fait un excellent librettiste, capable de travailler aussi bien avec Offenbach qu'avec Wagner. Il est de même dommage que, pour *Nabucco*, P. Milza n'ait pas cherché à replacer l'opéra de Verdi dans la tradition des opéras bibliques. On aurait également souhaité que, lorsqu'est évoquée l'attitude de Verdi à l'égard de Wagner après 1870, les enjeux esthétiques ne soient pas réduits à un affrontement entre opéra italien et opéra allemand puisque l'opéra français tient une place importante dans le débat. C'est du reste dans l'évocation des rapports de Verdi avec le milieu lyrique français que P. Milza est peut-être le moins convaincant, trop influencé qu'il est par les critiques adressées par Verdi, avec une évidente mauvaise foi, à « la grande boutique », c'est-à-dire l'Opéra de Paris. On peut pourtant avancer sans grand risque de se tromper que l'élection à l'Académie des Beaux-Arts en 1864 au fauteuil de Meyerbeer (rappelée p. 332) a représenté pour le compositeur, pourtant si chargé d'honneurs et de récompenses tout au long de sa vie, une consécration particulièrement goûtée puisqu'elle marquait sa domination sur la scène parisienne, la première d'Europe.

Répétons-le néanmoins avec force : ces quelques restrictions qui portent sur l'histoire lyrique ne sauraient remettre en cause la grande réussite que constitue cette biographie qui offre un véritable bonheur de lecture. L'historien, le musicologue et, plus généralement, le « lecteur passionné d'opéra verdien » (évoqué par P. Milza dans son avant-propos) y trouveront, loin des images d'Épinal et des idées reçues, une passionnante leçon d'histoire culturelle.

Jean-Claude YON

GILBERT MEYNIER,

Histoire intérieure du FLN. 1954-1962,

Paris, Fayard, 2002, 812 p.

(Préface de Mohammed Harbi).

Monumental. Il n'y a pas d'autre mot pour qualifier cet ouvrage dans lequel Gilbert Meynier a mis le résultat de quarante ans de recherche et de réflexion, alimentées par une constante passion pour le devenir

des Algériens, et notamment des jeunes qu'il souhaite aider à mieux comprendre leur passé. Au-delà des quelques sept cents pages de texte très dense, une soixantaine de cartes, graphiques et tableaux, pour la plupart originaux, consacrés par exemple à la sociologie des militants, aux budgets du FLN, ou encore à la présence des Algériens à l'étranger, méritent aussi une lecture approfondie. Le livre est accompagné d'un excellent appareil critique (tableau de correspondance des noms de lieux algériens et coloniaux, liste des sigles, glossaire des termes arabes, index des noms de personnes). L'orientation bibliographique, pourtant très riche, donne une idée insuffisante de la documentation, puisée notamment aux archives du Service Historique de l'Armée de Terre française, mais aussi dans d'innombrables entretiens, issus d'une familiarité avec l'Algérie dont on trouvera le témoignage en introduction.

L'ouvrage se divise en six parties, selon une approche prioritairement thématique. La première partie intitulée « La résistance anticoloniale », reprend, chronologiquement, l'évolution qui conduit de la lutte des années 1830 contre les envahisseurs à la prise d'armes du 1^{er} novembre 1954. Fort logiquement, la montée du nationalisme depuis le début du XX^e siècle est privilégiée. La permanence d'un refus impliquait-elle le déclenchement d'une guerre ? L'auteur souligne, en tout cas, l'importance des blocages coloniaux, et la dureté d'une répression des nationalistes qui recourt déjà à la torture.

La deuxième partie (« Qu'est-ce que le FLN ? ») est sans doute la plus stimulante. Sous forme d'une série d'interrogations, l'auteur s'efforce de définir la nature du FLN. En quoi consiste son caractère révolutionnaire ? En quoi est-il véritablement un front ? Quelle est son idéologie ? Quelle est sa vision de l'État ? Quelle est sa vision de la Nation ? Les réponses soulignent un fait : la révolution dont il se réclame est avant tout anticoloniale. Ses chefs restent fidèles à des conceptions sociales très conservatrices, dont témoigne l'attitude à l'égard des femmes. Leur représentation politique est celle d'une communauté guerrière, cimentée contre l'étranger par la fraternité musulmane et arabe, et où toute opposition ne peut être que trahison. En fait, l'essentiel est sans doute le pouvoir, et c'est dans la guerre que celui-ci va se définir.

Le titre de la troisième partie « La guerre et le pouvoir. 1954-début mars 1962 » est explicite. On ne cherchera pas ici une histoire du conflit. L'adversaire français n'apparaît qu'à travers les obstacles qu'il suscite à l'action politique et militaire, sans que les causes de ses pratiques soient approfondies. Ses responsabilités dans la montée de la violence n'en sont pas, pour autant, escamotées. Mais le but de l'auteur est surtout de montrer comment, à travers la guerre et grâce à elle, s'affirme le pouvoir des chefs militaires, celui des maquis, puis celui des chefs extérieurs. La guerre est ainsi le catalyseur d'une forme de gouvernement dictatorial et d'une série de pratiques policières dont Boussouf apparaît comme le précurseur. L'assassinat de Ramdane Abbane marque la fin des tentatives des « politiques » pour contrecarrer le pouvoir des militaires. Le FLN, dans ces conditions, ne sera guère autre chose que l'ALN.

La mise en place de ces institutions et de ces pratiques est étudiée dans les deux dernières parties, qui montrent comment se mettent en place des organes de pouvoir sur les Algériens. Des développements sur « Le FLN-État : services, réalisations, courroies de transmission 1954-1962 », on retiendra notamment une étude fouillée sur les

finances du FLN (dont on voit, par exemple, que les ressources dépendirent, pour moitié, de l'aide arabe). « Le FLN, État dans le monde, 1954-1962 » démolit quelques mythes : l'aide irakienne fut bien supérieure à celle de l'Égypte ; l'appui trouvé auprès des pays de l'Est (et notamment la Chine, qui outilla l'armée des frontières) n'empêcha pas une grande fascination pour les États-Unis, finalement déçue. Une dernière partie « Le FLN en 1962 : l'implosion » étudie les éléments de la crise qui amène l'installation à Alger du nouveau pouvoir, dans l'établissement duquel le rôle tenu par les autorités françaises sera sans doute un jour mis en lumière. Ce pouvoir n'est autre que l'appareil issu de ce que Meynier appelle « armée prétorienne », qui l'a emporté sur les maquisards des *wilâyas*.

L'analyse est servie par la familiarité de l'auteur avec la langue arabe, qui nous vaut notamment des développements particulièrement intéressants sur l'édition arabe d'*el-Moudjahid*, le journal du Front. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer a priori, les auteurs paraissent « plus à gauche et plus laïques » que ceux de l'édition en français, de même qu'en général, les cadres arabisants sont plus cultivés et plus ouverts que les francisants. La réflexion sur les usages différenciés de l'arabe, littéraire ou dialectal, et du français, jusque dans les journaux ronéotés du Front, souligne les complexités d'une société dans laquelle la question linguistique se pose en des termes uniques dans le monde arabe. On trouvera aussi des aperçus passionnants, et souvent pittoresques, sur les milieux militants algériens, définis non pas seulement par leur milieu (le plus souvent), mais aussi selon leurs pratiques sociales, à travers une série de traits significatifs, voire d'anecdotes. L'auteur n'hésite pas à tenter une approche psychanalytique du FLN, en montrant que l'avènement de la loi rationnelle y a été étouffé par un inconscient archaïque incapable de briser les tabous pour accéder à une symbolisation de la mort du père. Autrement dit, ses militants, pour la plupart, n'ont pas pu se dégager de la fidélité à des valeurs de virilité, d'honneur et de solidarité clanique peu conformes aux exigences de la liberté et de la démocratie.

Le jugement d'ensemble est sans concession. Gilbert Meynier ne remet jamais en cause la légitimité du combat pour l'indépendance ; il est convaincu aussi que la majorité des Algériens se sont reconnus dans le FLN, conférant ainsi une légitimité indiscutable à sa cause. Il ne cherche pas du tout, en revanche, à donner de la réalité du Front une image édulcorée. Il ne dissimule rien de la violence et du despotisme qui triomphent au sein de l'ALN. Il suffit de citer la dernière phrase de sa conclusion : « Au total, le FLN fut aussi incontestablement un mouvement de résistance et de libération anticoloniale que le parti bolchevique avait été ailleurs et en d'autres temps un parti de libération sociale. On sait que le bolchevisme fut en même temps et dialectiquement une effroyable machinerie de pouvoir. En histoire, tout est dialectique. Objet d'histoire, le FLN n'échappe pas à la règle ».

Ce livre évite l'écueil d'une histoire générale de la guerre d'Algérie comme celui d'une histoire franco-française. Il redonne ainsi au débat sa dimension proprement algérienne. Ce questionnement sur les Algériens, leurs cadres, leur société, avec ses réalités et ses fantasmes n'en est pas moins passionnant pour des Français dont on souhaiterait qu'ils possèdent, sur leur propre milieu pendant la guerre d'Algérie, une synthèse aussi profonde et originale. Il ouvre aussi de larges perspectives sur l'Algérie d'après l'indépendance, à laquelle sont faites de fréquentes allusions. On ne peut que souhaiter, après cette histoire du FLN, que Gilbert Meynier nous donne une histoire du pouvoir en Algérie depuis 1962.

Jacques FRÉMEAUX

JANET R. HORNE,

A Social Laboratory for Modern France. The Musée Social and the Rise of the Welfare State,
Durham, Duke University Press, 2002, 354 p.

Voici enfin la pénétrante étude de Janet Horne sur le Musée Social (dont la traduction française doit bientôt paraître chez Belin en février 2004). En abordant avec précision cette « antre » de la réforme sociale en France au

tournant des XIX^e et XX^e siècles (C. Chambelland (éd.), *Le Musée Social en son temps*, Paris, Presses de l'ENS, 1998), l'historienne américaine a fait le choix de s'attarder sur la causalité des facteurs historiques et culturels dans l'émergence du *Welfare State* français, version laïcisée d'une protection sociale pouvant fonctionner au sein d'un « ordre social chrétien » tel que le conçoivent les élites catholiques intransigeantes. Elle met ainsi l'accent sur les sources religieuses, philosophiques et culturelles des débats qui ont traversé les sphères de la réforme sociale française et qui ont donné lieu à la fabrication d'un consensus politique. Le Musée Social était alors le lieu par excellence de la rencontre, où le débat a pu s'instaurer et où les réseaux de l'intelligence et de l'expertise spécialisée ont pu se cristalliser. Nombre de réformes législatives ont ainsi pris leur source dans cette « antichambre de la Chambre ». Elle appartient à ce que Christian Topalov a appelé la « nébuleuse réformatrice » (*Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, EHESS, 1999). Cette quête de la « paix sociale » avait déjà suscité l'intérêt des historiens américains avec Sanford Elwitt (*The Third Republic Defended. Bourgeois Reform in France (1880-1914)*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1986) et Judith Stone (*The Search for Social Peace. Reform Legislation in France (1890-1914)*, Albany, State University of New York Press, 1985). Déjà, ils avaient mis l'accent sur la pertinence d'une observation attentive de ce lieu. Il apparaît ainsi comme un véritable laboratoire où ont germé des conceptions sociales adaptables à une France libérale et où a pu être élaboré un mode d'action publique compatible avec les limites de l'intervention de l'État.

La première partie examine les conditions de la naissance du Musée Social, produit direct de l'émergence de la « question sociale » qui se pose à la France libérale et industrielle du second XIX^e siècle. Au milieu des réponses émanant de la charité, de la philanthropie, de la bienfaisance, de la prévoyance, s'illustre la voie nouvelle de l'économie sociale. Celle-ci était fondée par une observation scientifique de la société qui s'appuie sur la figure de Frédéric Le Play, incarnant le catholicisme intransigent du Second Empire, appelant à la fois à la fondation d'une école sociologique et à la fabrication de nouvelles élites soucieuses de la construction du lien social. Parmi elles, s'affirme celle de « l'ingénieur social », personnalisée dans les années 1880 par l'homme des réseaux industriels, libéraux et républicains qu'était Émile Cheysson. L'Exposition Universelle de 1889 à Paris est l'occasion de constituer un bilan de l'industrialisation de la France mais aussi de célébrer l'héritage révolutionnaire. La prise en compte des mécanismes sociaux de cette société industrielle par les élites de la République s'affirme comme un défi essentiel à relever, d'autant plus que la concurrence est forte du côté des extrêmes, socialistes et catholiques. Prolonger de manière permanente la réflexion entamée par la section d'économie sociale lors de cette manifestation internationale, se concrétise par la mise sur pied en 1894 d'un musée, à la fois privé mais recevant aussi des soutiens d'institutions publiques, sous la houlette de trois personnages, le comte de Chambrun, Émile Cheysson et Jules Siegfried. Ils illustrent à eux trois la volonté de convergence de trois courants d'idées, celui du catholicisme intransigent et monarchiste, du libéralisme républicain et industriel aux accents sociaux, du protestantisme libéral et social. Ainsi, cette nouvelle institution permet de réunir tout ce que la France fin-de-siècle compte de bonnes volontés parmi les élites de la République et du catholicisme social pour envisager les solutions à donner à la « question sociale ».

Dans une deuxième partie, Janet Horne s'attarde sur les réseaux qui se croisent au sein du Musée, en tentant de souligner leur diversité mais aussi ce qui les fait s'unir. Quatre influences peuvent être ainsi mises en exergue. La première est l'école leplaysienne de science sociale autour de la revue *La Réforme Sociale*, de ses représentants Georges Picot, Robert Pinot, Paul de Rousiers, de ses hauts-fonctionnaires et de ses statisticiens Arthur Fontaine, Pierre du Maroussem et Lucien March. La deuxième est constituée par le courant du catholicisme social avec des personnalités diverses comme le libraire Étienne Martin Saint-Léon, le professeur Raoul Jay et le député Hyacinthe de Gailhard-Bancel. La troisième se concentre autour du christianisme social, version protestante d'une approche sociale du fonctionnement de la société qui regroupe des figures du mouvement coopératif avec Charles Gide, des personnalités de monde industriel comme Édouard Gruner, des responsables des politiques d'assistance comme Henri Monod, la plupart relayées par l'Association Protestante pour l'Étude Pratique des Questions Sociales. Enfin, il y a l'école sociologique du solidarisme, cette philosophie quasi-officielle de la République défendue par des personnalités radicales, franc-maçonnnes et libérales comme Léon Bourgeois. Une telle diversité permet d'ouvrir vers des horizons politiques encore plus larges avec l'accueil de socialistes comme Alexandre Millerand, Jean-Baptiste Dumay et Albert Thomas. Ouverture également en direction des secteurs professionnels avec la présence de grands propriétaires fonciers de la Société des Agriculteurs de France comme le marquis Eugène-Melchior de Vogüé, d'entrepreneurs industriels du textile roannais ou mulhousien tels que Jean Audiffred ou Georges Risler, parfois des figures du mouvement ouvrier syndicaliste comme Edmond Briat et Pierre Coupât. Industriels, professeurs, hauts-fonctionnaires, académiciens, médecins, architectes, urbanistes, toutes les élites qui envisagent de trouver des solutions concrètes à la question sociale se retrouvent ainsi liées à une initiative du Musée Social. Installé dans un bel immeuble de la rue Las-Cases du noble faubourg de Paris, l'organisme est composé d'une direction, de plusieurs sections d'études scientifiques et d'une librairie. Également connecté à des réseaux internationaux, il inaugure en quelque sorte le rôle de l'expertise dans le domaine social et fait office de laboratoire de recherche dans des domaines précis comme ceux de la coopérative, de la mutualité, de l'assurance.

La troisième partie s'attarde sur quelques-uns de ces domaines de l'expertise. Le champ de la mutualité est parmi ceux-ci. Léopold Mabileau devient le personnage-clef du Musée Social autour duquel tourne toute la réflexion entreprise à propos d'une politique sociale républicaine de prévoyance contre la maladie. Les débats qui conduiront à la loi sur les accidents du travail de 1898 sont largement évoqués dans les séances, tandis que la réflexion s'oriente vers la gestion des risques professionnels avec l'élaboration de la science actuarielle. La gestion de la vieillesse devient aussi un problème crucial dont les discussions au Musée Social se font très régulièrement l'écho. Faut-il oui ou non un système de retraites obligatoires ou facultatives ? Pour y répondre, en prélude à la loi de 1910, le Musée Social s'efforce de multiplier les comparaisons internationales et parfois de convaincre pour des solutions de transaction comme celles défendues par Léopold Mabileau avec « la liberté dans l'obligation », plaçant la mutualité comme un acteur déterminant du dispositif de la loi. Enfin, le combat pour l'hygiène constitue un autre cheval de bataille pour les membres du Musée Social. Une ville propre, harmonieuse, belle, rationalisée, où les plus démunis se verraient proposer des habitations à bon marché, possède son chantre en la personne de Jules Siegfried. C'est à une « hygiène sociale » qu'il faut désormais convertir les populations françaises, urbaines et rurales. Une nation saine est le meilleur antidote devant le risque de l'anomie qui guette une société en quête de lien social.

Le Musée Social incarne donc cette voie française dans la construction d'un État-Providence qui va de pair avec l'installation de la République. Traversée de divers courants et habitée par des élites tout aussi différentes socialement, cette institution travaille dans l'ombre. C'est tout le mérite de Janet Horne de l'avoir mise en lumière. Véritable parlement et laboratoire du social, le Musée constitue une authentique page d'histoire sociale et culturelle de la France de la Troisième République. Il revient donc à une historienne américaine de nous l'avoir restituée. Qu'elle en soit chaleureusement remerciée.

Bruno DUMONS

Joël DUBOS,

*André Lebon. Un homme d'affaires
en République (1859-1938).*

Le patriotisme et l'influence,

Rennes, Presses Universitaires de Rennes,
2001, 408 p., 26 €.

Soulignons d'emblée que Joël Dubos a écrit un livre important, ce qui peut sembler paradoxal, dans la mesure où André Lebon, contemporain de Raymond Poincaré, Joseph Caillaux ou Jean Jaurès, n'est plus guère connu que des spécialistes. L'auteur le sait trop bien, qui témoigne sans cesse du besoin de justifier

son sujet, démarche compréhensible quoique superflue. Grâce à un travail d'historien patient, méticuleux mais jamais pédant, J. Dubos propose la biographie d'un homme-clé, tout à fait représentatif du «républicanisme de gouvernement». Dominante au moment de l'entrée en politique d'A. Lebon (vers 1890), cette tendance est bientôt conduite à partager le pouvoir avec le radicalisme, voire à lui abandonner sa place, quand ce n'est pas avec le socialisme, au soir de la vie de Lebon. L'auteur ne nous présente pas seulement l'une de ces «nouvelles biographies» – pour reprendre le terme utilisé par Philippe Levillain dans son article-programme «De la biographie» (in René Rémond, *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988) – mais il poursuit également la voie défrichée par Gilles Le Béguec sur le double front du libéralisme et des élites dirigeantes à l'époque de la Troisième République. L'une des forces de l'historiographie biographique renouvelée est d'analyser, pour ainsi dire à échelle humaine, des processus de changement a priori fort abstraits. En l'espèce, il s'agit des efforts de modernisation d'un libéralisme confronté aux défis de la démocratie et, plus généralement, de la société industrielle de masse. Organisant son livre grosso modo selon un plan chronologique, et après une introduction sur les origines familiales d'A. Lebon, J. Dubos consacre ses six chapitres à des thèmes correspondant aux divers aspects de la vie multiforme du personnage, un parcours fait de carrières superposées, comme professeur et haut fonctionnaire, homme politique, homme d'affaires, dirigeant de syndicat patronal et enfin administrateur d'entreprises. On mesure par là l'investissement demandé au biographe, obligé d'être au fait de l'histoire politique comme de celle des idées, mais aussi des questions économiques, sociales ou coloniales ou encore d'éducation, pour ne rien dire du dépouillement de la presse d'organisations syndicales et des archives d'entreprise, pareillement nécessaires pour la maîtrise d'un tel sujet.

Le chapitre que l'auteur consacre aux origines bourgeoises et provinciales de Lebon lui permet d'introduire, plutôt en filigrane, une thèse qui scandera son récit : le legs financier, politique ou intellectuel n'explique qu'imparfaitement les réussites ultérieures d'A. Lebon. Cela revient à dire que dans le cadre d'une société de plus en plus démocratique sous la Troisième République, l'accession aux élites serait essentiellement due au mérite ; ce mérite, J. Dubos l'explique par trois facteurs : d'abord, A. Lebon avait précocement fait preuve «d'excellence dans l'excellence» intellectuelle ; de plus il était doté d'un esprit de compétition hérité de son père ; il était enfin imprégné par sa mère

protestante d'une grande éthique du travail. Pour autant, le facteur décisif qui assure à Lebon l'ascension en « lui permet[tant] d'accéder à un processus cumulatif de légitimation » (p. 83) sera, selon son biographe, l'entrée dans cette institution nouvelle de recrutement et de perpétuation d'une certaine élite, à savoir L'École libre des Sciences politiques, école alors nettement libéral-conservatrice, qui va placer A. Lebon « au cœur d'un réseau relationnel étendu et actif ».

Avec une grande connaissance de cette histoire complexe, J. Dubos restitue ledit réseau à un moment-clé de son histoire, en l'occurrence, celui de la transition entre « l'ère des notables » et une nouvelle époque, où il devenait plus difficile qu'auparavant de mener de front des carrières économique et politique. L'itinéraire d'André Lebon montre cette différenciation au sein des élites, de sorte que l'on en arrive à douter de sa capacité à incarner encore le « notable républicain complet » (p. 82) ; en effet, s'il réussit bien à exercer les deux formes de pouvoir, y compris au plus haut degré, Lebon ne parvint pas à le faire simultanément, car après avoir été député et ministre, il abandonna la politique libérale pour une deuxième carrière d'homme d'affaires, suite à des échecs électoraux. Sous cet angle, l'avènement du « dirigeant de syndicat patronal » témoigne bien de l'effort pour assurer la continuité entre deux élites désormais non seulement de plus en plus distinctes du point de vue fonctionnel, mais aussi de moins en moins congruentes au plan politique. En même temps, ces « experts », sortes de « multifonctionnaires » (membres de plusieurs associations et de comités alors situés à la périphérie immédiate du pouvoir), renvoient à deux processus fondamentaux : le premier réside dans la modification du parlementarisme libéral par la force de groupements de mieux en mieux organisés ; le second tient au changement du libéralisme lui-même. Dubos insiste sur le moment où ce dernier cherche désormais à « fonder sa légitimité autant sur le suffrage universel... que sur le talent » (p. 147). Autrement dit, devant la difficulté croissante des libéraux à recevoir l'onction démocratique lors des élections générales, ceux-ci s'essaient à légitimer leur prétention au pouvoir par la thèse qu'ils satisferaient mieux que leurs concurrents à l'« impératif de compétence et [par conséquent à] une promesse de résultats » profitant à la masse. Dans ce domaine, faut-il suivre l'auteur, qui décèle une « tentation technocratique » (p. 375) : ne s'agirait-il pas aussi (voire plutôt) d'une conviction anti-pluraliste ancrée chez des libéraux toujours prompts à se présenter en « classe politique » par excellence, parce que les mieux pourvus en ressources intellectuelles, financières et rhétoriques ? Peut-être faudra-t-il alors déterminer pour chaque libéral si l'argument de l'efficacité comme critère de la légitimité s'ajoute ou se substitue à celui de la quantité.

J. Dubos diagnostique chez Lebon une « étonnante modernité de la compétence » (p. 132), mais peut-on parler de modernité si cette compétence est invoquée dans un but protectionniste ? Le récit démontre que Lebon refuse une telle stratégie au début de sa carrière, lorsqu'il se place sous la tutelle de Ribot, un libéral avancé, ouvert sur le radicalisme, prônant l'intervention de l'État en faveur d'une « garantie d'équité » (p. 163). Ce refus devient cependant moins net à l'époque de la « République radicale », quand Lebon, écarté des rôles politiques, est même réprimandé par certains de ses anciens amis, pour son anti-dreyfusisme tenace, et se rapproche de l'aile droite du courant libéral. Il n'est évidemment pas indifférent que Lebon, qui officie alors aux fonctions de président du conseil d'administration des Messageries Maritimes et du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, prenne à ce moment l'initiative d'un regroupement patronal. Le but est d'exercer par ce nouveau biais une influence sur un État alors dominé par le « courant » démocratique, qui affiche une préférence marquée pour la question sociale (p. 255). Il s'agit,

comme l'indique Dubos au sujet du nouveau Conseil supérieur du Travail, de « définir une stratégie globale de la représentation » dans un contexte de « faiblesse » relative (p. 256).

Dans le meilleur chapitre du livre, celui consacré au Lebon « syndicaliste », l'auteur avance un argument frappant pour un lecteur d'Outre-Rhin : relevant le fait que le mouvement patronal français – et en particulier la Fédération des industriels et commerçants français dont Lebon était président – avait été « minutieusement préparé par une série de travaux et de voyages d'études » pour analyser les associations plus anciennes en Allemagne, Dubos signale que cette nation voisine aurait fourni le « modèle » (p. 257, 263). N'avait-il pas déjà souligné que des hommes comme Lebon ou Georges Blondel, qui connaissaient bien le Reich de Bismarck, l'avaient considéré « comme la mesure ultime d'une modernité incontestée » (p. 98) ? Voilà donc des libéraux français qui jugent « moderne » une nation dont l'économie était certes en pleine expansion, mais où le libéralisme restait largement dominé par le conservatisme, et dont l'une des premières exigences libérales – le parlementarisme – restait inachevée, une majorité comme celle de Waldeck-Rousseau restant parfaitement inconcevable ! Pour autant le système politique du voisin, avec son pouvoir exécutif fort, son parlement conçu comme reflet de la diversité de la nation, de fortes institutions intermédiaires régies par des spécialistes, une administration puissante, offrait des sujets de méditation pour des hommes de plus en plus désireux d'accomplir une réforme de ce parlementarisme français jadis libéral, mais dont on craignait une dérive « absolue » à l'âge démocratique.

Le fait que l'auteur défende, ici comme ailleurs, la position de Lebon n'altère nullement la qualité de son travail. En effet, Joël Dubos a entrepris non seulement la biographie d'un libéral, mais aussi une biographie libérale, dans la mesure où il a voulu démontrer que cet itinéraire exemplaire pouvait être analysé « en termes d'autonomie d'action » (p. 18) malgré des contraintes souvent déterminantes. Son étude adopte une certaine tonalité de « centre gauche », c'est-à-dire d'une sensibilité qui avait été « repoussée » vers la droite plus d'un siècle auparavant. L'ouvrage est publié sous les auspices de la Fondation Carnot, qui fait preuve d'un véritable libéralisme, en soutenant l'édition d'ouvrages consacrés à l'histoire de ce courant idéologique et politique, sans éviter, bien au contraire, des périodes et des thèmes problématiques. Son rôle s'apparente ainsi à celui tenu en Allemagne par la Friedrich-Naumann-Stiftung, fondation libérale dont les publications et la revue historiques font autorité Outre-Rhin, en raison d'une ouverture d'esprit née de la rigueur scientifique.

Klaus-Peter Sick

JEAN GARRIGUES,

*Les patrons et la politique,
de Schneider à Seillière,*

Paris, Perrin, 2002, 335 p., 20 €.

Les rapports entre le « cinquième pouvoir » (celui des patrons entendus dans leur acception la plus large : financiers, hommes d'affaires, industriels, négociants,...) et le monde politique ont toujours suscité un grand intérêt. Plusieurs historiens en ont fait leur champ d'investigation privilégié (J. Hilsheimer, C.M. Andrew et A.S. Kanya-Forstner, J.-N. Jeanneney ou plus récemment I. Kolboom, R. Vinen ou encore R. de Rochebrune et J.-C. Hazéra). Il manquait cependant une synthèse que fournit ici J. Garrigues.

Tout en nous rappelant que les liens entre les élites économiques et la politique ne remontent pas au second XIX^e siècle, l'auteur justifie de façon convaincante sa décision de centrer son étude sur les cent trente dernières années (ampleur du sujet, nouvelles

règles du jeu politique à partir de 1870, volonté des pères fondateurs de la Troisième République de rompre avec les pratiques antérieures). Il souligne ensuite l'ampleur et la permanence de la séduction exercée par les mythologies de l'argent-roi (complot de la banque juive cosmopolite, omnipotence des deux cents familles, responsabilités des dynasties bourgeoises dans la débâcle de 1940...). Sans diabolisation, mais sans complaisance non plus, il nous propose de rouvrir ce dossier, en analysant l'influence patronale dans l'ensemble des lieux où elle s'exerce, des années fondatrices de la Troisième République à nos jours : ministères, assemblées, partis, clubs, presse, etc.

La première partie s'attache aux fondateurs. S'appuyant sur ses travaux antérieurs, l'auteur rappelle le soutien décisif que les milieux d'affaires apportent à la jeune République et les bénéfices importants qu'ils en tirent. L'affairisme connaît un âge d'or dont « le Panama » n'est que l'une des manifestations. Au passage, il livre un beau portrait de Maurice Rouvier, véritable incarnation du système. Il montre que ce n'est pas par une présence massive au sein du gouvernement ou du Parlement que les patrons exercent leur influence, mais par leur surface sociale, par les liens qu'ils entretiennent avec d'autres milieux comme celui des avocats-conseils (Waldeck-Rousseau, Millerand, Poincaré,...) ou encore par l'efficacité des groupes de pression qu'ils constituent. Ils parviennent ainsi à combattre efficacement les impôts sur le revenu et sur le capital ou encore les projets de lois sociales. Néanmoins, la montée en puissance des radicaux-socialistes leur impose de s'organiser davantage. Jean Garrigues passe en revue les principaux regroupements patronaux, en insistant justement, à la suite de Joël Dubos, sur la Fédération des industriels et des commerçants français d'André Lebon, mais aussi sur le Comité des Forges, l'Union des industries métallurgiques et minières et leur figure dominante, Robert Pinot, très certainement le plus puissant et le plus habile lobbyiste du temps. Dans les pages qu'il consacre à la Grande Guerre et à l'immédiat après-guerre, il souligne certes le patriotisme dont l'immense majorité des patrons font preuve, mais aussi les profits plus ou moins licites réalisés alors. Il rappelle le rôle important joué en cette occasion par Louis Loucheur, à la fois industriel et ministre ou encore par les dirigeants de l'Office de la reconstruction industrielle.

La deuxième partie (« Entre modernité et conservatisme ») est consacrée à l'entre-deux-guerres et à la Deuxième Guerre mondiale. Les patrons sont alors confrontés à l'interventionnisme croissant de l'État en matière économique, au « péril bolchevique » et à l'exercice du pouvoir par la gauche (Cartel des gauches, Front populaire). Si la Confédération Générale de la Production Française créée en 1919 témoigne d'une volonté de rassembler l'ensemble du patronat pour mieux défendre ses intérêts, elle ne parvient pas à s'imposer. Le milieu demeure très divisé entre grands et petits patrons, héritiers et managers, conservateurs et rénovateurs du Redressement Français d'Ernest Mercier, du Groupe X-Crise ou des sphères gravitant autour de la Banque Worms. Ce sont les caisses du grand patronat qui financent les campagnes électorales contre le « péril rouge » (le rôle primordial de l'Union des intérêts économiques et d'Ernest Billiet a été démontré par J.-N. Jeanneney). C'est le conseil de régence de la Banque de France qui mène la fronde contre le Cartel. Ce sont les magnats qui contrôlent la presse (l'industriel du textile Jean Prouvost, les hommes du Comité des Forges ou encore Léon Rénier, le directeur de l'agence Havas...) et qui n'hésitent pas, pour certains d'entre eux, à se servir des journaux d'extrême-droite pour mieux s'opposer au bolchevisme. Ce sont en revanche les représentants des petites et moyennes entreprises qui jouent le plus grand rôle dans le combat contre le Front populaire. Les mêmes divisions caractérisent la période de l'Occupation. Comme Jean Garrigues le rappelle à la suite d'Olivier Dard et

de plusieurs autres historiens, la droite technocratique et les figures de proue de la «nébuleuse moderniste des années trente» occupent le devant de la scène au début du régime de Vichy, avant d'être supplantées par les petits patrons traditionalistes.

La troisième partie débute par une réflexion sur l'ampleur de l'épuration patronale au lendemain de la guerre. L'auteur insiste sur la difficulté de définir précisément la collaboration économique et sur la complexité des cas individuels. Si tous les patrons n'ont pas collaboré, loin s'en faut, et si beaucoup de ceux qui l'ont fait n'ont pas adhéré pour autant aux thèses nazies ou vichystes, la part de ceux qui ont été touchés par l'épuration est infime. Le réflexe de solidarité du monde patronal a joué pleinement et a permis à des collaborateurs avérés (Eugène Schueller, Pierre Taittinger ou Jean Prouvost) d'échapper à de lourdes sanctions. Dans cette partie intitulée «Face à l'État-providence», Jean Garrigues souligne la nouvelle donne qui s'impose au monde patronal (État-providence, nationalisations, planification, puissance du parti communiste...). Créé dès 1945 pour prendre la suite de la CGPF, le Conseil National du Patronat Français est dominé d'emblée par les grands patrons. Il utilise les mêmes armes que sa devancière, en particulier sous l'impulsion d'André Boutemy, l'homme fort de l'influence patronale sous la IV^e République. Malgré la présence à sa tête de fins manœuvriers dont Ambroise Roux, le CNPF ne parvient pas à fédérer toutes les énergies patronales sous la V^e République, comme en témoignent la fondation d'organisations concurrentes (AGREF, Entreprise et Progrès...) ou les divisions lors des différentes élections, en dépit du réflexe de peur suscitée par le Programme commun dans les années 1970. Le 10 mai 1981 est pourtant immédiatement perçu comme une catastrophe. La politique des nationalisations et les projets de loi Auroux entraînent une mobilisation patronale qui culmine avec les États généraux de l'entreprise de décembre 1982. Le succès de la droite aux législatives de 1986 et les mesures qui sont prises alors satisfont pleinement le patronat. Puis viennent les «années-fric», celles des stocks-options, de la mondialisation et des nouveaux scandales politico-financiers. L'auteur détaille en particulier les contournements des lois de 1993 – 1995 sur le financement de la vie politique.

Dans son épilogue, il nous présente les nouvelles donnes de l'influence patronale : *aggiornamento* du CNPF rebaptisé MEDEF (Mouvement des Entreprises de France) sous l'impulsion d'Ernest-Antoine Seillière et de Denis Kessler, pour tenter d'en faire un groupe de pression moderne investissant pleinement le terrain politique, multiplication des clubs de grands patrons, généralisation du lobbying mais d'un lobbying qui se déroule désormais à l'échelle européenne voire mondiale. Pour conclure, l'auteur insiste sur l'importance du grand patronat et le rôle considérable qu'il a joué tout au long de ces cent trente années. L'hétérogénéité et les divisions du monde de l'entreprise sont indéniables, comme le montrent les difficultés rencontrées pour constituer une organisation représentative unique puis pour la faire vivre. Néanmoins l'engagement patronal apparaît plutôt cohérent autour d'un maître-mot : conservatisme, puisqu'il s'agit de conserver aussi bien l'ordre face au monde ouvrier que l'autonomie de l'entreprise contre l'État et l'économie française face aux périls extérieurs.

Au total, si l'on peut déplorer que l'angle d'approche induise une vision assez sombre des dirigeants économiques (certains patrons ont aussi été à la pointe des avancées sociales, d'autres sont morts au combat ou en déportation) et si quelques rapprochements peuvent paraître hâtifs (un paragraphe sur le maintien des deux cents familles dans un chapitre consacré à l'épuration), il n'en demeure pas moins que l'ouvrage constitue une synthèse à la fois ample, dense et limpide. L'ouvrage est remarquablement informé, ce qui est méritoire pour un objet d'étude aussi proche de nous, aussi

brûlant et aussi secret. Il fourmille d'exemples et nous propose de nombreux portraits très réussis. Ses principales conclusions sont convaincantes.

Éric ANCEAU

STÉPHANE SIROT,

La grève en France :

une histoire sociale (XIX^e-XX^e siècle),

Paris, Odile Jacob, 2002, 306 p., 24,50 €.

Le livre part d'un constat : la production intellectuelle sur le sujet est éclatée et ne cherche pas à connecter la grève à l'univers social où elle se meut alors que, pour Stéphane Sirot, « la grève accompagne les métamorphoses de la question sociale... qui ont profondément modifié la condition des individus » (p. 13). L'auteur s'attache donc à construire l'idéal de la grève défini par Max Weber en recherchant ses invariants. Il retrace les évolutions majeures du phénomène au cours des deux siècles parcourus, en étudie les pratiques puis les acteurs.

Trois temps scandent l'histoire sociale de la grève, trois « âges » inséparables du rapport salarial. Le premier est celui de l'exclusion, de la Révolution française à la loi de 1864, le monde ouvrier étant en position de dominé. De 1864 à la Seconde Guerre mondiale, la grève devient un fait social central, autorisé : les décomptes de grèves, de grévistes et de journées de grèves montrent que le phénomène s'enracine en France entre les deux dernières décennies du XIX^e siècle et la Grande Guerre, pour continuer à progresser dans l'entre-deux-guerres. Le Front populaire vient en importance après Mai 1968, la plus grande vague de conflits de l'histoire sociale française et probablement mondiale avec 7 millions de grévistes dénombrés. Les mouvements gagnent, hors du monde de l'usine, les ouvriers agricoles et les employés. Au-delà de la Seconde Guerre mondiale vient le troisième âge : celui de l'institutionnalisation. La grève devient, surtout lors des Trente Glorieuses, un instrument de régulation sociale. À partir des années 1975, avec le déclenchement de la crise économique mondiale, la conflictualité reflue en Europe occidentale, la fonction publique d'État y occupant une place croissante liée à la tertiarisation de la société. Depuis les vingt dernières années, à la balkanisation des mouvements sociaux correspond « l'effritement de la condition salariale » pour reprendre l'expression de Robert Castel. C'est au prisme de ces trois âges que sont analysées l'insertion de la grève dans les champs économique et politique, l'évolution des revendications, les pratiques déployées par les salariés et les attitudes des acteurs.

Stéphane Sirot explore, dans la première partie du livre, « Tendances », les visages et les revendications de la grève. La relation des conflits avec la conjoncture économique est étroite mais incertaine. Une conclusion s'impose : « le climat économique peut être une incitation à la grève s'il est positif et un frein s'il est négatif » (p. 40). La grève s'inscrit de plus en plus dans l'espace politique ; elle peut être menée pour défendre les valeurs dont se réclame le mouvement ouvrier. Après 1945, le mouvement social se tourne de plus en plus vers les autorités politiques pour obtenir leur soutien. Le climat politique lui-même pèse sur l'activité gréviste et inversement. Le soutien de l'opinion est de plus en plus recherché après la Seconde Guerre mondiale par la médiatisation des mouvements.

Qui fait grève ? Quels acteurs ? Quels secteurs ? La grève s'étend de plus en plus de l'atelier au bureau, du privé au public. C'est tardivement que femmes et immigrés mènent des mouvements, les premiers avec les Trente Glorieuses, les seconds au début des années 1970. Ces deux catégories usent davantage de la grève à mesure qu'elles s'insèrent dans la société salariale. C'est lors du deuxième âge de la grève que la France connaît le plus grand nombre de vagues de conflits : de 1870 à 1936, leur ampleur ne

cesse de grandir alors que, lors du troisième âge, les fièvres grévistes sont plus spectaculaires (1947-1948, 1953, 1968, 1995) mais avec une fréquence moindre. La question du salaire est une revendication majeure des mouvements jusqu'aux années 1970 à partir desquelles les doléances se font plus qualitatives (mensualisation, échelle mobile). Plus récemment, la préservation de l'emploi devient la préoccupation primordiale. Un second motif, la durée du travail, est étroitement lié au précédent. D'autres mobiles inspirent les grèves. Si les conditions de travail occupent une place restreinte, à partir de 1880 surgissent des mouvements liés à la représentation du monde du travail dans l'entreprise, ce contre-pouvoir étant rejeté par les patrons.

Le livre traite alors, dans une seconde partie, des pratiques grévistes au travers de trois approches très vivantes : le cours de la grève, une journée de grève, la geste de la grève. La grève présente, dans son cours, quatre moments essentiels : le choix du type de déclenchement, celui de la méthode conflictuelle puis du mode d'organisation, enfin le dénouement. Les grèves peuvent être spontanées ou concertées. Ce mode est déterminé par la place qu'occupent les conflits du travail dans les sociétés salariales. La surprise prévaut lors du premier âge des conflits. Au cours du second âge l'emporte l'annonce de la mise en mouvement avec dépôt de revendications. Après la Seconde Guerre mondiale, la règle est celle de l'annonce et du préavis. Il existe des conflits sans suspension de la production : grève perlée, utilisée précocement, grève du zèle. Par contre, la véritable grève avec arrêt de production peut être tournante ou générale. Cette dernière se multiplie au cours du second âge de l'histoire sociale gréviste. La journée d'action, très fréquente après 1920, s'épanouit pendant le troisième âge des grèves. La grève exige une « administration du quotidien » selon la forte expression de Stéphane Sirot : « surveillance ou occupation du lieu de travail, débauchage des non-grévistes, réunions, collectes de secours, manifestations » (p. 107). Aux « meneurs » succèdent, dès la première moitié du XIX^e siècle, les « coteries » constituées par les compagnonnages, les sociétés de résistance, les commissions de grèves dans les années 1830, puis, au second âge, les comités de grèves. Les coordinations, apparues dans les années 1986-1992, associent des syndiqués et des non-syndiqués.

L'auteur évoque ensuite une journée de grève. Elle nécessite trois moments : obtenir une participation massive au conflit et la paralysie de la production, discuter la conduite du mouvement, rassembler des secours et élargir la solidarité. La geste gréviste ouvre la voie à des modes de communication construisant l'identité d'un groupe. La fête de la grève est loin d'un simple divertissement sans dessein. Les spectacles populaires, bien présents dans l'entre-deux-guerres et au troisième âge des conflits, ont pour but de populariser l'action, de collecter des soutiens, de « renforcer l'unité du groupe en lutte » (p. 149). Chaque âge des mouvements voit se modifier la forme et le contenu de la manifestation : le second âge est une « période de découverte de la rue ». Au troisième âge, les défilés, prenant pour cible finale les préfetures et les sous-préfetures, recherchent le soutien actif de la population et le regard des médias ; de même la violence (séquestrations, occupations du lieu de travail) se fait tactique, éveillant l'attention des médias.

Stéphane Sirot aborde enfin le troisième volet de sa synthèse : l'attitude des acteurs sociaux et, d'abord, celle des syndicats. En France, leur rôle dans les grèves dépasse de loin leur puissance numérique. À partir de 1902 et surtout avec la Charte d'Amiens de 1906, la grève est à la fois une arme du quotidien et, à terme, celle de la révolution sociale. Après 1920, elle n'est plus, même pour la CGTU, une pratique susceptible de faire naître une société nouvelle. Au cours de son troisième âge, elle ne relève plus de l'utopie, se réduisant à un instrument de revendication sociale. Le syndicalisme s'est progressivement emparé de la grève en en faisant un moyen de régulation sociale et non de mise en cause du système.

Second acteur: le patronat. Au tournant des XIX^e-XX^e siècles; il a souvent conjugué conciliation et répression pour faire barrage aux griefs ouvriers. Au troisième âge des grèves, le relèvement du pouvoir d'achat permet aux patrons de mieux prévenir les actions revendicatives. Dernier acteur: l'État. La répression, comme la négociation ou la prévention, ont pour but de limiter la portée des conflits. À mesure qu'il desserre sa politique répressive, l'État renforce son rôle d'arbitre, particulièrement avec la loi du 26 juin 1936 sur les conventions collectives indiquant que «tous les différends du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage» (page 242).

Cette histoire sociale de la grève appelle réflexion. La distinction de trois âges dans les conflits: exclusion, permissivité, institutionnalisation, ne va pas sans créer de difficulté dans le raisonnement. Avec son installation dans les relations industrielles, la grève, selon l'auteur, tend à devenir moins violente, d'une violence plus calculée. Le propos aurait besoin d'être nuancé et approfondi. La contestation revêt, même à des époques relativement récentes, de nouvelles formes qui se rapprochent du soulèvement, voire de l'insurrection, ainsi en 1947-1948, ou en 1979. Lorsque Usinor annonce le 12 décembre 1978 la suppression de 5 000 emplois dans son usine de Denain, une longue contestation (6 mois) se déploie qui aboutit à la mise en état de siège de la région avec multiples blocages de routes, gares, bâtiments publics: 40 blessés parmi les grévistes occupant l'aéroport de Roissy le 9 février et prise d'otage parmi les CRS, guerre civile à Denain le 7 mars entre CRS et manifestants, et le sang coule encore lors d'une manifestation au passage du Tour de France dans la ville alors que se négocie à Paris la convention de la sidérurgie. L'affadissement de la grève violente au troisième âge des conflits n'est pas si évident.

Stéphane Sirot n'a pas tort de souligner que la grève n'est pas par essence violente. En effet, le mouvement ouvrier ne pratique pas le culte de la violence, ce n'est pas là la tradition ouvrière. Mais l'un des reproches que l'on peut faire à l'auteur est de ne pas différencier les grèves, de n'envisager que «la» grève abstraite. Or, il y a grève et grève. Une grève n'est pas définie à l'avance. Dans la dynamique d'un affrontement existe toujours la possibilité d'un changement de sens de la grève. La grève de Courrières en 1906, celle des cheminots en 1920 sont très violentes; de même celle de mai 1941 pour les mineurs, celles de l'hiver 1947, de l'hiver 1948: dans ces deux derniers cas, pour une minorité, le but est la prise du pouvoir; pour d'autres, la lutte est une protestation contre la misère. La grève de 1968 est précédée en 1967 de mouvements très durs menés par les OS. Cette grève de 1968 est tellement gigantesque et massive qu'elle ne peut être violente, mais elle aurait pu le devenir si le gouvernement, très prudent, n'avait évité l'affrontement. La grève peut devenir politique (mai 1941, été 1944, mouvements de 1947-1948) et, en ce cas, la violence des deux côtés, violence répressive et violence réactive, l'accompagne bien souvent. Rien n'est déterminé à l'avance: l'histoire est de l'imprévu. La grève peut connaître de gigantesques régressions, ainsi de 1958 à 1968, et quand on ne s'y attend précisément pas, de formidables retours, comme en 1968.

Autres points en discussion: la CGTU paraît toujours songer au renversement du capitalisme là où elle est assez solidement implantée; certaines des grèves qu'elle lance ont une connotation révolutionnaire, ainsi celles d'août 1927 contre la condamnation à mort de Sacco et Vanzetti, et du 1^{er} août 1929 pour le quinzième anniversaire de la déclaration de la Grande Guerre. Il existe d'innombrables degrés d'atteinte au pouvoir du capital: lors des grèves récentes défendant des revendications salariales, puiser dans les profits capitalistes tend à modifier l'ordre social. L'attitude des acteurs lors des grèves aurait pu être examinée conjointement, ainsi celle du patronat et de l'État; des liens complexes les unissent, notamment pour la répression des grèves: ces deux thèmes auraient mérité un développement.

Le patronat n'admet jamais la grève. Il porte dans sa répression, dans la démesure de cette répression, une véritable responsabilité : non pas matérielle et pénale, car il prend soin de se faire oublier quand le combat bat son plein, mais une responsabilité politique et morale. Le patronat a un intérêt certain à cette répression : il consiste à écraser le mouvement ouvrier. Il eut été intéressant d'évoquer les multiples formes de répression des grèves : morts et blessés, congédiements, lock-out, fausses accusations, condamnations en justice, sanctions personnelles et licenciements sélectifs, autant de moyens pour affaiblir la contestation sociale. La période de la seconde Occupation aurait mérité plus d'attention : la grève est interdite comme les organisations syndicales authentiques. Et pourtant, des conflits ont lieu, terriblement réprimés, dans un contexte exceptionnel.

Ces remarques n'enlèvent rien à la grande valeur d'une synthèse foisonnante et difficile, alimentée à une abondante bibliographie (25 pages), classée thématiquement. « La grève est peut-être en train de renforcer... sa dimension familière de productrice d'identités », conclut Stéphane Sirot. Gageons qu'elle n'a certainement pas dit son dernier mot.

Odette HARDY-HEMERY

JEAN RUHLMANN,

*Ni bourgeois ni prolétaires. La défense
des classes moyennes en France au ^{xx} siècle,*
Paris, Seuil, 2001, 471 p., 24 €.

Le fait que la présente étude ait paru aux Éditions du Seuil dans la collection « L'Univers historique » indique que l'historiographie actuelle n'innove pas seulement dans le domaine de l'histoire culturelle. Jean

Ruhlmann démontre en effet, et de manière convaincante, qu'une connaissance et une analyse plus fines de ces « classes moyennes », un objet de recherche bien difficile à manier, nous ont fait défaut, et combien elles nous sont encore nécessaires. Le problème de leur définition, rituellement souligné, s'est longtemps assorti d'appréhensions politiques et d'aversion presque viscérales vis-à-vis d'une entité dont l'une des composantes (les « classes moyennes salariées ») pouvait paraître trop proche, alors que les deux autres (les petits et moyens patrons et les paysans) semblaient par trop éloignées du vécu des historiens qui, du coup, ont largement délaissé ce terrain.

Afin de suivre commodément l'auteur au gré de quelque quatre cents pages de texte dense, parfois assez technique, mais également pourvu de passages de commentaire libre (cf. p. 243), il faut d'abord retenir son postulat capital : la « défense des classes moyennes » qu'il envisage est uniquement celle qui, à diverses époques, se considérait explicitement comme telle (p. 22). Délimiter d'une manière aussi étroite le sujet constituait sans doute une sage décision, considérant l'absence relative d'études sur lesquelles il pouvait s'appuyer, celles de Serge Berstein – auteur de la préface du livre – étant l'une des notables exceptions. Cette délimitation permet à l'auteur, qui procède avec un constant souci de pragmatisme méthodologique, d'apaisement idéologique et d'(auto-) contrôle scientifique de nature à permettre des avancées sur un terrain fuyant, d'approfondir et d'épuiser l'une de leurs dimensions essentielles. Partant de ses recherches doctorales sur les quatre années allant du Front Populaire à la Guerre, il élargit son analyse à la fois « en amont » et « en aval » pour embrasser les trois temps forts de cette « défense des classes moyennes » en France : les années 1908-1910, la seconde moitié des années 1930, et enfin la période de la Libération jusqu'au milieu des années 1950. Confronté à ces trois « moments » discontinus et assez brefs, qui correspondent à trois mouvements distincts de défense – l'Association de défense des classes moyennes fondé en 1909, la Confédération générale des syndicats de classes moyennes de 1937 et le Comité national (de liaison et d'action) des classes

moyennes de 1947/48 – évoluant dans des contextes politiques fort différents, Jean Ruhlmann a choisi non pas de juxtaposer trois monographies, dont les résultats auraient ensuite été synthétisés par un résumé, mais de structurer son étude autour d'une série de questions communes, correspondant aux six grandes parties de son livre. Au sein de chaque chapitre, il interroge les mouvements tour à tour, établit et tente d'expliquer les ressemblances et les différences, les continuités et les ruptures, formulant enfin une réponse à sa problématique de départ dans une conclusion comparative.

Le premier chapitre de l'ouvrage analyse le contexte d'où émergent à trois reprises des mouvements placés sous le sigle des classes moyennes; il s'agit de périodes de «lutttes fondatrices» contre les projets de politique fiscale de Joseph Caillaux, puis la semaine des 40 heures sous Léon Blum, pour finir avec l'installation de la Sécurité Sociale à la Libération. On voit bien que la première «défense des classes moyennes» de 1908 peut être considérée comme un mouvement de «défense sociale» ripostant à une politique spécifique, mais que «la profession» en forme l'axe mobilisateur (p. 37). Or, en imposant des «identités catégorielles» fondées sur l'industrie, le produit ou la profession, cette même organisation professionnelle ou interprofessionnelle, en plein essor, va durablement «paralyser» (p. 39 et 44) la constitution de nouveaux «appareils de représentation généralistes» (p. 22) des classes moyennes, après la disparition de l'Association de Défense des Classes Moyennes (ADCIM) vers 1910. Face à une telle dynamique, seul un détonateur puissant peut à nouveau faire surgir un rassemblement: la victoire du Front Populaire en 1936, dans un climat d'attentes et de craintes, suscite un nouveau mouvement de défense généraliste, autour de la Confédération Générale des Syndicats de Classes Moyennes (CGSCM). Malgré «la parenthèse toute relative en ce domaine de l'Occupation» (p.55 *sq.*), la dynamique paraît bien engagée, pour qu'un troisième mouvement – le Comité National (de Liaison et d'Action) des Classes Moyennes (CNCM) – se forme rapidement à la Libération, dans le contexte tendu des débats autour des modalités d'instauration d'une Sécurité Sociale en France. Encore plus nettement que pour l'ADCIM, ces deux derniers mouvements donnent la priorité à la dimension professionnelle (p. 31 et 67). Face à l'interpénétration toujours plus poussée de la société et de l'État à l'époque industrielle – ce «modèle néocorporatiste» (p. 69) invoqué par l'auteur – certaines organisations professionnelles vont chercher à se regrouper derrière une «défense de classes moyennes», car elles partagent la conviction de ne pas être adéquatement représentées dans les processus et les organes de médiation et de consultation impliquant les grandes confédérations patronales et salariales existantes. Alors même que ces «grands intérêts» étaient reconnus et même recherchés comme interlocuteurs par l'État, diverses catégories refusent de s'y assimiler et souhaitent en contrebalancer l'influence (chapitre II). L'émergence de la CGSCM puis du CNCM s'explique ainsi en réaction tant vis-à-vis du mouvement ouvrier, que d'un «mouvement grand-patronal», tous deux en plein essor, et dotés de «prétentions hégémoniques» dans leurs rapports avec l'État (p. 100). Or, comme le soulignent les chapitres III à V – consacrés tour à tour aux mouvements de la Belle Époque, du Front Populaire et de la Libération – ce sont les rapports avec l'État qui deviennent essentiels. En effet, l'ADCIM est issue d'une réaction de défense envers un État qui, dominé par le radical-socialisme, cherche des moyens financiers pour mettre en œuvre son réformisme. La CGSCM émerge progressivement d'une convergence d'intérêts face à un État désormais interventionniste, dominé par un socialisme, et qui met en œuvre un programme de législation sociale surtout favorable aux ouvriers de l'industrie, alors que les classes moyennes, et notamment les indépendants, n'avaient pas peu concouru à la victoire électorale de la gauche en 1936, après avoir été largement pris en considération dans le programme électoral du

Rassemblement populaire. Le CNCM se constitue enfin dans l'opposition à « un État-providence en voie d'édification » (p. 149), alors que le Plan de sécurité sociale semble léser tout à la fois les intérêts des petits et moyens patrons et ceux des cadres. L'État, conçu par les défenseurs des classes moyennes comme protecteur et ordonnateur, leur paraît à chaque fois – toujours sous l'impulsion d'une gauche installée aux affaires – trop éloigné des missions « d'utilité d'ordre public » et « d'intérêt général » qu'ils sont prêts à lui assigner.

Dans ces conditions, la position stratégique de ces « classes moyennes » – tant pour la gauche au pouvoir que pour son opposition – devient évidente; le statut des « classes moyennes » comme force convoitée explique les efforts des progressistes dans leur direction à la Belle Époque, les tentatives des néo-socialistes au cours des années 1930, et l'effort des forces politiques après la Libération pour les reconnaître et les mobiliser (chapitres VI et VIII). Mais il faut bien convenir avec l'auteur que ces efforts ont rarement dépassé un discours stratégique « par en haut », n'ont guère mobilisé qu'au sommet, et n'ont donc constitué en France qu'un « appoint modeste à la structuration politique » (chapitre VII). Dans ces conditions, la réponse que la deuxième partie de l'ouvrage apporte à la question de savoir si ces mouvements correspondent à une mobilisation spontanée d'individus se réunissant par intérêt(s) commun(s), convictions partagées et conscience d'une représentation déficitaire, ou s'ils résultent plutôt d'une décision de mobilisation prise « en haut » par la politique dans le but de mobiliser une « base » afin de conserver ou de conquérir le pouvoir, est sans équivoque. À de multiples reprises, J. Ruhlmann montre que ces mouvements de défense n'ont de réalité « qu'au sommet », et déploient une activité « hors de tout contrôle de la base », en dépit d'une certaine « implantation dans quelques départements » cartographiée en annexe.

Dans la deuxième moitié de son livre (correspondant aux trois dernières parties), Jean Ruhlmann s'attache à savoir si le concept de « classes moyennes » véhiculé par cette politique a correspondu ou non à une quelconque réalité sociale. Observant à trois reprises l'avènement d'organisations de classes moyennes qui se dénommaient telles, l'historien doit-il conclure à l'existence de cette entité comme « groupe social », ou au moins comme « base sociale » ? Malgré un penchant (bien compréhensible) à « objectiver » son sujet, l'auteur établit la précarité du rassemblement des « indépendants » et des « salariés » sous la bannière fédératrice des « classes moyennes », une notion d'ailleurs minée par le poids de plus en plus décisif d'identités « professionnelles », véhiculées tant par les « praticiens » du syndicalisme patronal que par les syndicats de cadres (chapitre X). Il soutient que, dans le domaine de l'action, l'on ne peut pas observer une véritable mobilisation « de masse » sous la houlette des classes moyennes, les mouvements de défense, par nécessité et par choix, optant pour les moyens de l'expertise et de l'influence auprès des pouvoirs publics (chapitre XI). Dans l'un de ses chapitres les plus réussis (chapitre XII), il établit que cette démarche « au sommet » mène à la formation « d'intergroupes » parlementaires, qui opèrent non sans succès comme « lobby », mais peinent à épouser l'évolution d'un régime politique français du parlementarisme traditionnel à la « démocratie exécutive », pour laquelle les décisions gouvernementales jouent un rôle primordial.

Dans les derniers chapitres du livre, une analyse détaillée des discours des mouvements de défense est menée dans un double but. Elle souligne tout d'abord la difficulté des mouvements à réunir les buts de la modernisation et de la protection dans un programme d'ensemble susceptible de créer une cohésion intérieure (chapitre XIII). Puis, au moyen d'une analyse systématique de discours, l'auteur cerne les « réseaux lexicaux » et les « relations grammaticales » s'établissant autour du terme pivot de « classes moyennes » (chapitre XIV), afin de savoir si ces mouvements arrivaient à capter et à

exprimer un sentiment d'existence, d'unité et d'identité partagées. Or, là encore, l'étude ne peut conclure qu'à l'absence d'une identité sociale forte des classes moyennes : les porte-paroles des mouvements n'arrivaient guère qu'à proposer une « cohésion interne fragile », en escamotant des différences internes, en suggérant des intérêts convergents, en soulignant une « indépendance » partagée, ou en affirmant une morale commune peu éloignée de la morale républicaine en vigueur aux différentes époques (chapitre XV).

Le lecteur perçoit à plusieurs reprises un certain découragement chez un auteur confronté à cette cascade de résultats certes importants, mais toujours négatifs. La tournure prise par son étude n'aurait-elle pas été évitée si la notion de « classes moyennes » y avait été moins centrale ? C'est en effet le prisme essentiel au travers duquel les trois mouvements forment comme trois « îles », l'auteur parvenant – non sans talent – à établir entre elles, par un mouvement d'allers et de retours, des découvertes et des relations fécondes. Mais, ce faisant, il s'est privé de décrire un processus historique : si l'on respecte son point de vue, ni le Poujadisme ni l'absence de ces mouvements dans la deuxième moitié du XX^e siècle ne pouvaient former un point d'aboutissement. Or, et de manière encore plus résolue que l'auteur, qui paraît se rapprocher d'une telle optique dans son dernier chapitre, n'y avait-il pas lieu de considérer ces trois « moments » sous l'angle du pluralisme des intérêts ? Dès lors – et pour filer la métaphore – l'on regarderait les trois mouvements comme les parties émergées de l'iceberg ; les trois « moments » formeraient en quelque sorte les points saillants de structures, certes moins visibles, mais plus continues, qu'il est possible de définir en termes de mobilisations sectorielles, de représentations partielles, et d'un processus inachevé de différenciation sociale par rapport à la bourgeoisie et aux ouvriers de l'époque. De telle sorte que les trois mouvements auraient illustré la conjonction de ces dynamiques dans des périodes d'exception – définitivement historiques (cf. les réflexions p. 319) – si patiemment et si brillamment analysées par l'auteur.

C'est dire que la présente étude constitue un appel pour des études à venir sur le mouvement des commerçants par exemple, sur le processus détaillé du *policy making* en faveur des petits et moyens entrepreneurs, des paysans ou des cadres, ou, dans la continuité des travaux de Heinz-Gerhard Haupt, sur la problématique de la différenciation d'une « petite bourgeoisie » par rapport aux autres groupes de la société. Il sera alors possible de juger si l'effort du mouvement de 1908 pour élaborer « une sorte de corporatisme ouvert et moderne », ou si le « corporatisme diffus » à la « tonalité xénophone et anticommuniste » du mouvement de 1938, étaient représentatifs de ces individus qui, pour n'avoir été « ni bourgeois, ni prolétaires », n'étaient pas pour autant « ni (de) droite, ni (de) gauche », pour paraphraser un autre titre célèbre paru chez le même éditeur.

Klaus-Peter SICK

DENIS PESCHANSKI,

La France des camps. L'internement,

1938-1946,

Paris, Gallimard, 2002, 555 p.

L'ouvrage est issu d'une thèse d'État préparée sous la direction d'Antoine Prost. Un vaste public peut donc prendre connaissance d'une œuvre majeure sur la France occupée. Denis Peschanski est depuis long-

temps apprécié des spécialistes, qui ont lu ses nombreux articles et communications parus dans des ouvrages d'accès plus ou moins facile. Un recueil, déjà publié sous le titre *Vichy 1940-1944. Contrôle et exclusion* (Bruxelles, Complexe, 1997) avait permis que soient connues quelques-unes des approches majeures de l'histoire de cette période. On ne peut que se réjouir de disposer d'une nouvelle étude d'envergure sur la répression au

temps de l'Occupation, d'autant que l'auteur, loin de s'enfermer dans son objet de recherche, montre clairement que l'internement dans les camps, pour important qu'il soit, ne constitue pas la matrice de toute chose, comme nous le verrons. Le mérite majeur de cet ouvrage réside dans la contextualisation de l'histoire de l'internement, avec ses trois phases : la fin de la Troisième République et la Libération entourant le temps fort et la période-pivot de Vichy. De 1938 à 1946, s'il y a continuité pour un certain nombre de lieux et bien évidemment de détenus, c'est tout de même la diversité des logiques qui l'emporte. À cet égard, Denis Peschanski se tient à l'écart de la mode actuelle sur le Vichy avant Vichy qui préfigure, annonce, prépare... De même, il se démarque de ceux qui s'enferment dans le Vichy responsable et coupable de tout ce qui advient en France entre 1940 et 1944. La France de 1940 à 1944 n'est pas la France de Vichy, c'est la France de Vichy et de l'occupant, et probablement davantage encore, la France de l'Occupation et de Vichy. Ainsi vont les balanciers : amputée pendant un long temps du rôle essentiel de Vichy, de son réel degré d'autonomie, de sa marge de manœuvre et donc de ses responsabilités, l'historiographie de cette période tend à s'écrire désormais, sinon sans l'occupant, du moins sans que soit pris en compte le poids de la contrainte de ses décisions et de ses actions. Voici enfin une France où l'articulation entre Vichy et les Allemands (et secondairement les Italiens, moins présents dans le livre que dans la thèse) est systématiquement pensée comme un objet de réflexion essentiel pour comprendre les logiques de situation, les politiques et leurs effets, les relations de Vichy avec la population française...

Situons d'emblée la nature de l'objet de l'étude des camps d'internement, « ces lieux où se retrouve toute personne enfermée par mesure administrative (par un préfet en général) et non dans le cadre d'une procédure judiciaire. » Ainsi se trouve posée la question de l'utilisation par l'État des mesures d'exception qui sont à sa disposition. Pour aborder ce problème, l'historien doit contextualiser les cas de figure et confronter les pratiques avec le caractère plus ou moins exceptionnel de la situation. On est surpris par l'ampleur du phénomène : d'un bout à l'autre de la période, on dénombre environ 600 000 internés dans 200 camps, installés dans tous les départements français, sans exception.

Pour aborder son étude, l'auteur combine trois démarches. En premier lieu, une approche sociale du politique qui se démarque, dans ses paradigmes comme dans ses sources, de l'approche de type « politologique » se focalisant sur l'action de l'État et le vouloir des décideurs : l'internement est ici affaire de société, produit aussi bien que révélateur. En second lieu, l'auteur, en s'inspirant du débat des historiens du nazisme, et notamment de ceux qui se réclament d'une démarche « fonctionnaliste », refuse de s'en tenir aux intentions (projets, déclarations...) des principaux acteurs, et relativise leur poids en prenant *aussi* en considération la contrainte de la conjoncture et les logiques de situation. Enfin, s'inscrivant dans la filiation des travaux de Pierre Laborie, Denis Peschanski se réclame d'une histoire des représentations qui cherche à reconstruire l'univers mental des contemporains, constitué d'idées mais aussi structuré par des imaginaires et travaillé par des passions. Nous disons bien l'univers mental, car il se refuse à isoler un élément, chacun d'entre eux ne prenant son sens que dans le système auquel il appartient (relations aux Allemands, à Pétain, à l'État français, au communisme, à l'ordre, à la liberté, à la peur, à l'espoir d'être libéré, à la crainte de représailles, aux difficultés du ravitaillement...) et en fonction de la place qu'il occupe dans la hiérarchie des représentations. Pour présenter ses principaux résultats, suivons l'axe essentiel du discours de l'auteur qui suit les quatre logiques dominantes structurant l'histoire de l'internement, de l'ouverture des camps à leur fermeture, soit de 1938 à 1946.

La première, une logique d'exception, couvre la période de la Troisième République finissante. L'histoire de l'internement débute avec la loi du 12 novembre 1938 autorisant l'internement des « indésirables étrangers » dans des centres spécialisés, loi des suspects qui doit être mise en relation avec l'imaginaire social du temps, faisant de l'étranger une menace pour l'identité française. Le premier camp ouvre à Rieucros (Lozère) en février 1939, alors que les dirigeants français sont totalement surpris par l'ampleur de l'exode de 465 000 Espagnols qui franchissent la frontière: 350 000 d'entre eux sont « accueillis » dans des camps improvisés. Ceux-ci sont de deux types : les camps de triage et les camps dénommés parfois « camps de concentration », expression à connotation peu républicaine qui se voit préférer celle de « camp d'internement ». Les réfugiés sont regroupés au début sur les plages du Roussillon, à même le sable, sous des tentes comme à Argelès, Barcarès ou Saint-Cyprien, camps ultérieurement aménagés en dur. Pour les désengorger, une politique de désenclavement est engagée, avec l'ouverture de nouveaux camps en retrait de la frontière : Bram, Gurs. Tout est entrepris dans l'urgence : construction, ravitaillement, service sanitaire... La responsabilité des camps est confiée, sans surprise, à des officiers. Denis Peschanski révèle une réalité longtemps ignorée mais attestée par les témoignages des internés : le choc que fut pour ceux-ci la présence des troupes coloniales françaises, sans qu'il soit aisé de démêler ce qui relève de pratiques humiliantes des gardiens et des représentations racistes des détenus. D'origine essentiellement populaire, ceux-ci demeurent, jusque dans les camps, profondément divisés. Les communistes, les plus nombreux, y mènent une forte activité de propagande et, pour lutter contre eux, les directions des camps ne répugnent pas à s'appuyer sur les internés anti-communistes, qui ne manquent pas. Les anciens des Brigades internationales organisent une vie politique et culturelle très intense, révélée par la « presse des barbelés ». Espagnols et interbrigadistes partagent un même espoir en la République française, comme en témoigne leur participation au 150^e anniversaire de la Révolution française évoquée par le commandant de Gurs, qui décrit les festivités de la journée du 14-Juillet, ponctuées par le chant de la Marseillaise.

La déclaration de guerre vient renforcer la législation et le nombre des « indésirables étrangers », du fait des mesures frappant les ressortissants des territoires ennemis, tandis que la loi du 18 novembre 1939 permet d'interner tout individu, étranger ou non, suspect de porter atteinte à la Défense nationale. Denis Peschanski compare ces dispositions à celles qui sont prises en France en 1914 et en Grande-Bretagne en 1939-1940, pour en conclure que « les mesures arrêtées par la France de Daladier ne lui étaient pas spécifiques et répondaient à la logique d'un pays s'engageant dans la guerre ». Par contre, il montre l'absurdité de leur application qui, dans les circonstances particulières engendrées par la présence de nombreux réfugiés, a conduit à interner comme « indésirables » d'authentiques antinazis, créant des situations que l'incurie administrative et la mauvaise volonté des militaires ne permettent pas de régler rapidement, malgré les campagnes de solidarité menées par les socialistes, notamment Marius Moutet. Du côté de l'entraide, ajoutons, outre celle organisée par les communistes, celle du Comité d'assistance aux réfugiés (le CAR) relevant des organisations juives de France. Pour mieux saisir les terribles conditions de vie dans les camps, il n'est que de lire les extraits du volumineux journal du lieutenant Dubuc, affecté au camp de Meslay-du-Maine. La répression qui vise les communistes français remet-elle en cause la validité de la logique d'exception comme caractérisant cette période ? Plus de 500 communistes internés, à partir de novembre 1939, c'est bien peu en comparaison du nombre de détenus (et de communistes) et l'on peut suivre l'auteur lorsqu'il suggère que l'on demeure dans le cadre d'une logique d'exception, le PCF, rallié au pacte germano-soviétique, étant visé davantage

comme complice de l'ennemi extérieur que comme adversaire politique – les deux n'étant évidemment pas incompatibles.

Sous Vichy, les camps changent de fonction et leur utilisation s'inscrit dans une logique toute différente, celle du contrôle et de l'exclusion qui prédominent de 1940 à 1942. L'occupant allemand utilise très tôt l'internement dans les camps contre les Tsiganes et contre les Juifs de Paris, mais, à la différence de ce qui se passe pour Vichy, le camp n'est pas un instrument privilégié du système répressif nazi en France. Pour les Allemands, la priorité est d'assurer la sécurité des troupes d'occupation en laissant, dans un premier temps, un maximum de responsabilités à Vichy, pour des raisons d'économie de moyens et d'efficacité. Ils ont vite compris que les arrestations effectuées par eux-mêmes étaient plus impopulaires que celles qui l'étaient par les Français. Denis Peschanski nous livre un tableau très suggestif des enjeux de pouvoirs et de compétences qui traversent le système allemand d'occupation. Celui-ci connaît une rupture à l'été 41, avec l'entrée des communistes dans la lutte armée : pour les combattre, la question des otages exacerbe les rivalités entre militaires et *Sipo-SD*, qui se soldent par la victoire de ce dernier. On trouvera une fort intéressante relation de la désignation des otages de Châteaubriant et de leur exécution le 22 octobre 1941. Le *Kreiskommandant* allemand, impressionné par le courage des otages, déclare au sous-préfet Lecornu : « les vainqueurs de cette journée sont ceux qui sont morts » et l'inspecteur Petit en tire la conclusion que les fusillés sont devenus des martyrs aux yeux de la population française et que le Gouvernement devra désormais se montrer très prudent : « Il ne faut plus que les camps d'internés français apparaissent comme les pourvoyeurs des poteaux d'exécution allemands. » En zone nord, l'internement des Tsiganes relève d'une décision allemande, relayée par les préfets, sans volonté de Vichy de mener contre eux une politique d'exclusion ; en zone sud, il est absolument marginal. L'auteur reprend les chiffres de son étude antérieure : entre 1940 et 1946, 3 000 Tsiganes sont internés en France (*Les Tsiganes en France 1939-1946*, Paris, CNRS-Éditions, 1994). L'internement des Juifs est replacé dans le contexte des persécutions allemandes et françaises qu'on ne reprendra pas ici – la bibliographie étant fournie ! Rappelons que les responsables allemands en France, Dannecker et Zeitschel, se lancent dans une politique d'exclusion des Juifs qui passe par leur internement dans des camps : Pithiviers, Beaune-la-Rolande puis Drancy.

Dès 1940 s'instaure un « modèle vichyste » du système d'internement. On assiste à un changement de tutelle des camps, qui passent du ministère de la Guerre à celui de l'Intérieur. Le nouveau responsable, André Jean-Faure, est un « modèle républicain de la méritocratie », fils d'instituteur, préfet hors-cadre, il déplore les « conditions déplorables qui ne sauraient être tolérées sans compromettre la réputation d'humanité de la France » (rapport du 1^{er} septembre 1941). Entre 1940 et 1942, le camp répressif est à dominante communiste, comme le montrent divers tableaux statistiques. En ce qui concerne les étrangers, si l'émigration était pour eux la solution la plus évidente, elle était très difficile à mettre en œuvre pour des raisons longuement analysées (p. 219-224), et leur maintien en France conduit, pour des raisons économiques, à la création des groupements de travailleurs étrangers (GTE), la politique de la main-d'œuvre l'emporte alors sur la logique d'exclusion ; les Espagnols, dont les effectifs varient entre 35 et 50 000, en sont les principales victimes. L'internement est, bien sûr, une pièce essentielle du dispositif français de lutte contre les Juifs, et ce dès la loi du 4 octobre 1940, qui offre aux préfets la possibilité d'interner les Juifs étrangers. Denis Peschanski révèle l'existence d'une véritable crise du modèle vichyste des camps. Elle tient à la dégradation des conditions de vie qui amène, par exemple, la fermeture du camp de Saint-Cyprien dès le 30 octobre 1940. Aux difficultés

intérieures s'ajoutent les dénonciations de la presse étrangère (notamment suisse et américaine) qui suscitent l'inquiétude du ministère des Affaires étrangères. D'où la mise en place de la mission d'enquête du docteur Limousin. Celui-ci propose le recours aux militaires, une nouvelle spécialisation des camps et l'ouverture de nouveaux camps : Rivesaltes, Noé et Recebédou. Mais, faute de moyens, ces créations ne permettent pas de résoudre les problèmes, et les deux derniers camps cités ne devinrent pas les « camps-hôpitaux » annoncés.

Par ailleurs, l'assistance permet d'apporter quelques secours aux détenus. En zone nord, l'inspecteur général des camps André Jean-Faure œuvre pour faciliter l'intervention de la Croix-Rouge dans les camps et auprès des familles – mais elle fut interdite dans les camps pour Juifs. Denis Peschanski propose une longue analyse du rôle des institutions juives, qu'il est impossible de résumer ici et à laquelle nous renvoyons le lecteur (p. 242-254). Le « Comité de coordination de Nîmes » (créé le 20 novembre 1940) rassemble les œuvres engagées dans un choix décisif : dans l'urgence, mener une action de solidarité afin de sauver des vies menacées, sans légitimer le système. Du côté de Vichy, on sent bien que, sans cette aide, le système lui-même risquerait de s'écrouler, ce dont a parfaitement conscience Jean-Faure qui collabore efficacement avec le Comité de Nîmes. Denis Peschanski montre bien la complexité, au quotidien, de l'attitude d'œuvres (juives et protestantes pour la plupart) qui travaillent, par ailleurs, à la libération des détenus et qui y réussissent pour la quasi-totalité des 3 500 à 4 000 enfants internés au début de 1941. De l'automne 1940 à juillet 1942, le nombre des internés évolue de façon contraire dans les deux zones : au nord, ils passent de 6 000 à 12 000, au sud d'environ 35 000 à 10-12 000. Cette chute des effectifs résulte de la crise du modèle et traduit son incapacité à survivre, d'où le transfert des hommes valides dans les GTE et les libérations facilitées par les œuvres et acceptées par Vichy. Deux forces agissent donc en sens contraire sur le système des camps : d'une part, le volontarisme politique qui conduit à l'internement-exclusion contre les Juifs et les étrangers et à l'internement-persécution contre les communistes ; d'autre part, la nécessaire gestion des contraintes et des difficultés qui conduit à la libération des internés.

À partir du printemps 1942, s'ouvre une troisième phase de l'histoire des camps. C'est l'occupant qui change la donne. Les fonctions antérieures des camps, instrument de répressailles et réservoir de main-d'œuvre, perdurent. Mais s'ajoute un nouvel objectif qui bouleverse tout : l'utilisation des camps comme antichambre de la déportation des Juifs vers les lieux de mise à mort. C'est dans ce contexte que se noue une nouvelle forme de collaboration des régimes et des polices (accords Oberg-Bousquet), dont les enjeux et le mécanisme sont justement rappelés. L'internement administratif, arme privilégiée de la période précédente, tombe en désuétude, l'efficacité des arrestations fondées sur des listes anciennes étant désormais épuisée. Les camps qui abritent environ 13 000 détenus de répression en février 1943, n'en comptent plus que la moitié à la fin de l'année. En ces temps de recherche frénétique de main-d'œuvre, les occupants accentuent leur pression pour recruter dans les camps, ainsi vidés d'une partie de leur population, des travailleurs pour l'économie allemande.

L'internement de persécution devient alors un instrument essentiel de la déportation des Juifs de France. Dans un premier temps, les nazis, comme Vichy, prennent les Juifs internés dans les camps pour remplir les premiers convois de déportation. Puis, les camps changent de fonction et deviennent des camps de transit où sont rassemblées, avant d'être déportées, les victimes des rafles. On doit absolument renvoyer le lecteur à l'analyse fouillée de la situation des organisations de sauvetage. Les structures légales d'entraide se trouvent confrontées à un véritable piège : aider désormais les internés à mieux vivre dans les camps,

ce n'est plus leur permettre de survivre, comme dans la période précédente, mais faciliter le fonctionnement de la machine à tuer les Juifs; sauver quelques personnes des camps entraîne, par compensation, la désignation d'autres détenus sur la liste des départs. Le Comité International de la Croix Rouge représente l'archétype du choix de la légalité et de la neutralité, tout comme, dans des conditions différentes, l'UGIF de zone nord. Par contre, l'UGIF de zone sud effectue un choix différent, notamment avec Raymond-Raoul Lambert, et s'engage clairement dans une stratégie de lutte *contre* la mise en œuvre de la solution finale, en restant sur un plan légal. D'autres organisations, par contre, ont choisi de mener, parallèlement à leur action légale, une action illégale, ce qui signifie pour certains de leurs membres, la plongée dans la clandestinité. Ainsi l'OSE met en place une structure clandestine de placement des enfants (réseau Gare), qui permet de sauver les enfants placés dans des *homes* légaux repérés. Durant toute cette période, les Tsiganes de France ne subissent pas de politique d'extermination : seuls 145 d'entre eux sont déportés, non pas de France, mais de Malines en Belgique, le 15 janvier 1944, dans une opération unique relevant du commandement militaire de Bruxelles, auquel le Nord et le Pas-de-Calais sont rattachés.

Avant d'évoquer la dernière période des camps, présentons quelques résultats des analyses portant sur la gestion des camps et la vie des détenus elles concernent, pour l'essentiel, la période 1938-1944. Un terme peut qualifier d'un bout à l'autre la gestion des camps : l'improvisation. Elle signifie surveillance inégale, mauvaise anticipation des réalités pour l'alimentation et l'aménagement des camps. Citons un exemple : comme il n'était pas prévu que l'internement puisse dépasser l'automne 1939, la construction de Gurs *ex nihilo* devient catastrophique quand les pluies transforment sa terre argileuse en boue. Dans leur grande majorité, les camps n'ont pas de plans pré-établis et les bâtiments sont détournés de leur fonction : forts, citadelles, ou casernes, mais aussi Habitations à Bon Marché (Drancy), tuilerie-briqueterie (Les Milles), ou ancienne forge (Moisdon-la-Rivière). Les camps connaissent de graves difficultés de ravitaillement, surtout quand l'administration civile en prend la direction à la fin de 1940. Cette pénurie fait ses victimes et ses profiteurs : elle affame les détenus mais permet aux gardiens, voire aux chefs de camps, de se livrer à de fructueux trafics ; si l'on replace le camp dans la société environnante, on s'aperçoit qu'il pénalise les consommateurs les plus pauvres mais qu'il offre de nouveaux débouchés aux artisans locaux. La mauvaise hygiène constitue la seconde plaie qui afflige les détenus. Pourtant, la mortalité, très inégale, semble limitée : entre l'été 40 et l'été 44, quelque 3 000 détenus meurent dans les camps français : « la mort programmée ou la mort dans l'indifférence n'étaient pas dans leurs fonctions ». Le chapitre « administrer et garder » constitue la meilleure démonstration du poids de la contrainte et de celui des événements sur la politique d'internement. Le tableau dressé en juillet 1942 révèle l'ampleur et la diversité des problèmes non solutionnés : pour une trentaine de camps relevant du ministère de l'Intérieur, seulement 16 chefs de camps et 2 674 agents en fonction. La maigreur du traitement et la faible attractivité du métier rendent quasi impossible le recrutement de cadres de qualité et conduisent à une véritable « incompétence gestionnaire ». La situation est pire pour les gardiens, et l'administration doit être peu regardante sur leurs motivations : de petites gens, aux capacités limitées, qui acceptent ces postes assurant la pitance et le logement dans l'attente de trouver mieux. *Paresseux, ivrognes, trafiquants...* l'administration n'est pas tendre dans l'évaluation de ses gardiens !

Quels ont été les effets de l'internement sur les détenus ? Comme on pouvait s'y attendre, la concentration des politiques, communistes surtout, a resserré les liens et facilité le travail de propagande. L'analyse fouillée de plusieurs fichiers de camps permet à Denis

Peschanski de donner une image de la population internée : société hétéroclite qui varie selon les camps et les périodes. À Saint-Sulpice-la-Pointe, camp de répression contre les politiques, on trouve près de 50 % d'ouvriers, 25 % de membres du secteur public et plus de la moitié de « communistes » ; les 3/4 des détenus y restent moins d'un an (dans près de la moitié des cas pour être libérés). À Rieucros, puis à Brens (après le transfert du début de 1942), on a interné, jusqu'à juin 1944, des femmes relativement jeunes ; les droits-communs représentent le groupe le plus important (37 %), ce qui, comme le remarque l'auteur, tranche avec l'image que l'on a conservée de l'internement ; les communistes représentent 15 % des détenues ; les autres politiques 30 % (pour beaucoup des étrangères) ; 8 % relèvent de délits économiques (surtout marché noir).

L'évocation de la vie des détenus retient particulièrement notre attention. Pour les politiques, l'internement n'est pas un événement totalement imprévisible. Ils y font face avec détermination, le plus souvent dans un esprit de solidarité qui se manifeste par le partage égalitaire des colis. Chez les Juifs, les étrangers ayant fui les persécutions dans leur pays étaient psychologiquement mieux préparés à l'internement que les notables français (à l'exception des Juifs de Bade, Palatinat et Sarre, expulsés du jour au lendemain dans un pays dont ils ne connaissent pas la langue, et qui eurent beaucoup de mal à s'adapter à la vie de camp). Les nomades, totalement inadaptés à la sédentarité, vivent dans des conditions repoussantes de promiscuité et d'hygiène. Les droits-communs, internés après la purge de leur peine, n'ont pas accepté cette double condamnation, d'où leur comportement agressif, voire violent. Les trafiquants du marché noir forment une catégorie à part : leur internement ne traduit pas une mesure de sûreté, mais une véritable peine, ce qui constitue un détournement de procédure et perturbe la vie des camps, car, sachant leur internement de courte durée, ils ne partagent pas les angoisses des autres détenus et encore moins leurs colis bien garnis ; de surcroît, ils introduisent dans le camp une corruption qu'alimentent leurs moyens financiers. Pour Denis Peschanski, « l'internement révèle plus qu'il ne transforme, il exacerbe, plus qu'il n'estompe ». Aussi la différence tient-elle peut-être moins aux situations qu'à la manière de les vivre. La vie dans le camp est d'abord marquée par l'ennui, d'où l'importance du travail qui permet de surcroît d'améliorer le ravitaillement, mais il n'était pas accessible à tous. Quoi qu'il en soit, l'oisiveté l'emporte toujours, d'où l'importance des colis et des lettres, seuls liens avec l'extérieur. Pendant l'isolement, la promiscuité avec les autres internés, dont les documents d'époque ne permettent que d'entrevoir la dureté. Loin de tout manichéisme, le chapitre « Gestion et subversion » montre avec beaucoup de finesse que la participation des détenus à la gestion du camp ne doit pas être stigmatisée – parce qu'elle a pu, tout simplement, assurer la survie – et qu'elle s'accompagne, souvent, chez les mêmes, de formes plus ou moins élaborées de subversion pouvant aller jusqu'à la résistance.

La quatrième période de l'histoire des camps nous ramène à une logique d'exception : l'utilisation de l'internement comme un instrument d'épuration à la Libération. Évidemment, cette épuration survient dans un climat passionnel et, dans les premières semaines, au gré de l'improvisation des acteurs locaux, tandis que, très vite, l'État démocratique s'efforce d'encadrer le processus. Le ministre de l'Intérieur, Tixier, multiplie les missions d'inspection dans les camps, il s'emploie à limiter le nombre des internements et des lieux de détention, et par des commissions de contrôle, s'efforce de trier parmi les internés ceux qui sont injustement détenus, le tout dans le respect des règles démocratiques. Le phénomène est massif, mais éphémère. Le premier bilan fiable, retrouvé pour décembre 1944, atteste la présence de 50 000 internés dans 171 sites, les petits centres de proximité connaissant les situations les plus dramatiques. Dans l'atmosphère survoltée de la Libération, l'internement

constitue, dans certains cas, la meilleure des protections contre la violence spontanée de la population, voire des résistants locaux. Un bilan de février 1945 fait apparaître qu'un tiers des internés sont des femmes, confirmant la dimension sexuée de l'épuration, déjà mise en valeur par Fabrice Virgili (*La France virile. Des femmes tondues à la Libération*, Paris, Payot, 2000). Si l'internement des politiques – visant les individus dangereux pour la Défense nationale ou la Sécurité publique – était prévu par la loi, celui des trafiquants du marché noir ne l'était pas et ils furent victimes d'un véritable détournement de procédure. Le cas des Tsiganes est encore plus paradoxal puisque, dans une indifférence quasi générale, le nouveau régime conserve la législation antérieure, et le dernier libéré en mai 1946 est un Tsigane. Les civils allemands connaissent la situation la plus dramatique en raison de leur nombre (14 000 durant l'été 1945) et de la suspicion qui pèse sur eux. Une comparaison avec la Belgique (70 000 internés pour 8 millions d'habitants) suggère à l'auteur que la modération française s'explique par le rôle central joué par l'État régulateur.

Comment se répartissent les victimes de l'internement en France de 1938 à 1946? À la fin de la Troisième République : 350 000 Espagnols et interbrigadistes, 40 000 « ressortissants des puissances ennemies », plusieurs milliers d'internés transférés de Belgique, environ un millier de « politiques » (communistes pour la plupart). De la défaite à la Libération : 100 000 Juifs environ, 15 000 politiques, quelques milliers de droits-communs et de marché-noir et 3 000 nomades. À la Libération, beaucoup de ces derniers encore présents parmi une centaine de milliers de détenus. Ce qui nous conduit au chiffre de 600 000 personnes indiqué au début. Denis Peschanski s'interroge sur ce qu'il nomme les limites du volontarisme. Certes, l'internement, de répression ou d'exclusion, répond à un projet idéologique : la lutte contre les communistes, les Juifs, voire les droits-communs. Mais, il ne se réduit pas à la seule dimension de l'intention, l'internement est aussi le résultat du poids de conjoncture : ainsi des mesures d'exception qui frappent les ressortissants étrangers en temps de guerre ou les collaborateurs présumés à la Libération. L'internement est tout autant façonné par la contrainte extérieure qui y conduit les Espagnols et les interbrigadistes, les internés belges transférés lors de la débâcle ou les Juifs expulsés de Bade, Palatinat et Sarre... Au total, selon Denis Peschanski, la prise en compte de la logique fonctionnelle (poids de la conjoncture et logiques bureaucratiques – La référence à l'approche « fonctionnaliste » des historiens du nazisme est explicite) doit être révisée à la hausse pour comprendre le phénomène de l'internement en France – ce qui ne signifie nullement qu'il n'y ait pas eu d'autres choix possibles.

Et que devient la mémoire de l'internement après 1946? La grande diversité du monde des internés explique que, au-delà d'une construction mythique de surface, aucune mémoire collective des camps n'ait pu se former après la Libération.

Pour finir, ajoutons que le style très clair de l'auteur, à la recherche de la formule juste plutôt que de la formule-choc, constitue la marque d'une écriture subtile de l'histoire. Les graphiques et les cartes ajoutent à la lisibilité du discours. À la bibliographie globale que nous aurions attendue, Denis Peschanski a préféré une mise au point historiographique personnelle, ce qui, après tout, relève de la liberté de l'auteur. Son ouvrage, dont la lecture s'impose à ceux qui s'intéressent à la période des années troubles, devrait également trouver des lecteurs chez tous les amateurs d'histoire : à la recherche de la nuance et de la complexité, il entremêle une histoire de destins individuels, une histoire des logiques de la politique de l'État, une histoire sociale des détenus, une histoire de leurs représentations et de leurs sensibilités. Un livre fin et fort.